



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7432^e séance

Jeudi 23 avril 2015, à 10 heures

New York

Provisoire

| | | |
|--------------------|--|----------------------------|
| <i>Président :</i> | Le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II/M. Judeh/M. Hmoud/ | (Jordanie) |
| | M ^{me} Kawar | |
| <i>Membres :</i> | Angola | M. Augusto |
| | Chili | M. Barros Melet |
| | Chine | M. Liu Jieyi |
| | Espagne | M. Ybáñez |
| | États-Unis d'Amérique | M ^{me} Power |
| | Fédération de Russie | M. Churkin |
| | France | M. Kanner |
| | Lituanie | M ^{me} Murmokaitė |
| | Malaisie | M. Zainuddin |
| | Nigéria | M ^{me} Ogwu |
| | Nouvelle-Zélande | M. McLay |
| | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Sir Mark Lyall Grant |
| | Tchad | M. Cherif |
| | Venezuela (République bolivarienne du) | M. Ramírez Carreño |

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix

Lettre datée du 27 mars 2015, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2015/231)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix

Lettre datée du 27 mars 2015, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2015/231)

Le Président (*parle en arabe*) : Je souhaite la bienvenue au Secrétaire général, aux Ministres et aux autres représentants présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur participation est une preuve de l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, du Gabon, de la Géorgie, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Liban, du Luxembourg, des Maldives, de Malte, du Maroc, du Monténégro, du Pakistan, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la République islamique d'Iran, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Turquie et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, qui vont faire des exposés, à participer à la présente séance : M. Peter Neumann et M. Scott Atran.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies; S. E. M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies; et S. E. M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, à participer à la présente séance.

Je propose que le Conseil invite l'Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la

présente séance, conformément au règlement intérieur et à la pratique établie.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2015/231, qui contient le texte d'une lettre datée du 27 mars 2015, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant un document de réflexion sur la question à l'examen.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je suis honoré par la présence de S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II de Jordanie, dont la délégation dirige les travaux du Conseil de sécurité avec une grande compétence depuis le début du mois. Son Altesse Royale est la plus jeune personne à avoir jamais présidé une séance du Conseil. C'est parfaitement à-propos pour le présent débat. Il n'a pas 21 ans, mais il est déjà un dirigeant au XXI^e siècle. Je le remercie de présider cette importante séance.

Je suis profondément reconnaissant à la Jordanie de ses nombreuses contributions à l'action que l'ONU mène dans les domaines de la paix, du développement et des droits de l'homme. Je remercie en particulier mes nombreux hauts conseillers jordaniens, notamment le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein; la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, M^{me} Rima Khalaf; la Sous-Secrétaire générale au Programme des Nations Unies pour le développement, M^{me} Sima Bahous; et mon Envoyé pour la jeunesse, M. Ahmad Alhindawi, qui est ici avec moi aujourd'hui.

Le rôle des jeunes est déterminant pour la paix et la sécurité internationales. Nous devons encourager les jeunes à promouvoir les causes de la paix, de la diversité et du respect mutuel. Les jeunes incarnent la promesse, pas le danger. Même si certains jeunes commettent des actes de violence ignobles, l'écrasante majorité d'entre eux aspirent à la paix, en particulier dans les situations de conflit.

Nombre de ceux qui commettent des violences sont les victimes d'adultes dépravés qui abusent de leur innocence juvénile. Régulièrement, nous constatons

que les jeunes sont les plus durement touchés par l'extrémisme violent. Nous ne saurions oublier les filles de Chibok, au Nigéria. Nous avons une pensée pour les étudiants tués par les Chabab à Garissa, au Kenya, ainsi que pour ceux qui ont été massacrés par les Taliban à Peshawar, au Pakistan.

Les extrémistes violents prennent délibérément pour cible les jeunes faisant valoir leurs droits fondamentaux. Je suis bouleversé par la tragédie des jeunes qui sont enrôlés, enlevés et tués. Mais je suis également impressionné par les jeunes qui survivent à la guerre et défendent la paix.

Il y a quelques années en Sierra Leone, j'ai assisté à un match de football d'amputés du conflit. Ils m'ont enseigné ce qu'était véritablement le relèvement. Cette année, le Conseil de sécurité a entendu une jeune femme nommée Ilwad Elman (voir S/PV.7374), dont le père était un militant de la paix en Somalie. Quand il a été assassiné, elle a dû déménager au Canada. Elle aurait pu y jouir d'une vie confortable, mais elle est retournée en Somalie pour diriger une organisation non gouvernementale d'aide aux victimes d'actes de violence sexiste.

J'ai rencontré dans un camp de réfugiés une fille syrienne qui rêvait de devenir médecin pour pouvoir aider les autres. Mon envoyé pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, dit que les jeunes œuvrent au changement, mais ne sont pas aux commandes. Je suis d'accord, et je demande qu'on leur donne le permis de conduire notre avenir. Ils sont idéalistes et créatifs et ont des capacités de réseautage sans précédent. Bien souvent, ils comprennent les complexités de la guerre et les conditions nécessaires à la paix.

Voici un message récemment publié sur Facebook par la Dream Achievers Youth Organization au Kenya :

« Il faut que tous les jeunes d'Afrique de l'Est refusent de rejoindre les milices et se concentrent plutôt sur la solidarité, la tolérance et la compréhension entre les cultures. »

Un nombre incalculable de groupes de jeunes veulent faire la paix, pas la guerre. Ils veulent lutter contre l'injustice, pas contre autrui. J'applaudis ces héros, et en particulier ces héroïnes. L'égalité des sexes est essentielle à la lutte contre l'extrémisme violent.

Les jeunes souffrent au front pendant la guerre, mais ils sont rarement présents dans les coulisses des pourparlers de paix. Je demande que l'on accorde aux

jeunes une place à la table des négociations. Ils paient un tribut aux combats, et méritent de contribuer à gérer le processus de guérison. C'est un élément fondamental pour une stabilité durable.

Les organisations de jeunes peuvent contribuer à la consolidation de la paix si nous intensifions leurs activités et investissons dans leurs idées. L'éducation est essentielle. Je me joins à l'appel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Al Hussein, au déploiement d'« armes d'instruction massive » en vue de promouvoir une culture de paix. C'est plus qu'un slogan intelligent, c'est une stratégie efficace.

Les groupes de jeunes pacifistes, en particulier dans les zones déchirées par les conflits, méritent notre soutien indéfectible. Même dans les pays pacifiques, les politiques en faveur de la jeunesse ne sont pas suffisamment financées, et ne sont pas appliqués aux questions de sécurité. Les jeunes sont les héritiers du monde. Avec davantage de ressources, ils pourraient être une force de paix, de réconciliation et de gouvernance démocratique.

L'ONU s'attache à écouter les jeunes et à répondre à leurs préoccupations. Nous avons lancé les Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix. Je remercie le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, l'Alliance des civilisations ainsi que les institutions spécialisées des Nations Unies et les partenaires qui y ont contribué. Je suis également en train de mettre au point un plan d'action global de prévention de l'extrémisme violent qui visera à impliquer et à responsabiliser les jeunes; je le soumettrai à l'Assemblée générale dans le courant de l'année.

Trop souvent, les discours prononcés au Conseil de sécurité se concentrent sur les problèmes pour y trouver des solutions. Aujourd'hui, considérons les jeunes comme la solution à nos problèmes les plus épineux. Ils aspirent à un monde plus juste et plus pacifique, et, avec notre aide, ils pourront le créer.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Neumann.

M. Neumann (*parle en anglais*) : Mon nom est Peter Neumann. Je suis professeur d'études sur la sécurité au King's College, à Londres, et je suis également Directeur du Centre international pour

l'étude de la radicalisation. Je me réjouis d'avoir la possibilité de parler des causes de la radicalisation des jeunes, et je félicite le Royaume hachémite de Jordanie d'avoir organisé le présent débat.

J'ai consacré les 17 dernières années à étudier et à comprendre le processus et les causes de la radicalisation. C'est ce que je fais, jour après jour. C'est ce qui me fait passer de nombreuses nuits blanches. Je suis né en Allemagne, et j'ai toujours eu du mal à comprendre comment les habitants de mon propre pays, étant donné notre histoire et les atrocités et les guerres que nous avons provoquées, comment les jeunes de mon pays – un très petit nombre certes, mais tout de même, certains de mes compatriotes – pouvaient encore être attirés par une idéologie néonazie.

Lorsque j'étais étudiant, j'ai étudié pendant une année à Belfast, en Irlande du Nord. C'était en 1997-1998, la dernière année du conflit. Le conflit tirait à sa fin et la paix était en train de s'instaurer. Pourtant, les cicatrices du conflit étaient partout, et j'en recherchais la cause.

Lorsque les attentats du 11 septembre sont survenus dans cette ville, cela m'a paru très loin. Mais, quatre ans plus tard, en 2005, des terroristes ont frappé Londres, où je vivais alors et travaillais comme universitaire. Les terroristes qui ont attaqué Londres n'étaient pas du Moyen-Orient, ils ne venaient pas d'une zone de conflit, ils étaient originaires d'Angleterre. Ils étaient nés en Angleterre, ils y avaient grandi et y étaient allés à l'école, ils avaient des passeports britanniques et parlaient anglais avec un meilleur accent que le mien, même quand je m'efforce. Qu'est-ce qui les a poussés à agir ainsi?

Je voudrais dire d'emblée – et je m'exprime en tant qu'universitaire – qu'il n'existe pas une raison unique pour laquelle les jeunes se radicalisent. Il n'y a pas de cause unique. La radicalisation est un processus. C'est le processus par lequel des personnes, dont la plupart sont souvent des jeunes, se tournent vers l'extrémisme – voire vers l'extrémisme violent. C'est un processus qui peut se produire dans n'importe quelle société, et qui n'a donc pas de cause spécifique. Ce sont les conflits qui ont des causes.

Si l'on établit une liste de tous les griefs exprimés dans tous les conflits où est apparue une radicalisation des jeunes, l'on se retrouve effectivement avec une liste très longue, qui répertorie essentiellement tous les problèmes du monde. À ce moment-là, les choses se compliquent, car – comme je le sais moi-même et

comme les membres du Conseil de sécurité le savent mieux que quiconque – il n'est ni possible, ni réaliste d'attendre des hommes politiques, des décideurs, des diplomates ou même de l'ONU qu'ils résolvent tous les problèmes du monde. Je le répète : la radicalisation des jeunes en tant que telle n'a nulle part de cause précise, mais les conflits en ont.

Au lieu de parler des causes de la radicalisation en général, je voudrais évoquer un conflit bien particulier, et une population bien particulière dans ce conflit. Je voudrais parler des combattants terroristes étrangers en provenance de mon continent, l'Europe. Je parle de combattants étrangers qui sont allés en Syrie et en Iraq pour grossir les rangs de l'organisation qui s'est donnée pour nom Daech. Il s'agit pour la plupart de jeunes de villes comme Berlin, Paris, Stockholm et Londres – des citoyens de nos pays. Pas moins de 4 000 d'entre eux ont rejoint une organisation totalitaire qui décapite des individus et les brûle vivants.

Mes collègues et moi-même, au Centre international d'études sur la radicalisation et la violence politique basé à Londres, nous nous sommes intéressés à ces personnes depuis plus de deux ans. Nous connaissons beaucoup d'entre elles. Nous avons pu retrouver 700 d'entre elles sur Facebook, Twitter, Instagram et Tumblr – des plates-formes de médias sociaux où ils publient des informations, des mises à jour, des commentaires et des photos. Nous avons parlé à près de 100 de ces individus – dont certains sur une durée de plusieurs mois – et nous avons rencontré personnellement de nombreux facilitateurs, transporteurs, cheikhs et, bien entendu, des combattants sur le terrain, dans les villes frontalières par lesquelles ils entrent en Syrie.

Nous connaissons ces personnes. Nous connaissons leurs histoires, et nous savons qu'il n'y a pas qu'une seule histoire. Il y a beaucoup d'histoires. Certains de ces individus sont pieux, d'autres ne le sont pas. Beaucoup d'entre eux ont eu une vie difficile, mais certains auraient pu avoir un avenir décent s'ils étaient restés dans leur pays d'origine en Europe. Certains ont été motivés par les souffrances humanitaires du peuple syrien; d'autres recherchaient le grand frisson de l'aventure. Bien évidemment, beaucoup de ces individus étaient déjà des extrémistes; ils étaient extrémistes bien avant que le conflit en Syrie n'éclate. Par conséquent, s'agissant de leurs caractéristiques fondamentales, ou en d'autres termes, de leurs profils socioéconomiques, nous avons affaire à un groupe extrêmement diversifié – plus

diversifié que n'importe quelle population extrémiste dont j'ai jamais eu connaissance. Ce groupe est tellement diversifié que pour la première fois, nous avons affaire à un groupe qui compte un grand nombre de femmes : 10, 15 et, dans certains pays, 20 % de femmes. Alors, qu'est-ce que ces individus ont tous en commun ?

Il y a une vérité difficile à accepter pour mes compatriotes européens. Aussi différents que soient les combattants étrangers que mes collègues et moi-même avons retrouvés et à qui nous avons parlé; aussi différents que soient leurs profils et leurs caractéristiques, ce que beaucoup, sinon la plupart, d'entre eux ont en commun, c'est qu'ils n'ont pas le sentiment qu'ils font vraiment partie de leurs sociétés. Ils ont souvent eu l'impression que, à cause de qui ils sont, à cause de leur apparence physique et de l'origine de leurs parents ou leurs grands-parents, ils ne faisaient toujours pas partie de nous, ils n'étaient pas européens, ils n'étaient pas intégrés et ils n'avaient aucune chance de réussir en Europe malgré tous leurs efforts. Quand vous ne vous sentez pas intégrés; quand vous n'avez pas l'impression que vous faites partie de votre société, il devient alors plus facile de partir et de haïr, et il devient plus facile de vous retourner contre la société dont vous détenez le passeport et dont vous parlez la langue.

Je voudrais être clair. Ce sentiment d'exclusion en soi n'explique pas pourquoi quelqu'un se transforme en combattant terroriste étranger, et il ne le justifie certainement pas. Rien ne justifie le terrorisme. Tout simplement parce que vous avez été victime de discrimination, tout simplement parce que vous n'avez pas de perspectives économiques, ou tout simplement parce que les gens insultent votre religion ne va pas vous pousser automatiquement, par osmose, à aller en Syrie et à décapiter des individus. Si cela était aussi simple, il n'y aurait pas 4 000 Européens là-bas, mais 4 millions. Heureusement, ce n'est pas le cas.

Il y a beaucoup d'autres facteurs qui expliquent la radicalisation des jeunes. Il faut qu'il y ait une idéologie, qui donne un sens à certains griefs et les canalise dans une certaine direction. Le phénomène des groupes, les dynamiques sociales et les leaders charismatiques jouent aussi un rôle important. Mais ce que je veux dire, c'est que l'exclusion – ce sentiment que vous n'êtes pas intégrés ou que vous ne faites pas partie de votre propre société – vous rend réceptif. Il vous rend réceptif à une idéologie qui dit : « L'Occident est en guerre contre vous; l'Europe est en guerre contre vous; votre pays est en guerre contre vous; vous ne pouvez pas vivre parmi

ces gens; vous ne pouvez pas être européen et musulman en même temps ».

En effet, c'est exactement ce que les recruteurs disent; c'est ce que l'on voit sur les vidéos de Daech sur Internet. Et ce message trouve écho chez certains. Non pas parce Daech a des pouvoirs magiques de persuasion ou parce que ces vidéos sont de très bonne qualité. Ce message trouve écho chez ces individus parce qu'il donne un sens à leur état d'esprit. Il leur donne la réponse qu'ils cherchaient. Il transforme ces griefs en une cause – une cause qui donne un sens et une signification à ces griefs. C'est un processus étrangement autonomisant, même si beaucoup d'entre nous aujourd'hui ont du mal à le comprendre. Ce n'est pas ce sentiment d'exclusion qui est à l'origine de ce phénomène, mais il s'agit d'une condition préalable à tout ce qui s'ensuit.

Comment pouvons-nous y mettre fin? Il y a beaucoup de choses que nous devons faire. Il y a beaucoup de mesures que nous devons prendre d'urgence – faire en sorte que ces personnes ne puissent pas voyager, les arrêter et partager l'information. Certaines de ces mesures sont décrites dans la résolution 2178 (2014), sur laquelle j'ai eu l'honneur de travailler avec l'Ambassadrice Power et son équipe. Nous devons donner aux jeunes les moyens de faire leurs propres choix en tant que membres à part entière de leurs sociétés, mais nous devons également responsabiliser les parents, surtout les mères. Ils sont nos plus forts alliés, et ils sont souvent les derniers à avoir encore quelque influence sur leurs enfants. Nous avons souvent vu des parents réussir à empêcher leurs enfants d'aller à l'étranger. Nous devons créer des programmes de déradicalisation qui proposent des interventions adaptées, soit quand ces individus sont sur le point de rejoindre les groupes extrémistes, soit avant qu'ils ne se rendent en Syrie, soit à leur retour. Nous devons contredire les idées extrémistes publiées sur Internet, où, contrairement à nous, les extrémistes font preuve d'une remarquable efficacité.

Toutefois, ces mesures d'urgence ne suffisent pas. Si nous voulons mettre définitivement fin à ce phénomène, nous devons nous employer à créer des sociétés et des identités qui n'excluent personne. C'est là l'aspect le plus difficile de la prévention; c'est l'aspect le plus coûteux et qui exige un effort de longue haleine. Mais nous devons le faire, parce que si davantage de gens se sentent intégrés – vraiment intégrés – dans leurs pays d'origine en Europe, quelle que soit leur apparence physique et quelle que soit la religion qu'ils pratiquent, ce n'est qu'à ce moment-là que nous réussirons à

assécher le vivier dans lequel les extrémistes violents puisent pour recruter.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Neumann de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Atran.

M. Atran (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité et le Gouvernement jordanien de me donner cette occasion d'apporter ma contribution.

Je suis anthropologue. Les anthropologues, en tant que groupe, étudient la diversité des cultures humaines en vue de comprendre nos points communs et nos différences, et d'utiliser ce que nous savons de nos points communs pour essayer d'aplanir nos divergences. Mes recherches visent à réduire la violence entre les peuples en essayant d'abord de comprendre des pensées et des comportements qui sont parfois très éloignés des miens, comme les attentats suicides qui tuent en masse des gens innocents qui n'ont fait de mal à qui que ce soit. La clef, comme Margaret Mead me l'a appris il y a longtemps, lorsque j'étais son assistant à l'American Museum of Natural History à New York, est de comprendre les sentiments des gens sans toujours sympathiser avec eux; de participer à leur vie dans la mesure où on le peut moralement, puis de décrire les conclusions auxquelles l'on est parvenu.

J'ai passé beaucoup de temps à observer, à mener des entrevues et à effectuer des études systématiques sur des individus sur six continents qui sont attirés par la violence au profit d'un groupe et de sa cause. Tout récemment, le mois dernier, à Kirkouk, en Iraq, avec des collègues, j'ai fait des recherches sur des jeunes gens qui avaient tué pour le compte de l'État islamique d'Iraq et du Cham (EIIL) et sur de jeunes adultes dans les banlieues de Paris et les quartiers de Barcelone qui cherchaient à rejoindre les rangs de ce groupe. Sur la base de quelques enseignements tirés de recherches en sciences sociales, je vais essayer de décrire quelques conditions qui peuvent pousser les jeunes à s'engager sur la voie de l'extrémisme violent.

Mais pour commencer, qui sont ces jeunes? Aucun des combattants de l'EIIL que nous avons interrogés en Iraq n'avait un niveau d'instruction dépassant l'école primaire; certains avaient des épouses et de jeunes enfants. Quand on leur a posé la question « Qu'est-ce que l'islam? », ils ont répondu : « ma vie ». Ils ne savaient rien du Coran ou du hadith, ni des premiers califes Omar et Othman. Ce qu'ils savent de l'islam, ils l'ont appris par le biais de la propagande d'Al-Qaida et de

l'EIIL, qui leur enseigne que les musulmans comme eux sont ciblés pour être éliminés à moins qu'ils n'éliminent d'abord les impurs. Il ne s'agit pas là d'une idée bizarre dans le contexte de leur vécu; ils ont expliqué qu'après la chute de Saddam Hussein, ils avaient grandi dans un monde infernal caractérisé par une guérilla constante, la mort de membres de leur famille et la dislocation de leurs familles, et que parfois, ils ne pouvaient pas sortir de leurs maisons ou de leurs abris temporaires pendant des mois.

En Europe et ailleurs au sein de la diaspora musulmane, le modèle de recrutement est différent. Environ trois sur quatre personnes qui rejoignent les rangs d'Al-Qaida ou de l'EIIL le font par l'intermédiaire d'amis; les autres le font souvent par l'intermédiaire de membres de leur famille ou d'autres individus, qui, comme eux, sont à la quête d'une voie qui donnera un sens à leur vie. Les parents savent rarement que leurs enfants souhaitent se joindre à ce mouvement. Dans les familles au sein de la diaspora, les parents musulmans sont réticents à parler des échecs de la politique étrangère et de l'EIIL, alors que souvent, leurs enfants cherchent désespérément à comprendre.

La majorité des volontaires et des sympathisants étrangers se situent dans la gamme moyenne de ce que les sociologues appellent « distribution normale » en termes d'attributs psychologiques comme l'empathie, la compassion, l'idéalisme et le désir d'aider les gens plutôt que de leur faire du mal. Il s'agit pour la plupart de jeunes qui sont dans une phase de transition : des étudiants, des immigrants en transition qui viennent de quitter un emploi ou de se séparer de leur partenaire, qui ont quitté ou sont sur le point de quitter leur famille d'origine et qui sont à la recherche d'un nouveau groupe d'amis et d'individus avec lesquels ils ont des affinités, qui peuvent leur donner le sentiment que leur vie compte pour quelque chose. La plupart n'a eu aucune éducation religieuse traditionnelle et, souvent, « renaît » avec un sens d'une mission religieuse socialement rigoureuse, idéologiquement étroite mais mondiale. De fait, c'est lorsque sont expulsés de la mosquée ceux qui pratiquent des rites religieux, pas quand ils s'y trouvent, pour avoir exprimé des convictions politiques radicales, que le passage à la violence est le plus probable.

L'été dernier, un sondage réalisé par l'institut ICM Research a montré que plus d'un jeune français sur 4 – de toutes croyances – âgés entre 18 et 24 ans ont une attitude favorable à l'égard de l'EIIL. À Barcelone, rien que ce mois, 5 sympathisants de l'EIIL sur 11 appréhendés, qui

prévoient de faire exploser des quartiers de la ville, étaient récemment athées ou des Chrétiens convertis. L'alliance profane du nationalisme xénophobe étroit et du djihad, qui jouent sur les dissensions dues aux craintes des uns et des autres, commence à déstabiliser la classe moyenne européenne à la manière du fascisme et du communisme dans les années 20 et 30 tout en encourageant une volonté de se sacrifier aussi bien parmi les xénophobes nationalistes que les djihadistes. À l'inverse, nos propres recherches montrent que même parmi des jeunes originaires d'Occident, les idéaux de la démocratie libérale ne suscitent plus une volonté de faire des sacrifices coûteux pour les défendre.

L'Europe a un taux de natalité de 1,4 enfant par couple, ce qui signifie que, sans immigration massive, elle ne peut maintenir une classe moyenne viable, dont dépend toute société démocratique prospère. Pourtant, l'Europe n'a sans doute jamais été aussi loin de s'attaquer avec efficacité aux problèmes d'immigration. Comme nous l'a dit une jeune femme de Clichy-sous-Bois, en banlieue parisienne, elle, comme un grand nombre d'autres personnes avec lesquelles elle traîne, ne se sent ni française ni arabe, et comme on la regardera toujours avec méfiance à cause d'actes commis par d'autres, elle choisira le califat pour contribuer à créer un foyer national dans lequel les musulmans peuvent mettre en commun leurs ressources, être de nouveau forts et vivre dans la dignité.

Néanmoins, l'idée à la mode d'un « clash des civilisations » entre l'islam et l'Occident est lamentablement fallacieuse. L'extrémisme violent ne représente pas le réveil de cultures territoriales traditionnelles mais leur effondrement, des jeunes libérés de traditions millénaires s'agitent dans tous les sens à la recherche d'une identité sociale qui confère une importance et une gloire personnelles. C'est le côté obscur de la mondialisation. Ils se radicalisent pour trouver une solide identité dans un monde aplati : dans lequel les lignes verticales de communication entre les générations sont remplacées par des attaches entre pairs qui peuvent s'étendre au monde entier. Des jeunes dont les grands-parents étaient des animistes à l'âge de pierre à Sulawesi, très loin du monde arabe, m'ont dit qu'ils rêvaient de combattre uniquement en Iraq ou en Palestine pour défendre l'islam.

Bien qu'ils soient généralement considérés d'un point de vue militaire, Al-Qaida, l'EIIL et les groupes associés représentent la menace la plus grave en tant que mouvement de la contre-culture le plus dynamique

au monde, dont les valeurs sont contraires au système de l'État-nation représenté ici à l'ONU, et à sa Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce mouvement attire des jeunes de nombreux endroits dans la force de combat extraterritoriale la plus importante et la plus puissante depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tout comme il a fallu plus d'une décennie à Al-Qaida pour devenir une menace mondiale, il faudra peut-être de nombreuses années avant que nous observions le plein impact de l'EIIL, même s'il est délogé de sa base territoriale actuelle. À moins que nous comprenions ces forces culturelles puissantes, nous ne parviendrons pas à nous attaquer à cette menace. Quand l'attention est portée, comme c'est le cas maintenant, sur des solutions militaires et des arrestations policières, les choses sont déjà allées bien trop loin. Si cet axe est maintenu, nous perdrons la prochaine génération.

Qu'est-ce qui peut donc être fait? Avant tout, les gouvernements doivent poursuivre leur travail important concernant les problèmes de développement, ainsi que l'immigration et l'intégration, dans le but de transformer la très déplorée « explosion démographique de la jeunesse » en un « épanouissement de la jeunesse » en libérant l'énergie inhérente des jeunes et l'idéalisme. Je voudrais cependant proposer trois conditions dont, à mon avis, les jeunes ont besoin, en donnant des exemples rapides. Chaque pays devra toutefois créer et mobiliser ces conditions, adaptées à sa propre situation.

La première condition : offrir aux jeunes quelque chose qui les fassent rêver; rêver d'une vie qui a un sens en luttant et en se sacrifiant aux côtés de leurs camarades. C'est ce que l'EIIL propose. Dans son manifeste, *Idaraat at-Tawahoush* (« La gestion de la sauvagerie »), il est dit :

« Envole-toi vers nous, jeunes des régions que nous gérons. Car les jeunes de la nation sont plus proches de la nature innée des êtres humains compte tenu de la rébellion qui les habite. Et les groupes inertes ne font que tenter d'étouffer cela ».

Quand j'entends un énième appel rebattu à « l'islam modéré », généralement lancé par des personnes bien plus âgées, je pose la question suivante : Vous plaisantez? Aucun d'entre vous n'a d'enfants adolescents? Depuis quand quoi que ce soit de « modéré » suscite-t-il l'intérêt des jeunes, qui aspirent à l'aventure, la gloire et à donner un sens à leur vie?

Les membres du Conseil doivent se poser la question suivante : Quels rêves peuvent provenir de la plupart des politiques publiques actuelles qui n'offrent pas grand-chose au-delà de promesses de confort et de sécurité? Les jeunes ne choisiront pas de tout sacrifier, y compris leur vie – la totalité de leurs propres intérêts – simplement pour des gratifications matérielles. De fait, la recherche montre que le fait de donner des récompenses ou de sanctionner, la carotte ou le bâton, risque simplement de pousser des acteurs vraiment dévoués à aller encore plus loin dans les extrêmes. La recherche montre également que le plus important indicateur de la volonté de se sacrifier et de rejoindre des camarades pour une cause sacrée, qui leur donne le sentiment d'avoir une destinée particulière et la volonté de combattre, est ce qui permet à des groupes d'insurgés ou révolutionnaires ayant au départ peu de pouvoir de résister et de l'emporter souvent sur des groupes plus puissants qui dépendent de mesures d'incitation matérielles, telles l'armée et la police, qui à leur tour comptent principalement sur le salaire et la promotion plutôt que sur la vocation sincère de défendre leur pays. Les valeurs sacrées doivent être combattues avec d'autres valeurs sacrées, ou en fragmentant les réseaux sociaux dans lesquels ces valeurs sont ancrées.

La deuxième condition consiste à offrir à la jeunesse un rêve personnel positif, qui a une chance réelle d'être concrétisé. L'attrait d'Al-Qaida et de l'EIL n'est pas dû aux sites Web djihadistes, qui sont le plus souvent des bêtises et de la grandiloquence, bien qu'ils puissent être un premier aimant. C'est ce qui vient après. Il y a près de 50 000 « hashtags » soutenant l'EIL sur Twitter, qui ont en moyenne 1 000 « followers » chacun. Ils réussissent en offrant des possibilités d'engagement personnel, les gens ayant un public avec lequel ils peuvent partager et peaufiner leurs doléances, leurs espoirs et leurs souhaits. À contrario, les programmes de sensibilisation numérique publics proposent le plus souvent des contre-discours religieux et idéologiques génériques, apparemment sourds à la situation personnelle du public auquel ils s'adressent. Ils ne peuvent pas créer les réseaux sociaux intimes dont les rêves ont besoin.

En outre, les messages envoyés par ces contre-discours sont pour la plupart négatifs : « Alors Daech veut bâtir un avenir? » Eh bien, décapiter est-il l'avenir que vous voulez, ou quelqu'un qui contrôle en détail votre alimentation et votre façon de vous habiller? Qui peut ne pas déjà le savoir? Cela est-il vraiment important pour ceux qui sont attirés par la cause en

dépôt, ou même à cause de telles choses? Comme a rétorqué une adolescente de la banlieue de Chicago à des agents du Bureau d'enquête fédéral des États-Unis qui l'avaient empêchée de s'envoler pour la Syrie : « Alors, et les barils d'explosifs qui tuent des milliers de personnes? Les décapitations sont peut-être un moyen contribuant à y mettre fin. » Pour certains, la stricte obédience libère de l'incertitude concernant ce qu'une personne bonne doit faire. En outre, une fois qu'une personne est convaincue de la vertu morale de la mission, une violence spectaculaire ne rebute alors plus mais est sublime et valorisante, comme l'a indiqué Edmund Burke au sujet de la Révolution française, qui a introduit la notion moderne de terreur comme une défense d'urgence de changements politiques radicaux.

Ne nous y méprenons pas : peu, voire aucun de ceux qui rejoignent le djihad, ou le nationalisme xénophobe d'ailleurs, sont nihilistes. Le nihilisme est une accusation portée par ceux qui refusent, de manière chimérique, telle une autruche, d'envisager l'attrait moral, et donc le réel danger, de tels mouvements. Être prêt à mourir pour tuer d'autres personnes exige une profonde conviction de vertu morale. À Singapour, la semaine dernière, certaines personnes parlant au nom de gouvernements de pays occidentaux ont affirmé que le califat était un mythe, dissimulant une politique de la force classique. Des recherches effectuées avec ceux qui sont attirés par la cause montrent que c'est une idée fausse dangereuse. Le califat est réapparu en tant que cause mobilisatrice dans l'esprit de nombreux musulmans. Comme un imam nous l'a dit à Barcelone :

« Je suis opposé à la violence d'Al-Qaida et de l'EIL, mais ils ont fait connaître notre situation difficile en Europe et ailleurs. Avant, on ne faisait simplement aucun cas de nous. Et le califat, nous en rêvons comme les juifs rêvaient de Sion. Il pourrait être une fédération, comme l'Union européenne, de populations musulmanes. Le califat est ici, dans nos cœurs, même si nous ne savons pas quelle forme il prendra véritablement à terme. »

Sans la prise en considération de ces passions, nous risquons de les attiser. Tout engagement sérieux doit être à l'écoute des personnes et de leurs réseaux, et non du marketing de masse de messages répétitifs. Les jeunes ont de l'empathie les uns envers les autres; ils ne se font pas la leçon. De Syrie, une jeune femme envoie un message à une autre :

« Je sais à quel point il est difficile de laisser derrière toi la mère et le père que tu aimes, et de ne pas leur dire jusqu'à ce que tu sois ici, que tu les aimeras toujours mais que tu as été mise sur Terre pour faire plus qu'être avec tes parents ou leur faire honneur. Je sais que ce sera probablement la chose la plus difficile que tu devras peut-être jamais faire, mais laisse-moi te l'expliquer et leur expliquer. »

Nous avons besoin de ce type d'engagement.

Une troisième condition est d'offrir aux jeunes la chance de lancer leurs propres initiatives locales. Les recherches menées en sciences sociales montrent que les initiatives locales qui ont démarré par une participation à petite échelle sont plus efficaces que les programmes nationaux ou de grande ampleur pour faire reculer la violence. Peu importe les organismes publics que nous voulons voir faciliter cela. Laissons les jeunes mobiliser les jeunes pour rechercher des moyens efficaces de donner un sens aux questions qui les intéressent personnellement, qu'il s'agisse de l'oppression et de la marginalisation politique, de l'absence de perspectives économiques, des traumatismes de l'exposition à la violence, ou des problèmes d'identité et d'exclusion sociale. Nous devons, avant tout, appuyer l'engagement personnel par le soutien mutuel et de mentors locaux – parce que c'est presque toujours une circonstance personnelle particulière, racontée à des camarades, que l'extrémisme radical exploite, met au jour et essaye d'universaliser en indignation morale et en action violente.

Je terminerai par cet exemple. À 16 ans à peine, Gulalai Ismail et sa sœur Saba ont créé le réseau Seeds of Peace (semences de la paix) avec un groupe de camarades de classe pour changer les conditions de vie des jeunes femmes à Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du Pakistan. Ils ont commencé par faire porter l'essentiel de leur action sur la place des femmes dans la société. Mais à présent que le nombre de membres a augmenté, ils forment maintenant de jeunes militants à devenir des agents de paix locaux pour contrer la violence et l'extrémisme. Ils ont formé 25 jeunes par an ces deux dernières années pour œuvrer ensemble à la promotion de la tolérance, de la non-violence et de la paix. L'initiative s'est avérée si populaire qu'ils ont reçu l'année dernière plus de 150 candidatures. Les 50 jeunes volontaires qui ont reçu une formation s'emploient maintenant, à leur tour, à sensibiliser les jeunes de leurs communautés qui sont vulnérables à la radicalisation. Ils organisent des

cercles d'études et des réunions en tête-à-tête avec ces personnes pour développer et promouvoir l'idée d'un avenir pacifique.

Bien qu'encore à ses débuts, le programme doit toucher près de 1500 personnes dans les trois prochaines années, ce qui créera un mouvement dynamique de militants opposés à l'extrémisme religieux et politique. Les résultats sont beaucoup plus remarquables que cela, mais Gulalai Ismail ne s'en revendiquera pas publiquement. Imaginez un archipel mondial d'agents de paix comme ceux-là : si on peut trouver le moyen de les aider concrètement et de leur donner les moyens d'agir sans trop essayer de les contrôler, alors l'avenir leur appartient.

En somme, ce qui importe le plus c'est la qualité et le suivi durable des jeunes par des jeunes qui sont conscients que les motivations peuvent changer au gré des circonstances, en dépit de caractéristiques communes, qu'il s'agisse d'un jeune père de Kirkouk, d'une adolescente de Paris, d'enfants d'un même quartier de Tétouan, au Maroc, ou de camarades de lycée qui jouent dans la même équipe de football à Fredrikstad, en Norvège. Il faut qu'il y ait une dynamique qui soit à la fois intimement personnelle et globale – impliquant non seulement des idées d'entrepreneuriat, mais aussi des activités physiques, musicales et de loisirs – afin d'endiguer la montée de la contreculture de l'extrémisme violent dans le monde.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Atran de son exposé. Je voudrais remercier S. E. M. Ban Ki-moon des efforts qu'il déploie pour réaliser les objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

C'est un honneur pour moi d'être au Conseil aujourd'hui alors que mon pays, le Royaume hachémite de Jordanie, assure la présidence du Conseil de sécurité pour la deuxième fois au cours de notre mandat actuel. Il me plaît aussi de participer au présent débat sur les jeunes dans les zones de guerre et leur rôle dans la promotion de la paix. Le monde est confronté aujourd'hui à l'un des plus grands défis, peut-être le plus grand défi à la paix et à la sécurité internationales, celui du terrorisme et de l'extrémisme dont les premières victimes sont les jeunes.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à un fléau qui menace le monde entier. Aucun pays n'est épargné par la menace du terrorisme, dont l'ennemi est l'être humain et l'humanité, indépendamment de la religion,

de la race, de l'âge ou de la nationalité. La lutte contre le terrorisme est l'affaire de tous. Les événements et les conflits – avec toutes leurs conséquences – que le monde a connus ces dernières décennies ont fait qu'un nombre de plus en plus croissant de jeunes succombe à l'attrait de l'extrémisme et de l'obscurantisme et réponde à l'appel des faux prophètes. Les jeunes sont ceux qui sont le plus visés par le recrutement volontaire et non volontaire des armées et des groupes extrémistes et terroristes. C'est pourquoi il importe de prendre rapidement les mesures qui s'imposent afin que le sang et les âmes de nos jeunes cessent d'entretenir le feu du terrorisme.

Plus de la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 30 ans, et la vaste majorité d'entre elle vit dans les pays en développement. Des études ont conclu que ce sont la pauvreté, le chômage, l'ignorance et la lâcheté des liens familiaux qui constituent un terrain fertile pour la propagation de l'idéologie extrémiste et obscurantiste. Une rapide lecture des chiffres nous permet de comprendre que c'est l'avenir des jeunes qui est en jeu. Dans le monde, près de 73 millions de jeunes sont au chômage et plus de 14 millions d'autres sont déplacés ou réfugiés, en plus du fait que la majorité des victimes des conflits armés sont des jeunes.

Les jeunes sont ceux qui influent le plus sur la situation et sur l'avenir, et ils sont aussi ceux qui souffrent le plus de la situation et des conditions présentes. Cela est clairement apparu lors des derniers événements qui ont eu lieu dans le monde arabe. J'appartiens moi aussi à cette même catégorie d'âge. Je participe aux discussions concernant ma génération, les problèmes qu'elle rencontre et la nécessité de lui donner les moyens de se prendre en charge. On s'accorde le plus souvent à dire que les jeunes sont une catégorie marginalisée. À cet égard, je voudrais dire que les jeunes ne sont pas une catégorie marginalisée, mais une catégorie ciblée. Ciblée non seulement en raison de l'énorme potentiel que la jeunesse représente et de la confiance que les jeunes ont en eux-mêmes, mais aussi parce qu'ils sont en mesure de changer le monde. C'est pourquoi ils cherchent à mettre leur potentiel en valeur. Mais devant le manque de possibilités, leur ambition se transforme en frustration, laquelle est exploitée par les groupes qui cherchent à promouvoir leurs desseins. Nous devons combler ce vide qu'exploitent les ennemis de l'humanité et de la vie. À cette fin, nous devons tirer parti du potentiel des jeunes et répondre à leurs aspirations en leur prodiguant un enseignement de qualité et en leur offrant des possibilités d'emploi et des chances de vivre une vie décente.

Une course pour gagner le cœur des jeunes et investir dans leur potentiel est actuellement en cours. L'idéologie obscurantiste peut réussir là où les armées ont échoué. Les moyens de communication modernes donnent la possibilité à ceux qui n'ont pas de tribune de porter leurs voix à toutes les oreilles bienveillantes. Les jeunes sont les plus présents sur Internet, et les groupes extrémistes distillent leur poison sur les réseaux sociaux, attirant leurs victimes dans leur ténébreux monde sous de faux prétextes religieux et de repentance par le biais de films techniquement bien réalisés, réussissant à faire que les jeunes succombent à leur propagande et glorifient leurs crimes. Nous devons contrer cette menace et ceux qui cherchent à exploiter le potentiel des jeunes pour construire un monde dénué d'humanité. Nous ne devons pas consacrer toute notre énergie à répondre à la question de savoir « Que faire », alors que la réponse est plutôt de savoir « Comment faire ». Nous devons donner aux jeunes les moyens de se battre pour leur propre avenir en leur fournissant les outils nécessaires pour qu'ils puissent s'adresser à leur génération par le biais des plateformes de communication électroniques. Ils doivent constituer des réseaux et des alliances intellectuels permettant de rassembler les jeunes de leur génération et amener la jeunesse à adopter les valeurs de coexistence, de respect de la diversité et de rejet de la violence.

Qu'il me soit permis d'annoncer que le Royaume hachémite de Jordanie est disposé à accueillir la première conférence internationale sur le rôle des jeunes dans l'instauration d'une paix durable, en partenariat avec l'ONU, en août. Cet événement vise à renforcer les capacités des jeunes pour leur permettre d'être des faiseurs de paix et de lutter contre l'extrémisme et le terrorisme. Les jeunes d'aujourd'hui ont besoin de toutes les personnes assises autour de cette table, qui sont les décideurs politiques pouvant influencer sur la paix et la sécurité mondiales, les décideurs pouvant travailler en partenariat avec les jeunes pour les aider dans leurs efforts de consolidation de la paix. Nous ne devons pas les laisser devenir la cible de la violence et de la destruction.

La génération représentée ici est aussi responsable de l'élaboration des politiques en matière d'éducation, de développement et d'économie. Nous avons devant nous la plus grande génération de jeunes de l'histoire de l'humanité et aussi la meilleure occasion de bâtir des communautés capables d'agir, où la raison est la loi, et l'éthique, la constitution, où la paix, l'égalité, le respect, le dialogue, la coexistence et l'acceptation des

différences sont autant de valeurs essentielles. Après tout, ce sont les bases de notre humanité commune.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Kanner (France) : À l'heure où la France vient probablement d'échapper à un nouvel attentat meurtrier, cette fois visant des églises, visant la religion chrétienne, je tiens à remercier vivement la présidence jordanienne du Conseil de sécurité pour l'organisation de ce débat. Je suis convaincu que la jeunesse devrait prendre plus de place dans nos échanges et je ne doute pas que le Prince héritier de Jordanie partage mon sentiment, comme il vient de l'exprimer.

La France est un vieux pays mais sa population est jeune. Nous avons la fécondité la plus forte d'Europe. Cette démographie est notre force. Elle engage notre responsabilité. La responsabilité de donner à la jeunesse des perspectives, un sens à sa vie, et peut-être plus encore, un sens à la vie. Car l'idéologie qui menace aujourd'hui le monde est une idéologie morbide. Elle veut réprimer nos désirs, condamner nos joies, éteindre notre énergie vitale.

La communauté internationale a été saisie par l'horreur du massacre de Garissa au cours duquel 148 Kényans ont été tués en raison de leur foi. Nous n'oublions pas les meurtres commis à l'encontre des chrétiens d'Orient, nous n'oublions pas le calvaire des 276 lycéennes nigérianes de Chibok, kidnappées il y a un an par Boko Haram. Les extrémistes haïssent l'altérité que représentent les femmes. Nous n'oublions pas non plus les exactions commises contre les jeunes et les enfants par Daech en Iraq et en Syrie, ni le martyr de la jeunesse syrienne par le régime de Bachar Al-Assad.

La jeunesse est du côté de la vie. Elle devrait être, à ce titre, sans doute le meilleur rempart contre l'obscurantisme. Il faut à la fois s'appuyer sur cette jeunesse et la protéger contre les manipulations orchestrées par les extrémistes. Ces derniers sont extrêmement actifs sur les réseaux sociaux et relaient les théories du complot qui sapent l'autorité des institutions. Ils se nourrissent du désarroi des jeunes. Des filles, des garçons, âgés parfois de 13 ou 14 ans, se sont ainsi vus embrigadés dans de nombreux pays, y compris le mien. En France, on parle de quelques centaines de jeunes, peut-être plus. C'est très peu, mais c'est beaucoup trop. S'il n'y en avait qu'un, ce serait encore un de trop. Alors ma mission est de démontrer à chaque jeune de

France que la République reste pleinement d'actualité, qu'elle est toujours notre avenir et notre idéal. Je dois convaincre mes jeunes concitoyens que c'est dans la République et donc dans la liberté, dans l'égalité, dans la fraternité, qu'ils trouveront les meilleures conditions de leur épanouissement et de leur bonheur.

L'initiative jordanienne a raison de nous rappeler que la lutte contre l'extrémisme ne peut pas être seulement militaire. Elle constitue un combat politique, un combat moral plus large, dans lequel l'ensemble de la société a un rôle à jouer. C'est pourquoi la France, après les attentats terribles de janvier qui l'ont frappée, qui l'ont meurtrie, a décidé d'engager une mobilisation nationale pour les valeurs républicaines. C'est aussi dans cet esprit que le Premier Ministre Manuel Valls vient d'annoncer un grand plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui met un accent particulier sur la jeunesse.

Dès l'école, nous voulons, à travers des enseignements spécifiques, mettre l'accent sur les notions de citoyenneté et de laïcité, ce modèle français d'équilibre des libertés fondamentales, qui a permis l'exercice apaisé de la liberté de religion, de toutes les religions, et les conditions du vivre ensemble, depuis sa consécration il y a 110 ans cette année. La laïcité n'est pas une opinion, c'est la liberté d'en avoir une. Il est essentiel que chaque enfant comprenne les fondements de notre organisation collective, ce qui fait que nous sommes une nation, et au-delà, que nous appartenons à la même communauté humaine. Il faut qu'ils comprennent que ce n'est pas juste un état de fait, mais une volonté, mais une responsabilité.

L'école est une institution centrale en France. Mais d'autres acteurs sont mobilisés avec ce même objectif. Les associations ont vu leurs crédits considérablement augmentés pour faire ce même travail d'éducation à la citoyenneté dans les quartiers où la désespérance est la plus grande. L'État, les associations portent ce discours républicain sur Internet. Nous menons des campagnes de contre-offensive aux argumentaires de nos adversaires, pour ne pas laisser se propager les théories les plus absurdes et les plus dangereuses.

Nous développons à grande échelle des dispositifs d'engagement citoyen, tels que le service civique. Pendant six à 12 mois, les jeunes Français qui le veulent sont indemnisés pour effectuer une mission d'intérêt général au sein d'une association ou d'une administration. Ainsi, 150 000 jeunes Français seront concernés par ce dispositif d'ici fin 2016. Nous voulons

maintenant développer ce dispositif à l'international. Les meilleurs ambassadeurs des valeurs humanistes auprès des jeunes, ce sont les jeunes eux-mêmes. Et je salue, à cet égard, le travail remarquable de l'UNICEF et de ses comités nationaux – notamment UNICEF France, qui, grâce à son programme « Jeunes ambassadeurs », fait des jeunes de véritables citoyens du monde, porteurs d'un message de solidarité et d'humanité.

Enfin, nous n'abandonnons pas ceux qui se sont fourvoyés, qui se sont trompés. Chacun a en soi la capacité de prendre conscience de ses erreurs et de s'amender sincèrement. Aux jeunes adultes radicalisés qui reviennent de zones de combat, nous voulons montrer leur terrible erreur, et leur donner la possibilité de se réinsérer dans leur pays, selon les valeurs de ce pays.

La France sait que sa réponse ne saurait se cantonner au niveau national. Nous agissons aux côtés de nos partenaires européens. Mon pays a pris l'initiative de réunir à Paris, le 17 mars dernier, les Ministres de l'éducation des 28 États membres de l'Union européenne. Une meilleure coordination est nécessaire dans la lutte contre la propagande et le recrutement terroriste sur Internet, en pesant collectivement sur les opérateurs, en harmonisant nos législations en matière de retrait des contenus illégaux, et en adaptant au fonctionnement de l'information mondialisée le cadre juridique de la coopération internationale.

Ce combat contre l'extrémisme violent et pour redonner espoir à la jeunesse, nous voulons également le mener aux Nations unies, cadre privilégié du multilatéralisme. La stratégie de lutte antiterroriste définie par l'ONU conserve plus que jamais sa pertinence et le Programme mondial d'action pour la jeunesse doit sans doute prendre un nouvel essor. Nous en fêterons les 20 ans le mois prochain. Vingt ans, c'est un bel âge pour s'engager. Il est primordial que cet anniversaire ne soit pas une simple formalité, mais l'occasion pour les États Membres de montrer à la jeunesse mondiale que nous croyons en elle.

M^{me} Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Votre Altesse, Prince héritier du Royaume hachémite de Jordanie, de présider la présente séance du Conseil de sécurité. Votre présence aujourd'hui témoigne une nouvelle fois de la profonde détermination de la Jordanie à lutter contre l'extrémisme violent chez les jeunes comme chez les personnes de tous âges.

Lundi 20 avril, six jeunes hommes somaliens-américains, âgés de 19 à 21 ans, ont été accusés à Minneapolis de crimes à caractère terroriste. Ils avaient prévu de se rendre en Syrie pour y rejoindre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Cinq de ces six hommes sont des citoyens américains, le sixième étant un résident permanent. Ces jeunes hommes auraient été en partie inspirés par un autre Somalien-Américain, Abdi Noor, qui a quitté cette même ville en mai 2014, peu après son vingtième anniversaire, pour rejoindre l'EIIL en Syrie. En outre, ils se sont également encouragés mutuellement, dans le cadre de ce que l'on appelle le recrutement entre pairs, lors de réunions régulières pour préparer leur voyage et discuter de leur idéologie de violence. Il ne s'agit là que d'un exemple récent parmi tant d'autres où des jeunes ont tenté de rejoindre l'EIIL ou d'autres groupes terroristes. Dans certains cas, comme pour les arrestations effectuées à Minneapolis, nous avons réussi à empêcher ces jeunes de parvenir à leur destination. Dans d'autres, nous n'avons pas pu, comme en février, quand trois filles britanniques, âgées de 15 à 16 ans, se sont rendues en Turquie. De là, elles ont probablement pu rejoindre un territoire sous contrôle de l'EIIL, où elles se trouvent vraisemblablement toujours.

L'EIIL se montre de plus en plus subtil pour recruter les jeunes, en particulier dans les espaces virtuels. Chaque jour, le groupe publie quelque 90 000 messages sur Twitter, et ses membres et partisans détournent régulièrement les mots-dièse les plus populaires pour diffuser leurs messages. L'EIIL aurait même développé une appli Twitter, l'an dernier, grâce à laquelle les abonnés Twitter peuvent laisser l'EIIL prendre le contrôle de leur fil et publier des tweets à partir de leurs comptes individuels, ce qui amplifie exponentiellement la zone d'influence de ses messages. En février, l'EIIL a publié un guide Internet très soigné de 50 pages, intitulé *Hijra vers l'État islamique*, qui explique à ses recrues potentielles comment voyager jusqu'à son territoire, en donnant tous les détails possibles, de la recherche de logements sûrs en Turquie au type de sac à dos à emporter, en passant par les réponses à donner aux responsables de l'immigration pour ne pas attirer les soupçons.

Et il n'y a pas que l'EIIL qui s'emploie activement à séduire les enfants et les jeunes; Al-Qaida, Boko Haram, les Chabab et d'autres groupes le font également. Un consensus clair existe : nous – et par nous, j'entends évidemment non seulement les États-Unis mais tous les pays déterminés à combattre les groupes

terroristes – devons faire de la lutte contre l'extrémisme violent un axe central de nos efforts antiterroristes. C'est d'autant plus vrai chez les enfants et les adolescents, que leur jeunesse même rend les particulièrement susceptibles d'être recrutés. Pourtant, même en accordant davantage d'attention à ce problème, le fait est que les groupes terroristes déterminés à recruter de jeunes membres dépensent plus que nous, sont plus novateurs que nous et ont une longueur d'avance sur nous. Nous devons les rattraper, pour le bien-être des jeunes et pour notre sécurité collective. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous attendons avec intérêt le plan d'action du Secrétaire général pour lutter contre l'extrémisme violent, dont nous espérons qu'il poussera l'ONU à assumer un rôle de chef de file et à donner aux États Membres les capacités et l'unité nécessaires pour lutter contre ce très grave problème.

C'est également l'une des principales raisons pour lesquelles le Président Obama a convoqué à la Maison Blanche un sommet consacré à la lutte contre l'extrémisme violent le 19 février. Plus de 60 Gouvernements ont pris part à ce sommet, dont la plupart des membres du Conseil, ainsi que des représentants de la société civile de plus de 50 pays, et des acteurs clefs du secteur privé. Comme le savent de nombreux membres, nous attendons avec intérêt une réunion de haut niveau en marge de l'Assemblée générale, en septembre, afin de faire le point sur les progrès accomplis et les difficultés qui persistent sans aucun doute dans la mise en oeuvre du programme de la Maison Blanche pour lutter contre l'extrémisme violent.

Parmi les participants au sommet de la Maison Blanche, il y avait une jeune Marocaine, Zineb Benalla. Zineb travaille pour le Centre arabe de la recherche scientifique et des études humaines, une organisation non gouvernementale qui, avec l'appui de l'Agence des États-Unis pour le développement international, a aidé à mener un effort novateur contre l'extrémisme violent dans le nord du Mali. Comme le savent les membres du Conseil, les groupes terroristes ont pris le contrôle de larges pans de la région en 2012 et continuent de perpétrer des attaques et de recruter des jeunes. Le projet de Zineb consistait à sensibiliser les jeunes vulnérables étudiant dans les médersas de la région. Les recherches ont montré que, dans les médersas, les enseignants n'utilisaient que des textes religieux et qu'ils visaient principalement l'apprentissage par cœur. Le programme de Zineb visait à élargir le cursus afin de promouvoir davantage la maîtrise d'une réflexion et d'un raisonnement critiques, qui permettent aux

jeunes de remettre en cause et, en définitive, de rejeter les idéologies étriquées des groupes terroristes. Zineb ne s'est pas rendue directement dans les écoles, car elle savait qu'elle serait repoussée. Elle a préféré rencontrer à plusieurs reprises des imams et des aînés de Tombouctou et de Gao, gagnant progressivement leur confiance autour de tasses de thé. Lorsqu'elle a fini par présenter son projet de groupes de lecture dans les médersas, ils ont accepté. Grâce au soutien de ces imams et aînés, les étudiants et enseignants ont reçu des tablettes de lecture et ont été autorisés à télécharger des livres dont la lecture était jusqu'alors considérée comme *haram*, interdite, tels que des œuvres philosophiques ou des romans. Elle a ensuite organisé des ateliers pendant lesquels elle a formé des dizaines d'enseignants à l'utilisation de ces nouveaux matériels. Certes, ce programme est très particulier, et adapté à des circonstances spécifiques, mais l'histoire de Zineb illustre plusieurs enseignements clefs sur la manière dont nous pouvons mettre en place les efforts de lutte contre l'extrémisme violent chez les jeunes.

Premièrement, l'éducation est évidemment indispensable pour développer le sens critique qui permet aux jeunes de remettre en cause les idéologies de l'extrémisme violent. Nous avons vu des efforts semblables entrepris à plus grande échelle par le Gouvernement marocain ou d'autres. Le Maroc s'efforce de remplacer les éducateurs et imams qui promeuvent les idéologies de l'extrémisme violent par d'autres enseignants qui défendent les valeurs de respect et de dignité et qui prêchent des interprétations plus modérées de l'islam.

Deuxièmement, la confiance et l'appui des acteurs locaux revêtent une importance critique. Cela inclut non seulement les hauts fonctionnaires mais également les responsables religieux et de la société civile, voire leurs familles. Les communautés, qui représentent la première et la plus importante ligne de défense pour protéger les jeunes, ont besoin des outils qui leur permettront de jouer leur rôle. L'initiative *Safe Spaces*, guide créé par le Muslim Public Affairs Council pour aider les communautés à appliquer une stratégie à plusieurs niveaux de prévention, d'intervention et d'expulsion des éléments extrémistes violents, n'est qu'un exemple parmi d'autres d'une ressource informant les communautés sur les moyens dont ils disposent pour devenir des partenaires actifs.

Troisièmement, comme d'autres l'ont souligné aujourd'hui, nous devons faire appel aux jeunes

eux-mêmes pour mener cet effort. Les recherches ont montré que les jeunes sont plus susceptibles d'être à l'écoute d'autres jeunes et d'être influencés par eux. Pourtant, trop souvent, nous appréhendons les jeunes comme la cible passive des campagnes visant à lutter contre l'extrémisme violent plutôt comme des participants actifs à l'élaboration des stratégies en la matière et comme des chefs de file de leur application.

Nous avons vu comment les initiatives menées par des jeunes peuvent être puissantes, y compris celles qui ont recours à la satire. C'est l'approche qu'a adoptée Karim Farok. Musicien amateur d'Égypte, Karim a repris un chant de l'EIIL et l'a remixé pour en faire une chanson pop qu'il a publiée sur les réseaux sociaux. Si son action peut, à première vue, sembler amplifier le message de l'EIIL, en réalité, le remixage de Karim est une forme de protestation car l'interprétation fondamentaliste que l'EIIL fait de l'islam interdit la musique jouée par des instruments. En transgressant les règles de ce groupe, la chanson de Karim a encouragé d'autres personnes à formuler des critiques, au lieu d'être réduits au silence par la peur. Non seulement son remixage est devenu viral, suscitant des centaines de milliers de vues, mais il a également donné suite à un grand nombre de parodies chantées et dansées des chants de l'EIIL, une forme puissante de message anti-extrémiste que les jeunes peuvent bien comprendre.

Bien entendu, nous devons également mener d'autres types d'efforts pour lutter contre l'extrémisme violent parmi la jeunesse, comme par exemple renforcer les lois et la coordination internationale pour empêcher les jeunes combattants terroristes étrangers de se rendre sur les champs de bataille, comme nous nous y sommes engagés dans la résolution 2178 (2014), et faire appel au secteur privé pour amplifier notre message, comme l'a fait Google Ideas avec le lancement de son réseau Against Violent Extremism, qui a donné une plateforme à plus de 500 anciens extrémistes réhabilités. Nous devons faire plus sur tous ces fronts.

J'ai commencé mon intervention en parlant de six jeunes hommes de Minneapolis qui ont été arrêtés plus tôt cette semaine. L'une des raisons principales qui les a empêchés de rejoindre l'EIIL, c'est qu'un jeune qui avait initialement prévu de se joindre à eux a changé d'avis. Il a pris du recul, a compris les intentions violentes du groupe pour ce qu'elles étaient et a décidé de contacter les autorités. Sans sa décision, ces jeunes gens auraient bien pu se rendre dans des régions contrôlées par l'EIIL et prendre part à ses atrocités. Le choix de ce jeune

homme montre ce que le changement qui s'opère chez une seule personne, une personne qui pense autrement et avec compassion, peut freiner, voire arrêter, des actes dangereux commis par plusieurs autres. C'est une leçon précieuse et utile pour la lutte contre l'extrémisme violent et, en fin de compte, c'est la direction que doivent prendre nos efforts.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole au Secrétaire d'État aux affaires étrangères de l'Espagne.

M. Ybáñez (Espagne) (*parle en espagnol*): Je tiens d'emblée à remercier S.A.R. Al Hussein ibn Abdullah II, Prince héritier du Royaume hachémite de Jordanie, d'avoir convoqué le présent débat, un débat auquel notre Ministre aurait voulu participer, mais la situation difficile que connaît aujourd'hui la Méditerranée l'en a empêché. Je remercie également le Secrétaire général de sa présence et de son message, ainsi que les intervenants pour leurs déclarations intéressantes.

Le Conseil de sécurité doit assumer un rôle fondamental face aux cas de radicalisation qui se produisent dans une bonne partie du monde. Les idéologies extrémistes et violentes se sont infiltrées dans de larges segments de nos sociétés. Le monde assiste à la montée de cette menace à une vitesse sans précédent. Des groupes terroristes fondés sur des idéologies extrémistes et déshumanisantes comme Daech, Al-Qaida ou Boko Haram ont fait montre de grandes capacités de recrutement, notamment parmi les jeunes.

Lorsque nous analysons le rôle des jeunes dans les processus de radicalisation, nous avons tendance à parler d'eux comme d'un problème – ils sont les auteurs d'actes de terrorisme, les terroristes – ou comme d'un groupe intrinsèquement vulnérable – les victimes – sans évoquer la participation des jeunes à l'instauration de la paix. De même que les jeunes ne sont pas un groupe homogène à la vulnérabilité intrinsèque, les conflits armés ne sont pas commencés par les jeunes. C'est un problème qui incombe à nous tous, ici présents.

En Europe, nous avons constaté avec surprise et perplexité qu'un cinquième au moins des 20 000 combattants étrangers que compterait Daech seraient des ressortissants européens. La vulnérabilité de certains groupes sociaux, leur situation socioéconomique, leur niveau d'éducation ou leur statut de minorité qui se sent marginalisée sont des facteurs qui peuvent exacerber les sentiments d'aliénation et

d'exclusion et font de ces groupes un terreau fertile à la haine, au ressentiment et à la radicalisation. Les taux élevés de chômage parmi les jeunes en particulier contribuent indubitablement à ce phénomène.

Dans d'autres parties du monde, cette haine et ce ressentiment ont d'autres origines. C'est le cas des zones de conflit où nous voyons souvent que la communauté internationale se retire trop tôt de ces zones lorsqu'elle estime qu'elles ont un niveau acceptable de fonctionnalité économique et sociale. La communauté internationale part sans avoir remédié aux troubles post-traumatiques subis par une partie de la population locale. Parfois, cette population cherche à se venger, tandis que d'autres n'ont pas de moyens de subsistance, ce qui les pousse à recourir de nouveau à la violence. Nous nous attachons à répondre aux situations d'urgence sans traiter des causes et des conséquences profondes du conflit. Le moment est venu d'accorder une attention plus grande à la gestion des conflits à moyen et à long termes.

La complexité des processus de radicalisation exige une riposte multiforme. La jeunesse et l'éducation sont deux domaines d'action intimement liés. Il y a aujourd'hui environ 1,8 milliard de jeunes qui peuvent et doivent assumer un rôle pertinent dans nos sociétés. Nous devons mettre en exergue leur valeur ajoutée et promouvoir la pleine intégration sociale des jeunes issus de l'immigration.

Malheureusement, les faits ont démontré que l'éducation est une condition nécessaire, mais pas toujours suffisante pour éviter l'adhésion à des idéologies extrémistes et violentes. C'est pourquoi je tiens à souligner l'importance de l'éducation interculturelle et interreligieuse. Nous devons promouvoir une éducation fondée sur des valeurs universelles et sur le respect de la diversité et des droits de l'homme. Le sport peut également être un outil très utile pour la paix et le développement. Les activités sportives entre jeunes de pays, de cultures ou de croyances différents et la participation de sportifs et d'équipes de sport célèbres à des campagnes sur la tolérance destinées aux jeunes pourraient être des outils fort efficaces. Il existe de nombreux exemples de sportifs qui collaborent avec l'ONU dans des campagnes de sensibilisation. C'est le cas du basketteur Pau Gasol qui est ambassadeur de bon vouloir de l'UNICEF en Espagne.

Il faut faire en sorte qu'un nombre croissant de jeunes assument un rôle de chef de file de leurs communautés dans l'instauration de la paix, la réconciliation et la reconstruction au lendemain

d'un conflit. Il serait très utile d'établir des projets de formation en la matière. Le programme de la Commission de consolidation de la paix, qui est à l'examen cette année, doit inclure des stratégies qui préviennent la radicalisation.

Les médias jouent un rôle clef dans la sensibilisation de la société et des jeunes en particulier. Nous devons favoriser une alliance du plus grand nombre possible de médias dans la lutte contre l'extrémisme violent. L'alphabétisation médiatique des jeunes leur donnera une vision critique et pacifique.

Les entités et les dirigeants religieux jouent un rôle central dans la prévention de la radicalisation. Les écoles religieuses ont beaucoup d'autorité et une grande capacité d'influencer la conception de la vie de leurs étudiants. En notre qualité de représentants de gouvernements, nous avons la responsabilité de veiller à ce que toutes les écoles religieuses enseignent la tolérance et le respect d'autrui, et de prendre les mesures juridiques et judiciaires nécessaires contre celles qui ne le font pas. Il faut mettre en place un réseau de chefs religieux favorables à la paix dans les zones de conflit où il est urgent d'agir. Le Centre international Roi Abdallah ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel de Vienne et son Conseil d'administration composé de chefs religieux œuvrent déjà dans ce sens.

Je tiens à rappeler également le travail réalisé par l'Université égyptienne d'Al-Azhar, qui a mis en place un observatoire qui analyse toutes les fatwas prononcées au cours de l'année écoulée, et a constaté que 200 de ces fatwas incitaient les jeunes à rejoindre des groupes terroristes. Pour lutter contre ce phénomène, l'observatoire a lancé une campagne dans les médias et sur l'Internet où il explique que Daech est une organisation terroriste. Nous devons avoir plus d'actions de ce type.

Les femmes en général, et les jeunes femmes en particulier, peuvent elles aussi jouer un rôle crucial par leur participation à toute stratégie de lutte contre l'extrémisme violent et aux processus de paix. L'autonomisation des femmes réduit la probabilité de l'expansion de l'extrémisme violent.

La source principale de recrutement des jeunes par des groupes extrémistes, c'est l'Internet. Nous avons de nombreux exemples de bonnes pratiques pour lutter contre leur propagande, des exemples de message de tolérance et de compréhension d'autres cultures. Je citerai par exemple la vidéo diffusée par la Mission

d'appui des Nations Unies en Libye via Twitter avant la dernière série de pourparlers entre Libyens à Skhirat. Nous devons renforcer la coopération internationale dans les domaines policier, judiciaire et législatif afin d'éviter que les terroristes utilisent impunément ces médias pour satisfaire leurs objectifs.

Je ne peux manquer de souligner l'importance de la société civile et, en particulier le rôle que peuvent jouer les victimes du terrorisme en tant que référence morale pour les jeunes, comme le reconnaît la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies dans sa version révisée en 2014.

Nous estimons qu'il est fondamental de partager les bonnes pratiques nationales. À cet égard, nous appuyons le processus enclenché par les États-Unis dans ce domaine à l'occasion du récent sommet de Washington sur la lutte contre l'extrémisme violent. L'Espagne a approuvé en février de cette année un plan stratégique national contre la radicalisation violente qui reconnaît la vulnérabilité sociale des jeunes aux discours radicaux. Nous disposons également d'un centre de ressources pour la diversité culturelle dans l'éducation et d'un fonds d'appui pour l'intégration des migrants, qui sont en majorité des jeunes.

Le moment est venu d'ouvrir un nouveau chapitre dans la lutte contre la terreur et l'extrémisme violent. Il y a un mois, l'Espagne a demandé au Secrétaire général d'envisager de nommer au Secrétariat et dans la limite des ressources disponibles un représentant spécial chargé de la lutte contre l'extrémisme violent. Ce représentant, en plus d'encourager la coordination des politiques contre l'extrémisme violent, devrait se pencher en priorité sur la prévention de la radicalisation des jeunes et, en collaboration avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la jeunesse, envisager les moyens de faire participer les jeunes à la formulation des politiques en la matière. Il devrait aussi coordonner ses activités avec tous les organes, fonds et programmes des Nations Unies qui d'une manière ou d'une autre sont concernés par cette question. L'Alliance des civilisations doit sans aucun doute être au centre de ce processus. Il faudrait également y associer les organisations régionales qui sont actives dans ces domaines, telle l'Organisation de la coopération islamique ou l'Union pour la Méditerranée.

Nous remercions Son Altesse Royale d'avoir convoqué le présent débat. L'avenir du trésor le plus précieux de l'humanité, c'est-à-dire notre diversité, dépend de l'engagement de la communauté

internationale et du Conseil de sécurité dans la lutte contre l'extrémisme violent, en particulier lorsqu'il touche les plus jeunes.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole au Secrétaire d'État aux relations extérieures de l'Angola.

M. Augusto (Angola) (*parle en anglais*) : Je voudrais, au nom de la République d'Angola, souhaiter chaleureusement la bienvenue à S. A. R. le Prince hériter Al Hussein ibn Abdullah II et remercier la délégation du Royaume hachémite de Jordanie d'avoir organisé ce débat très important. Nous tenons aussi à redire notre appui et notre reconnaissance au Secrétaire général Ban Ki-moon pour ses efforts inlassables en vue de promouvoir la paix et la justice dans le monde. Nous souhaitons la bienvenue à M. Peter Neumann, Directeur du Centre international pour l'étude de la radicalisation et de la violence politique à King's College, et à M. Scott Atran, Directeur de recherche en anthropologie au Centre national de la recherche scientifique, et nous les remercions de leurs exposés.

Ces dernières années, nous avons été témoins d'une hausse alarmante du nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes, souvent bien élevés et bien éduqués, qui rejoignent les rangs des groupes terroristes armés, contredisant ainsi le stéréotype habituel voulant que le terrorisme soit le fait de personnes défavorisées et marginalisées. Ce phénomène, auquel s'ajoute l'influence croissante de ces réseaux terroristes à travers le monde, doit servir d'avertissement à la communauté internationale et lui faire comprendre qu'il faut absolument identifier et combattre efficacement les causes profondes du problème. Le débat d'aujourd'hui est donc extrêmement opportun.

Bien que les raisons qui poussent les jeunes à se radicaliser varient, nous pensons qu'il existe un certain nombre de points communs.

Premièrement, la crise identitaire, l'exclusion, la désinformation et l'écart entre les espérances et la réalité sont autant de facteurs dont les jeunes peuvent faire l'expérience, où qu'ils vivent et quelle que soit leur condition sociale. Durant cette étape de la vie, les jeunes hommes et les jeunes femmes sont rebelles, tendent à manifester leur mécontentement à l'égard de la collectivité et sont sensibles à la propagande extrémiste violente, sur les réseaux virtuels, dans les clubs de jeunes ou les lieux de culte. Il est donc important que les communautés locales engagent un dialogue avec les

jeunes et leur donnent des moyens d'expression, que ce soit par le sport, les arts ou tout autre programme permettant de le faire dans un environnement sûr et bienveillant.

Deuxièmement, l'évolution de la technologie et la diffusion rapide de l'information grâce aux nouveaux outils de communication ont rendu la jeunesse plus sensible aux événements politiques à travers le monde. En outre, l'interventionnisme militaire et politique, souvent alimenté par le deux poids, deux mesures, fait naître un ressentiment qui conduit à diverses formes d'extrémisme violent.

Ces réalités font qu'il est absolument impératif de trouver les moyens de faire face à ces problèmes critiques, de répondre aux besoins spirituels et matériels fondamentaux des jeunes et d'encourager leur intégration politique, économique et sociale, en faisant en sorte que personne ne soit laissé de côté et que tous puissent jouir des biens communs et des réalisations extraordinaires du monde contemporain.

Il faut par ailleurs que la vision politique et stratégique du monde change afin que, au niveau international, les peuples et les pays soient traités sur un pied d'égalité, et que les politiques qui contribuent à exacerber les tensions et à humilier des populations soient mises au rebut une fois pour toutes.

En Angola, les jeunes représentent environ 60 % de la population et, comme dans de nombreux autres pays africains, ils se heurtent à divers obstacles et difficultés dans leur épanouissement. Nombre de nos jeunes ont participé activement à la longue et meurtrière guerre civile qui a secoué notre pays ou en ont subi les conséquences indirectes. Le Gouvernement angolais se préoccupe de leur sort et a fait de la création d'emplois qualifiés, compétitifs et bien rémunérés pour la jeunesse un objectif majeur de sa politique économique. Le plan national de développement angolais pour la période 2013-2017 donne un rôle central aux jeunes, qui sont considérés comme les agents de la modernisation et du changement. En ce sens, le plan ne vise pas seulement à améliorer les conditions de vie mais aussi à renforcer les capacités de la jeunesse angolaise.

Un aspect tout aussi important consiste à promouvoir la participation effective des jeunes au processus démocratique au service du changement social et du développement du pays. Cette participation repose sur la promotion des associations de jeunes et

d'étudiants, et le renforcement des projets sociaux et communautaires en direction de la jeunesse.

Récemment, en réponse à la menace croissante des groupes terroristes internationaux et aux méthodes de recrutement de plus en plus sophistiquées utilisées par ces derniers pour rallier une jeunesse désenchantée à leur cause maléfique, le Gouvernement angolais a créé l'Observatoire national de lutte antiterroriste, qui comprend un groupe technique multisectoriel rassemblant les Ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de la défense, ainsi que les services de sécurité de l'État autour d'un grand objectif, la détection et l'endigement de toute menace potentielle.

L'Angola, qui a bénéficié d'une croissance économique régulière ces dernières années, est une destination attractive pour de nombreux migrants illégaux. Ce phénomène préoccupe beaucoup nos autorités et est perçu comme une menace réelle à la sécurité et à la stabilité du pays.

En février 2015, mon gouvernement a convié les experts de 11 pays d'Afrique centrale à un séminaire pour débattre des problèmes liés au terrorisme dans le monde et formuler des propositions en vue d'une stratégie commune pour combattre cette menace dans notre région. À l'initiative du Ministère de la justice et des droits de l'homme et du Ministère de l'intérieur, en partenariat avec l'ONU, des questions relatives au terrorisme et aux droits de l'homme ont été abordées durant le séminaire, notamment l'extrémisme violent, le terrorisme et le phénomène des combattants terroristes étrangers en Afrique centrale; la question du développement et de l'insertion sociale dans le contexte de la lutte contre le terrorisme; les mesures visant à garantir le respect des droits de l'homme et de l'état de droit en tant que pilier fondamental de la lutte contre le terrorisme; et le renforcement de l'architecture juridique internationale pour promouvoir le respect des droits de l'homme et un système judiciaire efficace.

M. Judeh assume la présidence.

Nous tenons à souligner une fois de plus l'importance du présent débat et la nécessité de mettre efficacement en œuvre les politiques nationales et internationales pour lutter contre ce problème à la source. Les jeunes sont de plus en plus étroitement connectés, et nous devons promouvoir des moyens de les rapprocher encore. Cependant, les jeunes hommes et femmes frustrés qui n'ont aucun objectif dans la vie et qui sont trompés par la promesse de combattre pour une juste

cause sont extrêmement vulnérables au recrutement par des réseaux terroristes de plus en plus sophistiqués. Nous devons, à tous les niveaux de la société – à la maison, à l'école, par le biais d'organisations locales, sur les lieux de culte, dans le monde universitaire, sur les réseaux sociaux, aux niveaux local, national, régional et international – mener une lutte idéologique énergique et créative contre le terrorisme. Il est plus que temps, au-delà des moyens militaires, de collaborer non seulement avec les gouvernements et les organisations internationales, mais également avec des mouvements influents et des groupes locaux pour encourager le dialogue et l'entente mutuelle afin de promouvoir les principes démocratiques et de vaincre le radicalisme et la violence extrémiste.

Quelques mesures concrètes permettraient selon nous de faciliter ce processus. Il faut notamment renforcer le rôle des gouvernements locaux dans le traitement des problèmes communautaires, en coordination avec les autorités locales et la société civile; mettre au point des projets visant à réduire les inégalités et à promouvoir la participation active des jeunes à des projets sociaux de consolidation de la paix; institutionnaliser le rôle des jeunes afin qu'ils puissent participer durablement aux processus locaux, nationaux, régionaux et internationaux de prise de décisions, les prendre en main et jouer un rôle directeur; soutenir les idées novatrices des organisations de jeunes et des jeunes qui ont de l'influence auprès de leurs pairs pour améliorer les conditions de sûreté et de sécurité au quotidien au sein des communautés; garantir l'accès à une éducation, à des services de santé et à des systèmes judiciaires de qualité et appuyer les organisations qui s'adressent aux jeunes; et promouvoir le renforcement de la transparence et du partage d'informations avec les réseaux nationaux et internationaux qui luttent contre l'extrémisme violent.

Pour conclure, nous réitérons notre ferme conviction que les jeunes du monde entier peuvent être des agents de développement au bénéfice de l'insertion sociale, de la tolérance et de la paix. Nous continuerons donc d'œuvrer à la mise en œuvre de tous les programmes et initiatives que nous avons mis au point et de collaborer avec nos partenaires de la communauté internationale pour contrer l'extrémisme violent qui se répand très dangereusement dans le monde entier.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Ministre des affaires étrangères de la Malaisie.

M. Zainuddin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer la profonde reconnaissance de ma délégation pour l'occasion exceptionnelle que constitue la participation de S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II, qui a donné son point de vue sur le sujet important et bien choisi du présent débat public. Nous tenons également à remercier M. Peter Neumann et M. Scott Atran de leurs exposés détaillés et instructifs.

La communauté internationale est témoin d'une tendance croissante à la radicalisation et à l'extrémisme violent parmi les jeunes. Ces actes sont perpétrés par des groupes terroristes qui manipulent les revendications et la religion afin de réaliser leurs desseins politiques. Malheureusement, les appels de ces groupes à l'extrémisme violent attirent des partisans et des sympathisants dans le monde entier, dans les pays développés comme en développement, en particulier parmi les jeunes. Les jeunes sont notre avenir, et nous ne pouvons pas nous permettre de rester de simples spectateurs alors qu'ils sont de plus en plus touchés par l'extrémisme et la violence, que ce soit en tant que victimes ou bourreaux.

D'après plusieurs études menées en Malaisie et ailleurs en Asie du Sud-Est pour déterminer les facteurs qui contribuent à la radicalisation des jeunes, des aspects socioéconomiques tels que la pauvreté, le dénuement, le chômage et le manque d'éducation ne sont pas les seuls facteurs qui contribuent à la montée de l'extrémisme parmi les jeunes. Cette conclusion est étayée par le fait qu'un grand nombre des extrémistes originaires de la région d'Asie du Sud-Est qui ont rejoint des groupes terroristes au Moyen-Orient, notamment Al-Qaida et Daech, sont des personnes ayant reçu une formation spécialisée qui appartiennent à la classe moyenne, notamment des universitaires, des ingénieurs et des étudiants.

Leur principale motivation semble être politique par nature, qu'il s'agisse d'une réaction à une injustice grave ou prolongée, à des violations flagrantes des droits de l'homme, à une occupation étrangère ou à une discrimination systématique. Leur désespoir et leur colère sont exploités à dessein par les groupes terroristes, qui donnent à ces jeunes influençables un but et une identité. Si ces jeunes ne subissent pas forcément des traumatismes personnels, des injustices graves ou des violations de leurs droits fondamentaux, ils s'identifient fortement à d'autres personnes qui en sont victimes, en particulier lorsqu'ils ont en commun la religion, l'ethnie

ou l'idéologie. C'est ce que l'on appelle le symptôme du traumatisme secondaire.

Dans ce contexte, la religion ou l'idéologie deviennent des outils pratiques pour justifier et légitimer des actes violents. Par ailleurs, le développement des technologies de l'information et des communications et d'Internet fait que les jeunes sont plus que jamais inondés d'images de souffrance en provenance de régions reculées, et cela permet aux extrémistes de promouvoir facilement leur cause au niveau mondial, de gagner des sympathisants et de répandre la terreur.

Nous devons reconnaître que les groupes terroristes et les extrémistes possèdent non seulement un pouvoir de contrainte – à savoir la possibilité d'employer la force pour réaliser leurs objectifs – mais également un pouvoir de persuasion considérable, que ce soit leur idéologie ou leur argumentaire, dont ils se servent pour attirer les jeunes influençables. Pour lutter contre la radicalisation des jeunes, la communauté internationale a mis au point des stratégies globales de lutte contre le terrorisme qui sont largement axées sur les aspects militaire, stratégique et financier de la lutte contre le terrorisme. Cependant, à moins de nous attaquer au pouvoir de persuasion des extrémistes, nous ne parviendrons pas à renverser la tendance à la radicalisation des jeunes sur le long terme.

La Malaisie est fermement convaincue que la communauté internationale doit proposer un discours différent pour lutter contre les idéologies extrémistes, la propagande violente et gagner les cœurs et les esprits des gens. Ce discours doit présenter un concept concret, convaincant et applicable que les jeunes pourraient appliquer lorsqu'ils sont confrontés à l'injustice, à la discrimination et à la souffrance dans le monde contemporain.

Nous devons faire savoir aux jeunes que la violence n'est pas une solution à l'injustice et aux souffrances et qu'elle est contraire aux préceptes fondamentaux de toutes les religions. Au lieu de recourir à l'agression, cet argumentaire doit mettre l'accent sur des moyens qui, sans être violents, sont suffisamment puissants pour amener des changements, notamment les manifestations pacifiques, la persuasion, les pressions diplomatiques et politiques, les boycotts et les sanctions.

Dans le cadre des efforts déployés par la Malaisie pour proposer un discours différent afin de contrer le pouvoir de persuasion des extrémistes, le Premier Ministre de la Malaisie a lancé il y a cinq ans à l'ONU

le Mouvement mondial des modérés. L'idée était de proposer une plateforme à la majorité silencieuse afin de contrer l'extrémisme sous toutes ses formes. Cette initiative repose sur l'importance de la modération en tant que démarche et feuille de route mettant fortement l'accent sur la tolérance, la compréhension, le dialogue, le respect mutuel et l'ouverture. Compte tenu de l'importance de ces valeurs et de ces objectifs, la modération constitue sans nul doute un outil et une vision indispensables pour aplanir les divergences et régler les différends.

Nous croyons aussi en la réinsertion, et non pas uniquement en l'action punitive, s'agissant des jeunes qui, en raison de leur désir d'aventure, de leur idéalisme ou de leur frustration, succombent au discours des extrémistes. Par exemple, dans le cadre des efforts visant à gagner les cœurs et les esprits de la jeunesse égarée, la Police royale malaisienne joue un rôle vital en nouant le dialogue avec les terroristes incarcérés, dans le but de les réhabiliter et d'en faire de nouveau des membres utiles de la société.

La Malaisie a également mis en place des politiques permettant de créer des conditions favorables, notamment la Politique nationale pour le développement de la jeunesse, car les jeunes sont des atouts qui doivent être encouragés à réaliser pleinement leur potentiel et à contribuer à l'édification de la nation, et il faut leur donner les moyens de le faire. Grâce à cette politique, notre pays entend former une jeunesse malaisienne intégrée et harmonieuse, imprégnée de solides valeurs spirituelles et morales. Nous espérons que la Politique nationale pour le développement de la jeunesse façonnera une génération de jeunes éduqués, progressistes et compétitifs, faisant montre de tolérance et d'un sens profond des responsabilités, de l'effort et du discernement.

À cet égard, il est urgent de mener des recherches sur les incitations et les facteurs qui poussent les jeunes à l'extrémisme et au terrorisme. Si l'on ne dispose pas de solides données de base, l'on risque de mettre au point des politiques fondées sur des preuves anecdotiques qui serviront par la suite de base à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'intervention incapables de régler les causes profondes. C'est pourquoi la Malaisie a mené dans la région des études qualitatives sur la sensibilisation des jeunes et la lutte contre l'argumentaire des terroristes, qu'elle a publiées et diffusées.

Nous sommes également en train d'examiner de près la radicalisation des étudiants de premier cycle

dans notre région, dans le but de comprendre la voie qu'empruntent les étudiants avant d'être endoctrinés et radicalisés. Sur un autre plan, étant bien conscients du potentiel considérable et de l'énergie créative des jeunes, nous sommes en train de concevoir un module d'entraide entre pairs qui permettra à des jeunes de dialoguer avec d'autres jeunes. Le but de ce module sera d'encourager les jeunes à analyser d'un oeil critique la rhétorique et la propagande que diffusent les extrémistes et les terroristes. Par la suite, il servira de pare-feu mental permettant de rejeter et d'invalider l'affirmation selon laquelle la violence aveugle pratiquée par les terroristes est une méthode efficace pour régler les conflits.

Enfin, pour que les discours différents de ceux des extrémistes fonctionnent, ils doivent se fonder sur des faits concrets. Par conséquent, à long terme, la communauté internationale doit s'efforcer d'éliminer les griefs et les injustices qui poussent les jeunes à se radicaliser. Nous devons également nous concentrer sur la mise en place d'économies durables sans exclusive qui offrent aux jeunes des perspectives d'avenir. Nous devons leur donner espoir en l'avenir. Nous devons sans cesse promouvoir le droit chemin. Les jeunes doivent comprendre que la violence et la brutalité commises au nom de la religion sont odieuses et inacceptables dans une société civilisée.

Même si la satisfaction de ces revendications ne règlera pas le problème de l'extrémisme du jour au lendemain, cela permettra notamment de supprimer les raisons dont se servent les terroristes pour gagner la sympathie de jeunes impressionnables et pour recruter des combattants terroristes étrangers dans le monde entier. N'oublions pas que, même si les jeunes ne représentent qu'environ 25 % de la population mondiale, ils représentent 100 % de notre avenir.

M^{me} Ogwu (Nigéria) (*parle en anglais*) : Le Nigéria souhaite la bienvenue à New York au Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II. Nous remercions également la délégation jordanienne d'avoir organisé ce débat important qui tombe à point nommé. Nous tenons à saluer la présence des Ministres qui participent à la séance, et à leur souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité. Nous remercions en outre le Secrétaire général, M. Neumann et M. Atran de leurs exposés perspicaces.

L'extrémisme violent constitue l'une des plus grandes menaces à la paix et à la sécurité internationales; le combattre est l'un des défis les plus urgents auxquels est confrontée la communauté internationale. Les groupes extrémistes les plus violents

qui sévissent actuellement dans le monde – l'État islamique d'Iraq et du Levant, Al-Qaida, Boko Haram et les Chabab – dominent l'actualité en commettant des atrocités qui heurtent la conscience humaine. Ils partagent tous les mêmes objectifs, à savoir provoquer la terreur, le chaos, la destruction, l'instabilité et la souffrance humaine et s'approprier des territoires. Pour atteindre leurs objectifs ignobles, ils radicalisent et recrutent des jeunes. Il en résulte inévitablement une augmentation du nombre de jeunes dans les rangs des combattants terroristes étrangers. Il s'agit évidemment d'une relation de cause à effet. Il est donc crucial que toutes les tentatives visant à résoudre le problème de l'extrémisme violent commencent par examiner en profondeur les moyens potentiels de prévenir la radicalisation des jeunes et leur recrutement par des groupes extrémistes.

Dans l'exposé détaillé qu'il nous a présenté ce matin, M. Neumann nous a rappelé qu'il n'existe pas une raison unique pour laquelle les jeunes se radicalisent. En effet, diverses raisons ont été avancées afin d'expliquer pourquoi les jeunes sont facilement recrutés par des groupes extrémistes. Parmi celles-ci figurent la quête de la reconnaissance, de la communauté et de l'identité. Les jeunes rejoignent aussi les rangs des groupes extrémistes à la recherche d'un gain financier, de protection et de solidarité. Ce ne sont là que quelques-uns des facteurs qui suscitent l'adhésion des jeunes à des groupes extrémistes.

L'autre dimension du problème, ce sont les facteurs de répulsion liés aux conditions de vie des jeunes dans de nombreuses régions du monde. Les effets disproportionnés de la crise économique dans certains pays tendent à marginaliser et à affaiblir les jeunes, ce qui risque à son tour de les propulser dans l'extrémisme violent. La pauvreté et le chômage peuvent également pousser les jeunes vulnérables vers l'extrémisme violent. Ces facteurs de répulsion et bien d'autres reflètent souvent la dynamique de la société.

La violence idéologique commence au niveau local et se déploie au niveau national, pour finalement revêtir une dimension internationale. Pour s'attaquer au problème, il faut donc entreprendre des efforts concertés au niveau local. C'est pourquoi la famille, les chefs communautaires, les enseignants et les chefs religieux – et M. Neumann a même ajouté la mère ce matin – jouent tous un rôle crucial. S'ils œuvrent de concert de façon complémentaire, ils peuvent contribuer à bâtir des sociétés sûres, sécurisées et résilientes dans

lesquelles les jeunes sont à l'abri des valeurs étrangères à leurs sociétés. Il est essentiel que toutes les parties prenantes jouent leur rôle pour ce qui est de façonner le caractère des jeunes en créant des liens entre les secteurs, en partageant leurs données d'expérience et en adhérant aux meilleures pratiques.

Au Nigéria, les questions touchant les jeunes sont intégrées dans la prise de décision à tous les échelons de l'administration, y compris aux niveaux fédéral, étatique et local. Notre politique nationale en faveur de la jeunesse vise à permettre aux jeunes Nigériens de devenir des citoyens autonomes et responsables. Cette politique vise à fournir un cadre pérenne de planification et de collaboration intégrées entre les parties prenantes destiné à concevoir des politiques, des programmes et d'autres initiatives favorisant et améliorant le développement de la jeunesse nigérienne. Par exemple, le National Youth Service Corps, un programme créé en 1973, est un instrument essentiel pour inculquer aux jeunes Nigériens l'esprit de l'altruisme au profit de la communauté. Ce programme a également contribué à promouvoir l'unité et la compréhension entre les jeunes Nigériens, ce qui était indispensable, en les exposant à diverses cultures au sein d'une société pluraliste.

Par ailleurs, nous avons un centre de formation civique et aux fonctions de direction qui a été créé pour permettre aux jeunes de faire l'expérience de la découverte de soi et de l'épanouissement personnel. Notre programme Youth Enterprise with Innovation in Nigeria, connu également sous le nom de YouWiN!, est une initiative qui a été lancée récemment par le Gouvernement et qui vise à créer des emplois. Ce programme vise à encourager et à appuyer les jeunes Nigériens qui ont l'esprit d'entreprise, en vue de l'élaboration et de l'exécution des idées de projets susceptibles de créer des emplois. Nous attendons de cette initiative et d'autres initiatives similaires lancées par le Gouvernement qu'elles contribuent à l'autonomisation des jeunes et à en faire des membres productifs de la société.

Compte tenu de son expérience avec Boko Haram, le Nigéria est conscient que la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent exige plus qu'une approche ou une stratégie militaire. Pour cette raison, le Gouvernement fédéral a adopté et institutionnalisé une approche douce qui porte sur la paix, la sécurité et le développement. Il s'agit d'une approche multipartite qui appelle la participation du Gouvernement à tous les niveaux, du secteur privé, du milieu universitaire, de la

société civile, des chefs religieux et des responsables locaux, dans le cadre d'un effort collectif visant à endiguer la vague de radicalisation et qui a permis de faire échouer l'infâme rébellion menée par Boko Haram.

Cette approche douce met l'accent sur la lutte contre la radicalisation, la déradicalisation, la communication stratégique et le renouveau économique. La lutte contre la radicalisation vise à endiguer le flot de recrues et à réduire les risques d'endoctrinement. La déradicalisation vise à réintégrer les extrémistes et leurs familles dans la société grâce à diverses activités, y compris des interventions dans les prisons et des programmes de formation professionnelle. La communication stratégique a pour but d'élaborer un discours modéré sur le plan religieux pour contrer le discours extrémiste des terroristes. Le renouveau économique vise surtout les États les plus touchés par les activités de Boko Haram, dans le but d'améliorer l'économie locale dans ces régions et de relever le niveau de vie.

Le problème de la radicalisation des jeunes et de l'extrémisme violent exige une action concertée à tous les niveaux, notamment aux niveaux national, régional et mondial. Étant donné que le terrorisme constitue une menace grave à la paix mondiale, la lutte contre le terrorisme est un combat aux multiples facettes qui doit être mené sur plusieurs fronts, avec détermination, pour transformer les jeunes du monde entier et leur donner les moyens d'assumer leur rôle de dépositaires de l'avenir du monde.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Royaume hachémite de Jordanie d'avoir convoqué cet important débat ouvert. Nous voudrions présenter nos respects et nos salutations au Prince Al Hussein ibn Abdullah II. Nous remercions en outre le Secrétaire général, M. Ban Ki-Moon, ainsi que M. Peter Neuman et M. Scott Atran, de leurs exposés. De même, nous nous félicitons du document de réflexion élaboré par la délégation jordanienne pour guider ce débat public (S/2015/231).

La République bolivarienne du Venezuela attache une grande importance à cette question, dans le contexte de la lutte contre la violence et le terrorisme qui sévissent au Moyen-Orient et dans plusieurs régions d'Afrique. Notre pays rejette et condamne catégoriquement le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations. Pour cette raison, nous sommes d'avis qu'il ne faut pas promouvoir le terrorisme ou apporter un appui financier

et militaire au terrorisme, dans le but de déstabiliser ou de renverser des gouvernements. Il n'y a pas de bon ou de mauvais terrorisme. C'est la même chose, il s'agit d'une culture de la mort.

Les jeunes constituent le segment le plus mobile de la société. Depuis toujours, les jeunes se sont mobilisés politiquement et ont été le baromètre des idées politiques au fil de l'histoire. Si aujourd'hui, nous reconnaissons que dans plusieurs régions du monde, les jeunes se sont mobilisés en faveur du fascisme, de l'intolérance, du racisme et de l'extrémisme, nous devons admettre qu'il s'agit d'un problème qui concerne la société dans son ensemble. Les jeunes sont victimes d'un système ou d'une société qui est malade. Par conséquent, pour s'attaquer aux causes profondes de l'attrait que l'extrémisme exerce sur les jeunes et de leur participation active au terrorisme, il convient de procéder à une analyse exhaustive et critique de la crise résultant d'un mode de vie marqué par la violence, l'exclusion, la pauvreté et un vide spirituel profond, où le matérialisme est roi.

D'après le rapport sur « l'état de la population mondiale », publié par le Fonds des Nations Unies pour la population en 2014, les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux – environ 1,800 milliards d'individus dans le monde ont entre 10 et 24 ans. Les jeunes représentent environ un quart de la population mondiale. Selon le même rapport, environ 500 millions d'individus de 15 à 24 ans disposent de moins de 2 dollars par jour pour vivre et plus de 74 millions d'entre eux sont sans travail.

Étant donné que la pauvreté et l'exclusion des jeunes constituent un problème mondial et un défi auquel tous les pays sont confrontés, l'on se demande pourquoi le phénomène du terrorisme s'est exacerbé dans certaines régions comme le Moyen-Orient et en Afrique. Sur notre planète, sur cet échiquier étrange et complexe où s'affrontent les intérêts des grandes puissances, de vastes zones de conflit ont été créées. Il s'agit parfois de conflits sanglants et tragiques, comme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et parfois de conflits chroniques et permanents, comme en Afrique centrale. Dans ces zones de conflit, les grandes puissances, qui disposent d'un énorme pouvoir militaire, économique et de propagande, ont mis leur extraordinaire pouvoir au service de la promotion de la guerre, de la violence, du sectarisme, de la haine, de l'intolérance et de l'extrémisme religieux.

Il ne fait aucun doute que les experts dans les comportements des sociétés peuvent apporter une contribution précieuse à l'étude et à la compréhension de la façon dont ces facteurs influencent les jeunes. Mais ce qui est clair, c'est que très probablement, ces jeunes qui aujourd'hui vont grossir les rangs des groupes extrémistes et terroristes sont des enfants qui, dès les premières années de leur vie, pendant la phase de la formation de la vision du monde et de la spiritualité chez l'être humain, ont grandi en étant exposés à la brutalité de la guerre en Iraq, en Libye, en Syrie, au Yémen et en Palestine. Il est très probable que malheureusement, les jeunes qui rejoignent aujourd'hui les rangs des groupes terroristes sont des enfants de certaines régions d'Afrique qui ont toujours vécu dans un climat de violence sociale, d'exclusion et de grande pauvreté. Le désespoir et l'absence de perspectives d'avenir des millions de jeunes qui vivent sur fond de guerre, de sectarisme, de colonialisme et d'occupation étrangère créent les conditions favorables à l'émergence, à l'essor et à la propagation de l'extrémisme. L'émergence de groupes extrémistes et terroristes a changé le visage des sociétés qui jusque-là, étaient tolérantes et respectueuses envers les minorités ethniques et religieuses.

Dans le cadre de ce débat, nous devons nous demander comment il se fait que ces groupes terroristes, tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant, Al-Qaida et le Front el-Nosra, aient autant de capacités d'agir. Autant de capacités militaires. Autant d'armes. Autant de mobilité. Autant de capacités de communication. Qui les finance? Qui les arme? Qui les soutient? Si nous voulons protéger les jeunes, si nous voulons qu'ils ne s'impliquent pas dans l'extrémisme et le terrorisme, alors, il ne saurait y avoir deux poids deux mesures s'agissant de cette question. Tout appui, direct ou indirect, à des groupes terroristes, doit cesser. Les flux d'armes doivent cesser.

Un autre aspect non moins important pour s'attaquer à ce problème a trait à la capacité institutionnelle des États de prévenir la propagation de l'extrémisme et du terrorisme chez les jeunes, en particulier dans des situations d'après-conflit. Les différentes institutions publiques doivent coordonner leurs efforts visant à intégrer les jeunes et à leur présenter les possibilités offertes par la participation politique, économique et sociale. Des processus sans exclusive, l'alphabétisation, l'éducation, le travail, la prise en charge spirituelle et sociale sont essentiels pour combattre le désespoir et la rupture émotionnelle chez les jeunes. Les États-nations et l'ONU pourraient coordonner leurs efforts

par l'intermédiaire d'organismes tels que l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement, et par la promotion de zones de paix, la tolérance, la culture et le développement socioéconomique avec la participation active des jeunes dans le tissu social. Cette tâche est plus urgente et plus importante dans les pays où se sont développés des conflits armés ou qui y sont exposés. Dans les pays déchirés par la guerre où les enfants et les jeunes sont exposés aux traumatismes causés par la violence et le sectarisme, l'absence de l'État ou des institutions faibles laissent un vide dont profitent l'extrémisme et les groupes terroristes.

M^{me} Kawar assume la présidence.

Le Venezuela, comme l'Amérique latine et les Caraïbes est une zone de paix. La révolution bolivarienne, menée par le Président Hugo Chávez a commencé un vaste programme poursuivi par le Président Nicolás Maduro Moros visant à inclure tous les secteurs de la société, une attention particulière étant accordée aux jeunes. Dans notre pays a été lancé un processus important d'alphabétisation qui a permis à l'UNESCO de déclarer le Venezuela territoire exempt d'analphabétisme. Des missions d'éducation de base incluent plus de 850 000 jeunes qui étaient sortis du système éducatif traditionnel et l'enseignement universitaire a été municipalisé, ce qui a permis à plus de 2,5 millions de jeunes d'avoir accès à l'éducation supérieure. Par ailleurs, nous avons créé le Ministère du pouvoir populaire pour la jeunesse, qui s'attaque directement aux problèmes et répond aux besoins dans ce secteur dans le pays et nous avons promulgué des lois spécifiques pour garantir l'emploi de jeunes. L'inclusion des jeunes comme acteurs de la société, leur participation active, leur protection en tant que groupe vulnérable et leur autonomisation politico-sociale sont des éléments essentiels pour le développement réussi dans la société d'une culture de paix et de tolérance qui l'emporte sur la culture de la violence et de la mort.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie S. A. R. le Prince héritier de Jordanie d'avoir convoqué le présent débat important. La lutte contre l'extrémisme violent est un des défis internationaux les plus pressants que nous devons relever. C'est une priorité du Premier Ministre et du Ministre des affaires étrangères de mon pays, et nous apprécions grandement l'esprit d'initiative de la Jordanie sur cette question.

Les 12 derniers mois ont été terrifiants pour les jeunes du monde entier : des centaines d'étudiants ont

été sauvagement assassinés au Kenya et au Pakistan, une multitude d'enfants ont été enlevés et réduits en esclavage par Boko Haram, et d'innombrables jeunes sont manipulés et exploités par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et Al-Qaida, y compris certains originaires de mon pays, tentés de rejoindre la cause meurtrière de l'EIIL en Syrie. La responsabilité de ces atrocités et de très nombreuses autres revient au fléau générationnel de l'extrémisme violent. Nous avons tous un rôle à jouer pour en venir à bout, mais nous devons en particulier mobiliser les jeunes pour qu'ils nous aident à le combattre si nous voulons trouver une solution à long terme. Ils sont les victimes, mais ils sont également la solution comme l'a souligné S. A. R. le Prince héritier. J'aborderai trois domaines dans lesquels je pense que, ensemble, nous pouvons influencer sur le cours des choses.

Premièrement, nous devons répliquer de manière résolue au discours de l'extrémisme. Il incombe à tous les chefs politiques et, en particulier, religieux, de faire clairement entendre le message : « pas au nom de ma religion ». Cependant, comme d'autres l'ont souligné, un contre-discours ne suffit pas. Nous devons promouvoir un autre discours positif de tolérance et d'ouverture. Nous devons appuyer ces jeunes courageux qui résistent à l'extrémisme et favorisent ce contre-discours. Nous devons rappeler le courage et le dynamisme manifestés par la lauréate du prix Nobel de la paix en 2014, Malala Yusafzai. Son allocution à l'Assemblée générale appelant à l'éducation à l'échelle mondiale, même pour ceux qui ont essayé de la tuer, était un puissant message contre l'extrémisme. Son histoire est une source d'espoir et d'inspiration pour les jeunes partout dans le monde.

Appuyer les défenseurs des intérêts des jeunes ne se limite pas à leur donner une tribune; il s'agit également d'aider les pays à assurer une éducation pour tous afin que d'autres aient la possibilité d'emprunter la voie ouverte par Malala. Le Royaume-Uni est fier d'avoir aidé plus de 4,5 millions d'enfants à suivre un enseignement primaire, principalement en Asie du Sud et en Afrique. Comme Malala l'a dit elle-même, les extrémistes attaquent des écoles car ils ont peur du changement et de l'égalité que nous instaurerons dans notre société. C'est en partie grâce à l'éducation que nous pouvons contribuer à dénoncer les mensonges d'Al-Qaida, de l'EIIL, de Boko Haram et d'autres. Cela peut nous aider à nous rendre compte de quelle manière ils détournent la religion pour servir leurs propres intérêts violents. C'est en partie grâce à l'éducation que nous pouvons offrir des possibilités à des jeunes vulnérables qui continuent de chercher leur place dans

le monde. L'éducation n'est cependant pas la seule réponse. Comme nous l'avons entendu, le lien entre la réussite scolaire et l'extrémisme n'est pas du tout direct. Au Royaume-Uni, de nombreux jeunes doués pour les études ont également été radicalisés.

Deuxièmement, nous devons examiner les facteurs qui poussent des jeunes à l'extrémisme dans nos communautés. Nous devons protéger les jeunes dans nos écoles, nos universités et nos prisons contre l'influence de l'extrémisme. Le Royaume-Uni a formé plus de 130 000 fonctionnaires dans ce but. Nous avons une équipe de coordonnateurs régionaux qui aide les universités à gérer le risque d'extrémisme. Nos écoles disposent de mesures de sauvegarde pour empêcher la promotion de points de vue extrémistes incompatibles avec nos valeurs. Nos prisons protègent les jeunes détenus vulnérables pendant et après leur incarcération pour prévenir une radicalisation.

Il ne s'agit pas de restreindre la liberté d'expression. Les idées extrémistes ne peuvent être vaincues que quand les personnes sont libres de les contester. Nous devons cependant être conscients que non seulement l'extrémisme violent mais aussi l'extrémisme non-violent, qu'il soit islamiste ou néo-nazi, peuvent également inciter à la haine et engendrer la violence. Internet joue bien entendu un rôle déterminant à cet égard. L'EIIL et d'autres détournent les médias sociaux pour propager une odieuse propagande. Depuis 2010, le Royaume-Uni a dû retirer 75 000 contenus encourageant ou glorifiant l'extrémisme violent. Cependant, la société civile et les entreprises peuvent également jouer un rôle elles aussi. Elles doivent adopter une approche de tolérance zéro face à l'utilisation abusive de leurs plateformes par les extrémistes. Internet peut être un puissant moyen de résister à l'extrémisme; nous ne pouvons pas laisser les extrémistes l'utiliser en ne rencontrant aucune résistance. Que ce soient les gouvernements, la société civile ou les entreprises, nous devons veiller à ce que les jeunes soient en première ligne et au cœur de notre approche, afin de proposer une autre solution crédible et prometteuse aux discours de haine de l'extrémisme – le rêve dont a parlé M. Atran plus tôt aujourd'hui.

Troisièmement, un autre élément permettant de modifier la donne se trouve au Conseil. Ces six derniers mois, nous avons adopté des résolutions ciblant le financement de l'EIIL et les résolutions obligeant des États pour limiter les déplacements des combattants terroristes étrangers. Sous la présidence jordanienne,

nous avons organisé des réunions importantes de chefs religieux, de ministres des affaires étrangères et d'experts pour débattre de mesures concrètes pour nous attaquer à ce problème. Cependant, nous pouvons et devons faire plus. Comme l'a dit M. Neumann, nous avons encore beaucoup à apprendre sur les causes profondes de l'extrémisme. Des États fragiles et touchés par des conflits peuvent offrir des conditions favorisant l'implantation de l'extrémisme violent. Des crises d'identité et la marginalisation économique et sociale peuvent également jouer un rôle. Des activités efficaces de consolidation de la paix menées par les Nations Unies peuvent donc jouer un rôle important. Par la promotion d'institutions politiques et économiques sans exclusive et en encourageant des processus démocratiques, nous pouvons aider les jeunes d'aujourd'hui en leur proposant une autre solution que de se tourner vers l'extrémisme. Et, ce faisant, nous pouvons rendre le Conseil de sécurité pertinent pour une nouvelle génération. Chaque fois que le Conseil échoue à prendre des décisions sur une question qui préoccupe le monde entier, nous sapons la confiance qu'ont les jeunes dans notre action, et chaque fois que nous laissons des intérêts nationaux étroits prendre en otage des priorités internationales, nous sapons la crédibilité du Conseil et de nos gouvernements. Dans le cadre de cette lutte générationnelle contre l'extrémisme, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre cela.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous sommes reconnaissants à la délégation jordanienne de son initiative d'organiser la présente séance sur un sujet aussi important.

Certes, des personnes de tous âges peuvent succomber à la radicalisation, mais ce sont les jeunes immatures à la recherche d'une identité qui sont les plus vulnérables à l'idéologie de l'extrémisme violent, et que les terroristes utilisent activement en impliquant des mineurs dans leurs crimes haineux. D'une part, la mission conjointe des États et d'empêcher les terroristes et les radicaux d'influencer les jeunes en contrant la propagande extrémiste et en aidant les jeunes à être moins perméables à cette propagande. De l'autre, il importe d'utiliser le potentiel, le dynamisme, la mobilité et l'aptitude des jeunes à naviguer facilement dans l'espace informatique afin de créer un climat d'intolérance envers la violence et de rejet des idées véhiculées par l'extrémisme et le terrorisme.

La question des jeunes ne peut être examinée en dehors du contexte général de la lutte contre le

problème de l'extrémisme et du terrorisme dans le monde d'aujourd'hui. Nous considérons que l'action que nous menons dans ce domaine doit être basée sur un partenariat sincère entre tous les pays sous l'égide de l'ONU. Elle doit être axée sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité et sur la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, en particulier son premier domaine d'action, à savoir l'élimination des conditions propices à la diffusion du terrorisme. Nous devons renoncer à toute tentative d'utiliser l'extrémisme violent en tant qu'instrument de géopolitique et de redistribution des sphères d'influence.

La connivence avec les activités des groupes extrémistes leur a déjà permis de menacer l'avenir de pays entiers, plongeant leurs sociétés dans le chaos social, économique et politique. Cela est particulièrement clair s'agissant de l'Iraq, de la Syrie, de la Libye et d'autres États de la région concernés par cette menace. Il faut accorder une attention particulière à la question de l'utilisation des technologies par les extrémistes, notamment l'endoctrinement de jeunes, pour atteindre des objectifs politiques internes. On a vu dernièrement comment des rebelles ont été utilisés en Europe centrale comme fer de lance pour renverser un gouvernement élu démocratiquement à coup de cocktails Molotov et de balles de tireurs embusqués comme principaux arguments du débat.

Nous devons faire preuve de plus de dynamisme s'agissant d'utiliser les technologies de l'information et de la communication pour lutter contre l'extrémisme. Il est bien connu que les jeunes, bien souvent, sont une proie facile pour l'extrémisme radical qui inonde de son discours les réseaux sociaux populaires. En vertu de la résolution 1624 (2005), dont nous marquons le dixième anniversaire cette année, les États sont tenus d'interdire par la loi l'incitation à commettre des actes terroristes. Les appels des extrémistes à des actions violentes sur Internet doivent être bloqués par les institutions gouvernementales compétentes, et leurs sites Web fermés.

Internet et les médias traditionnels doivent être utilisés pour promouvoir un programme positif comme alternative solide à la radicalisation. Il importe de propager parmi les jeunes, et avec leur participation, les idées de respect mutuel et de dialogue interculturel et interreligieux, en tenant compte des traditions et des spécificités locales. Les institutions éducatives et les structures de la société civile peuvent contribuer significativement à la lutte contre la radicalisation et

l'extrémisme. Un important rôle peut être joué par les communautés religieuses locales dans la prévention du radicalisme. Leur rôle consiste essentiellement à expliquer qu'il n'existe aucun lien entre radicalisme et préceptes religieux authentiques, à mieux sensibiliser aux risques encourus et à prendre d'autres mesures préventives pour empêcher les jeunes de s'engager dans des activités terroristes et extrémistes. Un ensemble de recommandations à ce sujet figurent dans la résolution 2178 (2014). Les autres outils qui se sont avérés efficaces sont les activités créatives et le sport, qui donnent la possibilité aux jeunes de participer à des activités socialement utiles, les aident à améliorer leur compétences et talents, à développer la confiance en soi et l'estime de soi et les accoutument à la coexistence pacifique.

La Russie n'a jamais cessé de prendre des mesures destinées à prémunir l'État et les citoyens contre l'extrémisme et le terrorisme. En novembre 2014, nous avons adopté une stratégie pour lutter contre l'extrémisme en Fédération de Russie jusqu'en 2025, stratégie qui prévoit toute une série d'actions complexes visant à éduquer les jeunes et à renforcer leur capacités de résistance aux comportements socialement dangereux. Dans le cadre de cette stratégie, les programmes éducatifs régionaux et municipaux et les supports didactiques doivent pouvoir aider à former les jeunes générations au respect de tous les groupes ethniques et religieux et au rejet de l'intolérance. La stratégie vise à offrir un accès universel aux centres de culture, de sports et de loisir et l'amélioration des conditions permettant aux jeunes de réaliser leur potentiel créatif et sportif et d'élargir leur culture. L'objectif visé est l'intégration de nouvelles normes et méthodes éducatives pour contrer l'extrémisme, en établissant par exemple des normes éducatives à l'intention des journalistes.

Nous appelons les institutions de l'ONU chargées de lutter contre le terrorisme à encourager activement la diffusion des pratiques nationales qui se sont avérées efficaces dans ce domaine. Nous nous réjouissons de la récente compilation par le Directeur exécutif du Comité contre le terrorisme d'un ensemble de pratiques optimales d'organisations internationales et régionales en matière de lutte contre l'extrémisme violent et l'incitation au terrorisme, dans le contexte de la mise en œuvre de la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité. Nous escomptons qu'une liste des pratiques nationales dans ce domaine sera élaborée dès que possible. Nous sommes prêts à partager nos expériences

avec nos partenaires aux niveaux international et bilatéral.

M. Barros Melet (Chili) (*parle en espagnol*) : La paix, la stabilité et l'harmonie entre les cultures sont étroitement liées et sont indispensables pour créer un environnement favorable à la promotion des valeurs universelles et au plein respect de la dignité humaine.

Si dans notre région nous nous attelons à la difficile tâche de combler le fossé qui existe entre richesse et pauvreté et visons à édifier un avenir commun à différentes traditions, cultures et nations, le Moyen-Orient doit relever un défi plus pressant encore qui menace les différentes civilisations et fois. Il est impératif pour l'humanité de préserver le caractère multiculturel, multiethnique et multireligieux de cette région. Les multiples crises montrent comment les tensions liées à l'identité culturelle et religieuse peuvent créer des cycles de déstabilisation qui affectent la paix et la sécurité internationales.

Le Chili félicite la Jordanie d'avoir organisé le présent débat, qui nous donne l'occasion de partager nos points de vue et expériences pour déterminer comment la communauté internationale peut contribuer à remédier aux causes de l'extrémisme violent. L'attrait sur les jeunes de l'extrémisme radical est devenu une menace pour les sociétés démocratiques, tolérantes et respectueuses de la diversité que nous voulons tous construire. L'émergence de phénomènes comme le jihadisme peut être directement liée à une crise d'identité touchant les générations qui sont restées dans leur pays d'origine, ainsi que celles qui se sont intégrées dans un nouveau tissu social.

Les dirigeants et les sociétés de toutes les religions et régions du monde ont été touchés par le ralliement de jeunes à l'extrémisme et sont appelés non seulement à punir ce type de comportement, mais aussi et surtout à s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène. Les médias ont diffusé les crimes commis par les jeunes recrutés par des organisations terroristes, notamment l'État islamique d'Iraq et du Levant, Al-Qaida, les Chabab, Ansar al-Sharia et le Front al-Nosra. Face à ces actes, la communauté internationale ne peut rester indifférente, et il est de la responsabilité éthique et politique du Conseil de lutter contre la négation des valeurs humaines fondamentales.

Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, des jeunes, âgés de 15 ans à peine, ont été recrutés par le biais de campagnes de propagande extrêmement

persuasives, diffusées essentiellement via les réseaux sociaux, qui ont contribué à attirer un grand nombre d'adhérents. Les nouvelles technologies de l'information et des communications ne devraient pas servir de tels objectifs.

Nous estimons qu'il est indispensable d'identifier les causes sous-tendant l'adhésion des jeunes aux doctrines violentes et liées au terrorisme. Il est impératif de se pencher sur les raisons qui poussent les jeunes à rechercher, à tort, un tel sentiment d'identité et d'appartenance. Elles tiennent à un certain nombre de facteurs, notamment le sentiment d'aliénation, l'exclusion, la marginalisation, le sentiment d'insécurité et la vulnérabilité, qui peuvent inciter à l'extrémisme violent. Plusieurs rapports élaborés dans le cadre des missions des Nations Unies au Moyen-Orient et en Afrique, expliquent l'importance de mettre en œuvre des mesures adéquates pour faire échec à la frustration de ceux qui se rebellent contre les structures sociales et culturelles ne répondant pas à leurs espoirs et à leurs aspirations.

Comme l'a indiqué la Présidente Michelle Bachelet Jeria dans le cadre du débat sur le développement sans exclusion, le 19 janvier,

« Nous estimons que réduire les inégalités de revenus et celles liées au statut social est aussi important que promouvoir l'égalité des chances. Il ne s'agit pas seulement d'un impératif moral, c'est une condition *sine qua non* pour le développement à moyen et long terme, pour la stabilité politique et pour la paix. » (S/PV.7361, p. 7)

Notre pays a promu le concept de développement sans exclusion, avec la participation clef des jeunes, en tant que moteur permettant de transformer les causes sous-jacentes des conflits. Il ne suffit pas d'identifier et de sanctionner les jeunes qui ont adopté de tels comportements, nous devons rechercher des solutions efficaces par le biais de stratégies de développement sans exclusion, qui permettent d'offrir des perspectives aux jeunes.

Dans le même ordre d'idées, ces stratégies doivent aborder la problématique hommes-femmes, et, en particulier, la situation des femmes qui sont recrutées par des groupes armés et qui font l'objet de violences, y compris de violences sexuelles utilisées comme tactique de guerre. Les femmes sont victimes de l'action des groupes armés non étatiques visant à semer la terreur et elles ne subissent pas seulement le fléau de l'agression

sexiste, mais plus grave encore, elles sont stigmatisées par l'extrémisme religieux.

Combattre les facteurs qui conduisent les jeunes à la violence radicale exige de mettre en œuvre des stratégies qui visent à prévenir l'exclusion sociale et économique des jeunes. Nous exhortons la communauté internationale à poursuivre ses efforts en faveur de l'application effective des résolutions 1624 (2005) et 2178 (2014), qui lancent un message clair concernant la prévention de l'incitation au terrorisme et la lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers.

Il convient de se demander comment l'ONU et le Conseil peuvent contribuer à prévenir et à réduire l'adhésion des jeunes à des groupes violents. Le document de réflexion qui figure en annexe à la lettre adressée au Secrétaire général par la Jordanie (S/2015/231) recense plusieurs mesures qui constituent une réponse globale à une situation qui touche gravement les valeurs structurelles du système. Les jeunes doivent contribuer à l'élaboration de réponses basées sur le respect profond et la reconnaissance des droits de l'homme, la tolérance et la démocratie.

Nous considérons qu'il est essentiel de donner des moyens d'agir aux jeunes et de renforcer leurs capacités, ce qui suppose une participation qui leur permette d'influer sur les pratiques et politiques qui les concernent, y compris celles visant à lutter contre l'extrémisme violent. Nous entendons par là la participation à vie sociale, politique, économique et culturelle. La jeunesse peut ériger un rempart contre ce phénomène, en utilisant les technologies de l'information et des communications pour remettre en question les discours extrémistes, que ce soit en ligne ou hors ligne. Cela fait partie du droit à avoir des droits garantis par la démocratie.

Le plan d'action 2013-2018 de l'Alliance des civilisations fournit une feuille de route comprenant des recommandations concrètes visant à promouvoir l'entente, qui s'inscrivent dans le droit fil du renforcement d'un cosmopolitisme fondé sur la démocratie, les droits de l'homme et le droit international, comme le suggère Jürgen Habermas, et qui permettent d'éviter les perceptions erronées menaçant la stabilité et alimentant le conflit.

Nous appuyons l'initiative prise par l'Espagne d'organiser à Madrid en juillet une conférence régionale de haut niveau du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 1373 (2001), concernant

le contre-terrorisme. Nous pensons qu'elle constitue une occasion politique de contribuer à endiguer le recrutement et le flux de combattants étrangers, l'objectif étant l'adoption par les États de mesures internes et en matière de coopération internationale.

Nous nous associons aux appels lancés en faveur de l'établissement de partenariats public-privé visant à contrer les messages diffusés par les organisations radicales pour recruter de nouveaux jeunes.

Le Chili a entrepris d'importantes réformes pour éliminer l'exclusion et la discrimination de la jeunesse. L'une de ces initiatives a donné lieu à la promulgation d'une loi mettant en place des mesures contre la discrimination. Nos jeunes se sont mobilisés en masse pour réclamer une transformation du système éducatif, ce qui a abouti à un projet de réforme qui est en cours d'examen.

Pour terminer, nous tenons à remercier la présidence jordanienne d'avoir convoqué la présente séance pour mener une réflexion sur un thème qui concerne celles et ceux à qui il incombera de guider nos sociétés à l'avenir. Notre réponse doit être à la hauteur des valeurs que nous défendons, les valeurs qui respectent l'identité et la diversité.

M. McLay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je remercie la délégation jordanienne d'avoir convoqué ce très important débat. En fait, je pense pouvoir dire à ce stade qu'il s'agit d'un événement tout à fait exceptionnel, et ce, pour toutes sortes de raisons. Monsieur le Président, vous avez souligné l'importance de l'occasion en faisant venir à cette table votre Prince héritier – l'avenir de votre pays, l'avenir de votre royaume.

Qu'il me soit permis également de remercier nos deux intervenants, M. Peter Neumann et M. Scott Atran, de leurs exposés tout à fait remarquables. En les écoutant, je n'ai pu m'empêcher de me demander pourquoi j'ai dû attendre quatre mois, à cette table, avant d'entendre une contribution d'intervenants extérieurs d'une telle valeur et d'une telle expérience. Le Conseil de sécurité a besoin d'entendre plus de sagesse et plus de connaissances de ce type.

Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, je voudrais remercier son Altesse Royale pour sa présence aujourd'hui et pour ses remarques perspicaces, non pas sur les jeunes, qui constituent tout ce que je peux offrir, mais par les jeunes, et qui sont, pour cette raison précise, extrêmement précieuses.

Comme d'autres avant nous, nous devons commencer en prenant acte du fait que la jeunesse a été radicalisée tout au long de l'histoire, même si, par le passé, la diffusion des idées radicales, la sensibilisation aux idées radicales et tout recrutement par un mouvement radical prenaient des semaines, des mois ou même des années. Aujourd'hui, ces mêmes messages sont transmis instantanément. Les compétences de groupes comme Daech en matière de réseaux sociaux et de communication ont accéléré et mondialisé le processus de diffusion et rendu encore plus difficile de prendre des contre-mesures efficaces. Trop souvent, le mal est déjà fait; la mauvaise parole s'est propagée avant même que nous ne nous en soyons rendu compte. Les outils du monde moderne que nous prenons désormais pour acquis, s'ajoutant au fait que les jeunes représentent une part croissante de la population de nombreux pays, contribuent à l'émergence d'un environnement où ceux qui sont animés de mauvaises intentions peuvent cibler, exploiter et radicaliser les jeunes à une vitesse jusqu'alors inimaginable et avec une intensité sans parallèle auparavant.

Nous avons tort de faire porter aux jeunes la responsabilité de l'extrémisme violent; de fait, nous sommes reconnaissants à la Jordanie de consacrer le débat d'aujourd'hui au rôle que les jeunes peuvent jouer dans la lutte contre le terrorisme violent. La Nouvelle-Zélande saisit donc l'occasion de présenter trois simples suggestions pour mieux lutter contre la radicalisation des jeunes.

Premièrement, les Gouvernements doivent comprendre que les contextes nationaux et locaux ont véritablement une importance. Même lorsque le message est présenté de manière à sembler international, les vrais facteurs qui motivent les jeunes à suivre la voie de l'extrémisme sont presque toujours locaux, comme l'a souligné M. Atran dans son exposé. Si nous voulons nous attaquer avec succès à la radicalisation des jeunes, nous devons identifier les pressions nationales ou locales qui marginalisent notre jeunesse vulnérable. Nous devons nous demander comment les groupes terroristes peuvent avoir autant de succès à exploiter et manipuler ces pressions aux fins de radicaliser et de recruter. Font-ils rêver les jeunes, comme l'a suggéré M. Atran?

Nous devons ensuite adapter spécifiquement nos interventions à ces facteurs, en faisant en sorte que les gouvernements, les communautés et les jeunes œuvrent tous ensemble en partenariat. Les programmes de lutte contre l'extrémisme violent qui en résulteront devront

montrer à nos jeunes qu'ils peuvent véritablement avoir un enjeu personnel dans leur société, et ils devront aider à renforcer la confiance dans l'autorité de l'État, or – là encore, comme M. Atran l'a souligné – faire en sorte que les jeunes aient confiance en l'autorité de l'État ne sera jamais chose aisée. Cela n'a jamais été chose aisée. Ils ne sont pas nécessairement séduits par le concept de l'État-nation moderne. Ces partenariats de confiance doivent reposer sur une compréhension de la radicalisation qui va bien au-delà de l'optique de la sécurité, et nous remercions donc la Jordanie d'avoir donné au présent débat cette perspective plus large.

En ne traitant les jeunes qui courent un risque que sous l'angle des préoccupations qu'ils suscitent en matière de sécurité, nous simplifions excessivement le problème et nous perpétons la marginalisation qui contribue souvent à l'extrémisme violent. Les partenariats avec les jeunes et leurs communautés doivent être fondés sur l'inclusion et le respect. Ce sont souvent les familles qui interviennent en premier face à ceux qui s'engagent sur la voie de l'extrémisme violent, et ces familles doivent être soutenues dans leurs efforts pour mettre en question la propagande, représenter une autorité et offrir des options alternatives crédibles, afin de donner aux jeunes cet enjeu dans la société dont M. Neumann a parlé et de dissiper ainsi le sentiment d'exclusion.

Deuxièmement, nous devons donner à nos jeunes les moyens de créer une force sociale – leur propre force sociale, et non une force que nous contrôlons – qui rejette la violence comme moyen de parvenir à leurs fins. M. Atran a décrit un programme de ce type dans le nord-ouest du Pakistan. Le Conseil a insisté sur le même point l'an dernier dans la résolution 2178 (2014), qui encourage les États à donner voix au chapitre aux chefs communautaires, aux familles, aux parents et aux autres jeunes pour relever le défi de l'extrémisme violent. Trop souvent, les familles et les communautés assistent impuissantes à la propagation du message de haine de groupes comme Daech, qui emploient les outils modernes avec dextérité et subtilité. Comme y a insisté M. Neumann, nous avons besoin de solutions adaptées qui recourent à ces mêmes outils.

Mais, alors même que les jeunes sont la cible de la radicalisation et de l'extrémisme violent, ces mêmes jeunes sont également bien armés pour lutter contre ce message, et ils peuvent le faire au niveau technologique, idéologique et social qu'ils connaissent, comprennent et peuvent exploiter pour en tirer le meilleur profit.

Les programmes les plus efficaces pour lutter contre l'extrémisme violent sont ceux qui mobilisent l'énergie, la passion et la créativité des jeunes – ceux qui collaborent déjà en ligne et qui sont naturellement prêts à relever ce type de défi.

Troisièmement, nous exhortons les États à enrichir et à exploiter l'expérience des autres pays, en particulier s'agissant des mesures efficaces lancées par les jeunes eux-mêmes. Nous saluons les efforts récents faits pour coordonner l'activité internationale et mettre les expériences en commun, comme le Sommet de la Maison Blanche consacré à la lutte contre l'extrémisme violent et les travaux du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, en particulier le Mémorandum d'Abou Dhabi sur les bonnes pratiques pour l'éducation et la lutte contre l'extrémisme violent.

Tandis que le Conseil et les instances de l'ONU chargées de la lutte contre le terrorisme s'attachent à aider les États à appliquer les résolutions de lutte contre l'extrémisme violent, nous appelons à faire en sorte que nouer des partenariats durables avec nos jeunes – des partenariats qui promeuvent la paix et luttent contre l'extrémisme violent – soit une caractéristique essentielle des mesures que nous adoptons. Le Secrétaire général nous a rappelé que les jeunes incarnent la promesse, pas le danger. Nous ne devrions jamais considérer la jeunesse comme un problème; nous devons la considérer comme une solution.

Puisque c'est la dernière fois que je prenais la parole dans la salle du Conseil de sécurité, je tiens à remercier mes collègues de leur amitié, de leur convivialité, de leur appui et – je soupçonne que ce fut le cas parfois – de leur patience. Je présente tous mes vœux de succès au Conseil tandis qu'il s'attaque aux nombreuses menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je tiens à assurer l'Ambassadeur McLay que c'est un au revoir et non un adieu, et nous attendons avec intérêt ses contributions futures, à quelque titre que ce soit. Sa sagesse et son expérience sont indispensables dans le monde instable d'aujourd'hui. Je le remercie sincèrement et suis désolé que nous l'ayons fait travailler si dur jusqu'au bout – mais c'était un acte délibéré.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine félicite la Jordanie d'avoir pris l'initiative de convoquer le débat public de ce jour, et nous souhaitons la bienvenue à New York au Prince héritier Al Hussein

ibn Abdullah II et au Ministre des affaires étrangères, M. Judeh qui sont venus présider le Conseil de sécurité. Je tiens à remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon de son exposé.

Ces dernières années, le terrorisme et l'extrémisme violent sont devenus endémiques dans certaines régions du monde. Certains jeunes – dupés, encouragés ou forcés par les organisations terroristes et les idéologies de l'extrémisme violent – sont devenus les outils et les victimes d'activités terroristes et extrémistes, suscitant une attention et une sensibilisation accrues de la communauté internationale. Les jeunes sont l'avenir du monde. Les protéger des dangers du terrorisme et de l'extrémisme violent relève de la responsabilité collective de la communauté internationale. La Chine estime que la communauté internationale doit prendre les mesures suivantes.

Premièrement, nous devons combattre le terrorisme et l'extrémisme violent avec détermination. Le terrorisme et l'extrémisme sont les ennemis publics de l'humanité. La communauté internationale doit déployer des efforts concertés et déterminés pour lutter contre les activités des terroristes et des extrémistes violents sous toutes leurs formes, et créer un environnement pacifique et stable propice au développement des jeunes. Les activités de lutte contre le terrorisme doivent respecter les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies – respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des pays concernés – et laisser l'ONU et le Conseil de sécurité jouer pleinement leur rôle de chef de file. Les activités de lutte contre le terrorisme ne doivent pas adopter le système du deux poids, deux mesures, et encore moins associer le terrorisme à une origine ethnique ou à une religion spécifiques.

Deuxièmement, il faut couper les voies par lesquelles les terroristes et les extrémistes contraignent, trompent et incitent les jeunes. À l'heure actuelle, les terroristes et les forces extrémistes utilisent Internet et d'autres nouveaux médias pour diffuser leurs idéologies terroristes et extrémistes et tromper et inciter les jeunes, causant ainsi beaucoup de mal. Les mécanismes de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des Nations Unies doivent promouvoir activement une coopération renforcée de la part de la communauté internationale, adopter des mesures efficaces pour contrer avec force les efforts déployés par les terroristes et les extrémistes pour utiliser Internet aux fins de recrutement, d'incitation à la haine et de collecte de fonds, et contrer faire échec à leurs tentatives de cibler les jeunes.

Troisièmement, les causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent doivent être éliminées. La pauvreté, le chômage et le sous-développement constituent un terreau fertile pour le terrorisme et l'extrémisme violent, et sont les principaux facteurs qui créent les jeunes vulnérables aux mauvais conseils de ces forces. La communauté internationale doit accorder une grande attention à la question du développement et aider activement les pays concernés à s'engager sur la voie du relèvement et du développement économiques. Tous les pays doivent améliorer leurs efforts pour éduquer les jeunes et leur ouvrir des perspectives d'emploi. L'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales doivent également continuer à jouer un rôle actif pour aider les pays concernés, en particulier les pays en développement, à mettre à niveau leurs capacités d'aider les jeunes à se développer.

Quatrièmement, il faut renforcer le dialogue entre les civilisations afin de lutter contre les idéologies terroristes et extrémistes. La diversité des civilisations est une caractéristique fondamentale de la société humaine, et le dialogue entre les civilisations est un moyen important de parvenir à la compréhension mutuelle, au respect et à la coexistence pacifique entre les différentes ethnies, cultures et religions. Il s'agit en outre d'un outil efficace pour aider les jeunes à rejeter la violence et à éviter les idées terroristes et extrémistes. La communauté internationale, y compris les organismes pertinents des Nations Unies, doit promouvoir avec énergie l'esprit du dialogue entre les civilisations, à savoir le respect, l'esprit d'ouverture et la participation sans exclusive; elle doit promouvoir un renforcement des échanges et de l'apprentissage mutuel entre les peuples dans tous les segments de la société, y compris les jeunes, et favoriser l'instauration d'un climat social dans lequel tous les groupes ethniques, les cultures et les religions sont traités sur un pied d'égalité et coexistent de façon harmonieuse et pacifique.

Les jeunes représentent l'avenir du monde en matière de développement et de paix. La Chine est prête à s'associer activement à la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme et les actions extrémistes violentes, la sauvegarde de la paix et de la stabilité mondiales, et la création d'un environnement pacifique et harmonieux et stable propice à l'épanouissement des jeunes.

M. Cherif (Tchad) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à S.A.R. le Prince héritier

Al Hussein ibn Abdullah II, et remercie la Jordanie d'avoir organisé cette séance sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Je salue la présence des autres ministres parmi nous. Je remercie le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, le Professeur Peter Neumann et le Docteur Scott Atran de leurs interventions.

Le Tchad s'associe à la déclaration que fera le représentant de l'Union africaine.

Le contexte sécuritaire mondial est marqué par la recrudescence du terrorisme qui constitue de nos jours l'une des menaces les plus sérieuses à la paix et à la sécurité internationales. Presque quotidiennement, l'actualité nous plonge dans la désolation et le deuil du fait de la multiplicité de la barbarie des actes de violence terroristes. Le Tchad condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Je vais axer mon intervention essentiellement sur les problématiques abordées dans le document de réflexion (S/2015/231, annexe) relatif au thème de cet important débat.

S'agissant des jeunes et des facteurs qui mènent à leur radicalisation, la compréhension de ce processus est l'un des éléments les plus importants pour réagir à l'extrémisme violent et empêcher les jeunes de s'engager dans la voie de la violence. En effet, les jeunes représentent un vivier de recrutement de groupes extrémistes violents, mais ils sont en même temps les victimes de ces groupes. Les conditions favorisant la radicalisation varient d'un pays à l'autre, mais selon bien des observateurs de ce phénomène, les principaux facteurs sont, entre autres, la pauvreté, l'ignorance, les inégalités, les injustices, le chômage, l'exclusion de la vie économique, sociale et politique réelle ou perçue. Même si d'aucuns excluent la thèse selon laquelle la pauvreté mènerait à l'extrémisme violent, le décalage entre les attentes et la réalité de la situation socioéconomique d'une personne ou d'une communauté peut constituer une condition propice à la radicalisation. À cet égard, pour ce qui concerne l'Afrique, le rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (S/2013/475) est bien édifiant.

En outre, certains, à tort ou à raison, considèrent la religion comme un facteur de radicalisation. Cependant, aucune religion au monde n'encourage ses adeptes à commettre des actes de violence en son nom. Par conséquent, l'extrémisme violent ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation. Par

ailleurs, au nombre des causes de radicalisation peuvent également figurer les interventions militaires menées au mépris du droit international, de la souveraineté et de l'indépendance politique des États. Ces interventions font souvent non seulement le lit de l'extrémisme violent, mais apportent davantage de guerres, d'oppression et de violence, déstabilisant ainsi des régions entières.

Le terrorisme en tant que menace à la paix et à la sécurité internationales ne connaît pas de frontières, et les groupes terroristes forment des réseaux bien organisés à travers le monde entier. L'affiliation de groupes agissant en Afrique comme Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), les Chabab, Boko Haram, etc., à Al-Qaida et à l'État islamique en est une parfaite illustration. Face à cette situation, la responsabilité principale incombe aux États et aux organisations internationales qui doivent prendre les mesures nécessaires d'urgence pour éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme, conformément au premier pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Pour ce qui est de la manière d'atténuer la radicalisation et le recrutement des jeunes, il est plus que nécessaire d'empêcher les groupes terroristes de se servir des technologies de l'information et des communications à des fins de propagande et de recrutement. À cet égard, l'Internet, les réseaux sociaux et la télévision en sont quelques-unes de leurs plateformes de prédilection. Pour ce faire, il est urgent de prendre des mesures dans le respect des droits des individus afin de limiter l'utilisation de ces technologies à des fins criminelles et terroristes. La lutte contre l'extrémisme violent passe aussi par l'éducation des jeunes, en leur inculquant les valeurs, outils et compétences nécessaires à la réussite individuelle, ainsi que par la promotion des opportunités économiques pour les groupes à risque. L'accent devrait également être mis sur le développement de programmes de déradicalisation, de désendoctrinement et de rééducation des jeunes comprenant des activités de réhabilitation et de réintégration. Les organisations de jeunes peuvent elles-mêmes être mises à contribution pour lutter contre l'extrémisme violent.

Concernant les combattants étrangers, il est normal de se préoccuper du départ des ressortissants de différents pays vers les zones de conflit, notamment en Syrie et en Iraq. Nous encourageons la coopération internationale pour intensifier les échanges de renseignements, les contrôles aux frontières et la traduction en justice des terroristes. Nous pensons que la meilleure politique pour décourager l'afflux des

combattants étrangers en direction de la Syrie et de l'Iraq est de régler au plus vite le conflit dans ces pays.

En ce qui concerne les efforts nationaux contre la radicalisation et l'extrémisme violent des jeunes, le Tchad fait la promotion de la culture de la paix, de la tolérance et du pluralisme religieux. Ainsi un certain nombre de mesures ont été prises dans le cadre de la résolution 1624 (2005), parmi lesquelles l'institution d'une journée annuelle de prière pour la paix rassemblant les trois principales confessions religieuses du pays, à savoir l'islam, le catholicisme et le protestantisme. En outre, les chefs de ces trois confessions ont créé une plateforme interreligieuse de cohabitation pacifique et sont représentés au niveau de toutes les régions. Par ailleurs, dans le cadre de stratégies sous-régionales et régionales, le Tchad renforce sa coopération sécuritaire avec ses voisins. Il a déployé d'importants contingents pour mettre hors d'état de nuire les groupes terroristes dans le nord du Mali et continue d'apporter sa contribution dans la lutte contre Boko Haram au Cameroun, au Niger et au Nigéria au prix d'énormes sacrifices tant humains que matériels.

Quant au rôle que l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, peut jouer pour renforcer les efforts de lutte contre l'extrémisme violent, nous appuyons les propositions faites par la délégation jordanienne dans son document de réflexion (S/2015/231, annexe). Nous espérons qu'elles renforceront les objectifs de prévention de l'incitation au terrorisme et les mesures à prendre pour stopper les flux de combattants étrangers à travers la lutte contre l'extrémisme violent, conformément aux résolutions 1624 (2005) et 2178 (2014) du Conseil de sécurité. Nous saluons également l'initiative de la Jordanie d'organiser une conférence internationale en août prochain sur le rôle des jeunes dans la promotion de la paix.

Pour conclure, l'importance de la menace que constitue l'extrémisme violent n'est plus à démontrer. La lutte contre cette menace devrait être l'affaire de tous et de chacun. Les États et les organisations internationales, dont l'ONU, peuvent et doivent renforcer leur coopération, en mutualisant leurs efforts et moyens, en plaçant les jeunes au cœur de leurs agendas. Il faut collectivement prévenir et régler d'urgence les conflits, promouvoir le développement socioéconomique, favoriser le dialogue, en mettant l'accent sur l'éducation et la tolérance.

M^{me} Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) :
Nous remercions la délégation jordanienne d'avoir

organisé ce débat fort opportun et nous savons gré aux personnes invitées des exposés qu'elles ont présentés.

La radicalisation et l'extrémisme font peser une menace de plus en plus pressante sur la paix et la sécurité internationales. Les combattants terroristes étrangers viennent désormais d'une bonne centaine d'États, à mesure que les réseaux de recrutement étendent leur portée mondiale. Les jeunes tombent dans le piège de ces réseaux pour de multiples raisons, aussi diverses que les individus eux-mêmes. Problème d'identité, effet de groupe, rencontres électroniques ou personnelles, incapacité de faire la distinction entre le monde violent des jeux vidéo et la réalité, marginalisation, exclusion sociale, recherche maladroite d'un sens à la vie et sentiment d'injustice dans le monde, nombreux sont les facteurs qui peuvent déclencher la radicalisation. Nombreux sont les jeunes qui n'ont qu'une vague, voire aucune, idée de la religion qu'ils prétendent défendre.

Certains ont été enlevés, convertis de force et obligés à combattre, comme les victimes yézidiennes de Daech ou les jeunes nigérianes, certaines âgées de 8 ans seulement, transformées en kamikazes par Boko Haram. D'autres sont poussés sur une voie meurtrière par les circonstances, la détresse et le désespoir extrêmes. D'autres encore se radicalisent en prison. Beaucoup viennent pourtant de familles normales et ont grandi dans un environnement sûr où ils n'ont manqué de rien et avaient des perspectives d'avenir. Il est particulièrement troublant que ces jeunes-là rejettent ainsi tout ce que la société a à offrir et fassent le choix des idéologies obscurantistes et meurtrières professées par les extrémistes radicaux et les terroristes. Il est encore plus dérangeant intellectuellement d'imaginer que, tandis que tant de femmes et de filles autour du globe luttent contre la violence et pour leurs droits et leur dignité humaine, des filles issues de familles normales puissent vouloir devenir des épouses de djihadiste, servant ceux qui maltraitent, violent et vendent les femmes comme esclaves.

Si de toute évidence, il y a autant de causes que d'individus, il importe néanmoins de discerner un minimum de traits caractéristiques afin de pouvoir endiguer l'extrémisme violent et la radicalisation. Il n'y a pas de modèle unique expliquant pourquoi et comment une personne se radicalise. Aussi lorsque nous nous employons à mettre au point des mesures de lutte efficaces contre ce phénomène hautement dangereux est-il important de veiller à ne pas cibler les personnes en fonction de leur religion, de leur appartenance ethnique

ou autre. L'extrémisme violent présentant de multiples facettes et de multiples dimensions, nos réponses doivent elles aussi être multiples et pluridimensionnelles, et s'articuler à tous les niveaux, du local au national et du régional à l'international, avec la participation de figures exemplaires, d'autorités morales, de chefs religieux et communautaires, d'anciennes recrues qui ont réussi à s'échapper et à se réinsérer dans la société, des organisations de la société civile, du secteur privé, des milieux universitaires et des gouvernements.

Nous ne partons pas de zéro. Voilà un certain temps que la question de l'extrémisme violent figure en bonne place des préoccupations de l'ONU. L'année dernière, par exemple, l'inquiétude suscitée par la propagation des idéologies extrémistes violentes qui sous-tendent le discours terroriste a été réaffirmée à l'occasion de l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies ainsi que dans la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité sur les combattants terroristes étrangers. Le Comité contre le terrorisme, avec l'aide de sa direction exécutive, a acquis de vastes compétences au fil de ces 10 dernières années en ce qui concerne les risques associés à cette lutte, les insuffisances et les recommandations pour de nouvelles actions. La création récemment par la Direction exécutive d'un réseau de partenaires universitaires peut jouer un rôle important à l'appui du travail déjà entrepris. Les efforts conjoints du dispositif des Nations Unies, associés aux atouts respectifs et aux compétences de chacun des partenaires concernés, sont nécessaires afin de mettre au point des antidotes efficaces et ciblés à la propagande extrémiste violente. Les institutions chargées de l'application de la loi ont également un rôle critique à jouer. Il faut renforcer la coopération en matière de contrôle des frontières et de sécurité, ainsi que le partage de l'information et des renseignements afin de repérer plus facilement les mouvements transfrontières des jeunes, puisque arrêter les recrues potentielles à la frontière est souvent la dernière ligne de défense pour les empêcher de tomber entre les griffes des terroristes.

Le recrutement sur Internet se développant de plus en plus, il est indispensable, ainsi que d'autres l'ont dit, de mobiliser des professionnels du Web ainsi que la communauté des utilisateurs d'Internet dans son ensemble pour mettre au point des mesures de sécurité appropriées sans pour autant empiéter sur la liberté d'expression et d'opinion.

L'éducation est extrêmement importante, et celle des filles en particulier. C'est d'ailleurs pour ça que les

terroristes s'en prennent aux écoles de filles et à leurs professeurs avec une telle furie. Ils savent qu'une fille éduquée, consciente de ses droits et des choix de vie qui se présentent à elle, est un excellent antidote contre l'ignorance aveugle et servile qu'ils tentent d'imposer. Encourager le sens critique est déterminant pour contrer les discours extrémistes. L'enseignement des droits de l'homme et de la tolérance devraient faire partie intégrante des efforts généraux d'éducation. Avoir de claires perspectives d'avenir, parce qu'on a la possibilité de faire des études, d'acquérir des compétences, d'avoir un emploi et de créer une entreprise, est important partout, mais tout particulièrement dans les régions touchées par un conflit, notamment pour les déplacés et les réfugiés, afin que de désespoir ces personnes ne tombent pas dans la radicalisation. Il faut accorder une attention particulière aux jeunes détenus, y compris ceux qui sont mineurs, car les prisons et les centres de détention sont souvent des lieux privilégiés de recrutement.

Il nous faut impérativement améliorer la communication stratégique à tous les niveaux et formuler des messages efficaces et ciblés qui fassent voler en éclats le vernis et la fausse morale des discours de Daech, Boko Haram et consorts. Nous devons dénoncer leur hypocrisie et la monstruosité des crimes qu'ils commettent sous de faux prétextes. Puisque les terroristes aiment se parer des atours de la foi, il faut aussi dénoncer ce décorum et mettre en lumière l'abysse qui sépare la foi véritable des actes que les extrémistes violents commettent en son nom. Que ce soit bien clair : quels que soient les maux ou les injustices qui touchent le monde et que les extrémistes prétendent rectifier par leurs choix meurtriers, en décapitant, en mutilant, en jetant des personnes du haut de tours, en les brûlant vives, sort monstrueux qui a notamment été échu à un pilote jordanien, ou en les lapidant, leur méthodes ne règlent en rien ces injustices ou ces maux. Au contraire, ces actes pervers ne font qu'ajouter, de la manière la plus brutale et tordue, aux maux dont souffre le monde et ils ne sont que des manifestations de la criminalité la plus brutale et la plus cynique.

Si toutes les strates de la société doivent se pencher sur la question de la radicalisation des jeunes, il est particulièrement important de le faire au niveau local. C'est au niveau local, au sein des communautés locales, que sont ressenties et constatées les vulnérabilités, que naissent le mécontentement et la marginalisation, offrant un terrain fertile aux recruteurs. Les organisations non gouvernementales, les groupes de volontaires et

les militants de la société civile offrent des moyens importants de renforcer le lien entre les jeunes et les communautés dans lesquelles ils vivent, de donner aux jeunes un sentiment d'appartenance et d'autonomie, de les aider à surmonter un sentiment de marginalisation et de leur donner des modèles de vie à suivre.

Le Président (*parle en arabe*) : Avant de poursuivre, je voudrais remercier tous les membres du Conseil de sécurité de leurs déclarations. Je tiens en particulier à remercier les Ministres, les Ministres d'État et le Vice-Ministre qui ont pris la peine de se déplacer jusqu'ici, ce qui montre l'importance du sujet du présent débat.

Je voudrais maintenant rappeler à tous les orateurs qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs interventions à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec toute la diligence voulue. Les délégations ayant de longues déclarations sont invitées à en distribuer le texte et à en prononcer une version abrégée lorsqu'elles prennent la parole dans la salle. Nous prévoyons d'utiliser la lumière clignotante des micros pour indiquer aux orateurs que leur temps de parole est écoulé. Je prie également les orateurs de parler à une vitesse raisonnable pour que l'interprétation soit aussi précise que possible. J'informe par ailleurs les participants que nous ne ferons pas de pause à l'heure du déjeuner du fait du grand nombre d'orateurs.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Sameh Hassan Shokry Selim, Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Égypte. Je le remercie d'avoir fait le déplacement jusqu'ici pour participer en personne au présent débat.

M. Selim (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Royaume hachémite de Jordanie d'avoir pris l'initiative de convoquer cette importante séance. Nous attachons une grande importance à la présence de S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II de Jordanie, qui a ouvert la présente séance du Conseil de sécurité consacrée à un problème extrêmement important sur lequel tous nos pays doivent se pencher avec sérieux, notamment ses conséquences, qui menacent la sécurité de nos citoyens, et même la paix et la sécurité internationales.

L'association d'un certain nombre de facteurs fait que nos communautés sont aujourd'hui des proies pour des groupes et factions qui ont épousé des idées et des vues extrémistes n'ayant rien à voir avec la religion ou la tolérance. Pire encore, ces groupes ont commencé

à imposer leurs vues à la population, en particulier aux jeunes. Cela révèle la nature de leur opposition à la société, qui n'est en substance rien de plus qu'une aberration intellectuelle, car ils refusent de vivre ou de coexister avec d'autres segments de la société. Ils ne souhaitent pas s'intégrer à la société, et ils mettent l'accent sur les points de discorde et les amplifient. Cela crée des frictions et des troubles et entrave la marche en avant de l'État et de ses citoyens. Ces individus s'isolent donc en se convainquant que la communauté dans laquelle ils vivent est une communauté païenne qui ne mérite pas que l'on y vive.

Dans ce contexte, et compte tenu des nombreuses manifestations du terrorisme, nous devons en priorité lutter contre l'extrémisme où qu'il se manifeste, car il ouvre la voie au terrorisme. Nous devons, dans toutes nos entreprises, accorder une attention particulière aux jeunes et toujours les avoir à l'esprit. Une de nos priorités doit toujours être de les empêcher de tomber entre les griffes de l'extrémisme, et plus particulièrement du terrorisme, car dans nombre de nos pays, les jeunes constituent la plus importante proportion de la population. Nous devons également tenir compte des campagnes féroces qui visent les jeunes dans tous les États, en particulier les campagnes orchestrées récemment par des groupes terroristes pour recruter de jeunes combattants en utilisant la religion comme moyen de parvenir à des fins qui n'ont absolument rien à voir avec aucune religion.

Il faut commencer par reconnaître que le phénomène de l'extrémisme est une réalité que nous ne pouvons occulter et que nous devons combattre. Nous devons donc lutter contre ses causes profondes. C'est une nécessité reconnue par l'Égypte, dont le Président a récemment appelé à la relance du dialogue religieux pour contrer l'extrémisme et veiller à ce que l'islam et ses principes soient correctement interprétés. Nous avons pris des mesures sérieuses à cet effet.

Premièrement, nous devons analyser l'extrémisme et le terrorisme et les combattre avec des arguments et des preuves irréfutables. Nous ne pouvons pas nous contenter de prendre des mesures de sécurité. Nous devons adopter une méthode fondée sur le consensus et la tolérance qui nous permettra de trouver non pas des solutions partielles, mais des solutions consensuelles et empreintes de tolérance. Nous devons également rester à l'écart des vues obscurantistes qui poussent les personnes qui adhèrent à ces idées à croire que le monde est divisé en seulement deux groupes; ceux qui

croient en ce qu'ils font, et les infidèles – le bien et le mal. À cet égard, nous devons veiller à ce que les jeunes, qui n'ont pas la capacité d'interpréter correctement ces vues par eux-mêmes, soient toujours informés par ceux qui sont en mesure de leur fournir une interprétation appropriée, et à ce qu'ils soient mis au courant de la nature des exigences de ces interprétations en fonction de leur situation afin d'éviter toute discorde. En outre, un certain nombre de raisons économiques et politiques poussent les jeunes vers l'extrémisme et la violence, notamment le manque d'accès à une éducation de qualité, les difficultés éprouvées à gagner décemment sa vie, le chômage, la pauvreté, la marginalisation des étrangers, l'occupation étrangère et la non-reconnaissance du droit d'un peuple à l'autodétermination. Il faut lutter avec acharnement contre tous ces facteurs en renforçant la coopération, en adoptant des stratégies adaptées, en appliquant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et en s'abstenant de fournir un appui aux extrémistes et aux terroristes.

Je tiens à souligner qu'aujourd'hui, l'augmentation du nombre de jeunes musulmans et représentants d'autres minorités dans les pays occidentaux qui cherchent à rejoindre des groupes terroristes à l'étranger, en particulier en Iraq, en Syrie, en Libye et en Afrique, fait qu'il est nécessaire que ces pays révisent leurs politiques afin d'intégrer les musulmans au sein de leurs communautés, luttent contre les actes de transgression à l'encontre de la religion ou des prophètes et prennent les mesures nécessaires pour mettre fin au recrutement par ces organisations terroristes. D'autre part, il importe de mettre en œuvre les diverses résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de demander des comptes aux États qui encouragent, soutiennent et financent ceux qui font appel à des combattants terroristes étrangers.

Nous devons également reconnaître que ce phénomène est de nature à réfuter l'argument selon lequel le système de gouvernance et les pressions économiques et sociales qui pèsent sur la société sont à l'origine du terrorisme. Le fait que ce phénomène se propage dans des pays où des progrès remarquables ont été accomplis montre en soi que certaines organisations cherchent à utiliser la religion à des fins différentes.

En Égypte, nous comprenons et reconnaissons depuis de nombreuses années les dangers de l'extrémisme et du terrorisme, ainsi que la nécessité d'entreprendre des efforts conjoints à l'échelle internationale pour y remédier. Nous devons adopter une stratégie globale dans ce domaine. Outre nos efforts internationaux

et régionaux, nous avons pris un certain nombre de mesures efficaces au niveau national, y compris les nombreuses initiatives de l'université al-Azhar, dont les vues sont modérées, tolérantes et éclairées, pour réfuter les idées mensongères transmises aux jeunes. Ces mesures comprennent diverses manifestations culturelles expliquant les fondements de la religion tolérante de l'islam pour que les jeunes ne deviennent pas la proie des adeptes de la violence et du takfirisme. En outre, cette mission ne s'est pas limitée à l'Égypte; nombre d'universitaires d'Al-Azhar se sont rendus dans un certain nombre d'autres pays pour expliquer la pensée modérée et tolérante de l'islam. En outre, le Ministère de la fatwah en Égypte a créé un observatoire utilisant des méthodes scientifiques pour surveiller les fatwas takfiristes et en exposer les défauts.

Le Gouvernement égyptien a également fait des efforts considérables pour élever le niveau de l'enseignement universitaire et professionnel de manière à mieux former les jeunes et à les aider à trouver des emplois décents, ce qui réduira le chômage et permettra aux jeunes de s'impliquer dans la réalisation des objectifs de développement durable. En termes politiques, les jeunes sont invités à rejoindre l'arène politique.

Une fois de plus, il est extrêmement important pour nous de continuer à discuter de cette question et de s'inspirer des efforts déjà accomplis, y compris ceux de l'ONU. À cet égard, il serait utile d'envisager la possibilité que le Secrétaire général prépare un rapport complet examinant cette question sous tous les points de vue, et comprenant des recommandations sur le programme de travail à mettre en œuvre.

Je voudrais une fois encore remercier la présidence jordanienne du Conseil de sécurité pendant le mois en cours d'avoir convoqué cette importante séance.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Ministre suédois de la justice et de la migration.

M. Johansson (Suède) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des pays nordiques, à savoir le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et mon pays, la Suède.

D'emblée, je tiens à remercier la présidence jordanienne d'avoir pris l'initiative de convoquer ce débat de haut niveau qui tombe à point nommé, ainsi que S. A. R. le Prince héritier Al Hussein et le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, des remarques qu'ils ont formulées tout à l'heure.

Je voudrais d'abord dire quelques mots au sujet de la terrible tragédie qui a eu lieu le week-end dernier en Méditerranée. Dans la nuit de samedi à dimanche, 900 personnes, dont beaucoup étaient des jeunes, ont péri noyées. L'on sait maintenant que non moins d'un million de personnes attendent en Libye de tenter la traversée. Ces personnes se sont noyées sur leur parcours vers l'Europe pour y trouver une vie meilleure.

J'évoque ce fait parce que j'estime qu'il est étroitement lié à ce dont nous discutons aujourd'hui. Comme l'a dit M. Scott Atran, nous devons offrir aux jeunes la possibilité de réaliser concrètement leur rêve personnel, sinon certains d'entre eux risquent de se tourner vers un mouvement religieux ou politique radical. D'autres, comme je l'ai dit, tenteront désespérément de se rendre dans d'autres régions du monde, à la recherche d'une vie meilleure, même si cela signifie risquer sa vie. Ces problèmes ont des racines communes de plus d'une manière. La guerre et la pauvreté conduisent à la situation des migrants que nous observons actuellement, mais elles conduisent également à la radicalisation politique et religieuse.

En Europe, le Conseil européen se réunit aujourd'hui en raison de cette catastrophe. Nous reconnaissons devoir accroître nos efforts pour sauver des vies en mer. Nous devons lutter contre les trafiquants qui envoient des gens à la mort sur ces bateaux, mais nous devons aussi assumer la responsabilité conjointe de la situation de ces migrants, sur la base du principe que la demande d'asile est un droit de l'homme. La communauté internationale doit intensifier ses efforts pour mettre fin à la guerre en Syrie et, plus important que jamais, pour stabiliser la Libye. Si cela n'est pas fait, je pense que bien des milliers d'autres, dont beaucoup de jeunes, mourront en Méditerranée cette année. L'Union européenne a une responsabilité, mais l'ONU en a une également pour éviter que cela n'arrive.

Pour prévenir la radicalisation, nous devons insister non seulement sur l'importance de la paix, mais également sur l'importance du développement économique et social. S. A. R. le Prince héritier Al Hussein a souligné dans son discours combien les jeunes sont nombreux dans le monde d'aujourd'hui. Les jeunes d'aujourd'hui – parfois appelés « génération Y » – représentent 25% de la population mondiale. Beaucoup ont affronté la dure réalité des attentats terroristes, des guerres, des crises économiques et du chômage qui s'en est suivi. Des millions de jeunes sont des migrants, des réfugiés ou des déplacés solitaires,

arrachés à leurs maisons et à leurs familles. Refusant d'être des sujets sans voix, ceux d'entre eux qui ont une conscience politique lutteront pour obtenir des droits civils et la citoyenneté, comme ils le faisaient pendant le Printemps arabe, qui semble avoir été un mouvement mené par les jeunes.

Mais si cette quête d'identité et d'appartenance – besoins existentiels de chaque être humain – n'est pas satisfaite par l'intégration dans une société démocratique, les jeunes frustrés peuvent aller chercher cette reconnaissance ailleurs. S'ils ne sont pas conviés à prendre part à l'édification d'un environnement social pacifique, les jeunes actifs trouveront un milieu dans lequel ils auront la possibilité d'assumer leur rôle, et cela prend parfois des formes destructrices. Il importe donc au plus haut point que nous renforçons le rôle des jeunes. Face à des conflits violents, les jeunes peuvent participer en tant qu'agents de changement positif et, s'ils ont reçu les outils donnés par l'éducation, les jeunes peuvent également être des agents de paix.

L'année dernière, l'Alliance des civilisations de l'ONU et l'initiative « L'éducation avant tout » ont de nouveau rassemblé 75 jeunes – un nombre colossal de 75 000 jeunes étaient candidats – pour une université d'été internationale, au cours de laquelle ils ont appris ce qu'est l'ONU et ont discuté des domaines dans lesquelles elle pourrait mieux collaborer avec les organisations de jeunes pour défendre la paix et la sécurité dans le monde.

Il est clair que nous devons protéger notre démocratie et rendre nos sociétés plus résistantes à la radicalisation, voire à l'extrémisme violent. Or cela nécessite des efforts locaux à l'échelle mondiale. Nous appuyons l'initiative du Secrétaire général en faveur d'un plan d'action de l'ONU pour prévenir l'extrémisme violent. À cet égard, il importe de reconnaître que beaucoup de jeunes jouent déjà un rôle. Avec courage et dignité, ils se muent en chefs de communauté dans les processus de consolidation de la paix, de réconciliation et de reconstruction d'après-conflit. Cependant, ce rôle est souvent invisible ou tout simplement ignoré. Nous devons faire davantage pour mettre en évidence leurs contributions à la paix. La consolidation de la paix est un pilier du plan d'action du système des Nations Unies en faveur de la jeunesse, et la dimension « jeunes » doit être une pierre angulaire du plan d'action des Nations Unies pour prévenir l'extrémisme violent.

Nous devons reconnaître que les jeunes femmes, à l'instar des hommes de leur âge, sont des actrices

clefs dans la lutte contre l'extrémisme violent. Elles ont des connaissances, une expérience et des ressources spécifiques qui sont indispensables à nos efforts. Nous devons comprendre les rôles différents que jouent les femmes dans les conflits, à la fois comme combattantes et comme artisans de paix. Cela signifie qu'il faut inclure les jeunes femmes tout comme les jeunes hommes dans l'analyse de l'extrémisme; sinon, nous perdrons des résultats importants susceptibles de contribuer à la lutte contre l'extrémisme et à la promotion de la résolution des conflits.

Le phénomène même de l'extrémisme violent nous rappelle à tous, sur tous les continents, que l'exclusion peut engendrer le fanatisme tout aussi bien au sein des groupes majoritaires que minoritaires. L'islamophobie et l'antisémitisme existent, de même que la discrimination contre les chrétiens. Pour diverses raisons, des jeunes de nombreux pays, y compris de certains des pays nordiques ont été attirés par la propagande terroriste, se sont radicalisés et sont devenus des combattants terroristes étrangers. Il s'agit d'un grave problème. Nous devons renforcer la législation, par exemple en érigeant en infraction les voyages entrepris dans le but de combattre pour le compte des groupes terroristes, comme le Conseil de sécurité l'a demandé à tous les États Membres. Mais cela ne suffit pas; nous devons faire davantage.

Les pays nordiques estiment que notre engagement ferme en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de l'égalité est l'un des outils les plus efficaces pour prévenir la radicalisation qui conduit au terrorisme. En outre, nous soulignons que la croissance économique et des efforts résolus pour gérer la croissance rapide de la population permettront de réduire l'extrême pauvreté qui menace la paix et la prospérité mondiales. Le Sommet organisé par la Maison Blanche sur la lutte contre l'extrémisme violent a mis en place un cadre ambitieux pour nos efforts de lutte contre l'extrémisme violent, et les pays nordiques participent activement aux efforts de suivi. Nous avons tous intérêt à promouvoir et à renforcer le rôle que jouent nos jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix.

Je voudrais terminer en citant un jeune Suédois de la deuxième génération qui avait auparavant des sympathies pour les groupes radicaux mais qui, aujourd'hui, a renoncé à ces idées :

« Auparavant, je voulais semer la terreur et le chaos au sein de la société, maintenant, je veux aider les autres qui se trouvent dans la même

situation que moi. J'ai beaucoup d'expérience. Je connais cette situation. Et il est de mon devoir de donner quelque chose en retour à notre société. »

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Royaume hachémite de Jordanie d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui et en particulier S. A. R. le Prince héritier Al Hussein, d'avoir présidé la présente séance et pour ses propos mobilisateurs.

L'Italie s'associe à la déclaration qui sera prononcée par le chef de la délégation de l'Union européenne. Je voudrais faire les observations suivantes à titre national.

Le débat public d'aujourd'hui nous offre l'occasion de mener une réflexion plus stratégique sur le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent. Selon les dernières statistiques, les jeunes – les individus âgés de 10 à 24 ans – n'ont jamais été si nombreux. Au sein de cette population d'environ 1,8 milliards de personnes, l'on compte 600 millions d'adolescentes. La majorité de ces 1,8 milliards de jeunes vivent dans des pays en développement. Ils sont le meilleur espoir du monde entier pour relever nos défis les plus pressants dans le long terme, en particulier la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Comme M. Paolo Gentiloni, Ministre italien des affaires étrangères et de la coopération internationale, l'a déclaré à plusieurs reprises, la lutte contre l'extrémisme violent doit être menée sur plusieurs fronts – sur le plan des discours, des valeurs et du financement.

Cela m'amène au deuxième thème du débat d'aujourd'hui : l'importance de la prévention. Au cours de ces dernières décennies, les idéologies extrémistes sont devenues plus attrayantes pour la jeunesse grâce à des campagnes de communication qui ciblent spécifiquement ce groupe démographique. Pour nous, inverser cette tendance est à la fois une obligation morale et un investissement stratégique. En contrecarrant l'attrait que les groupes violents et extrémistes exercent sur les jeunes, nous leur refuserons l'accès à leur ressource la plus précieuse, leur coupant ainsi l'herbe sous les pieds. Par conséquent, nous ne devons pas nous demander quel rôle les jeunes peuvent jouer dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Nous devons plutôt nous demander comment les jeunes eux-mêmes peuvent être au cœur de la solution. À cette

fin, nous avons recensé des domaines sur lesquels nous devrions mettre l'accent.

Le premier domaine que nous devons privilégier est l'éducation. Le fait que ces groupes violents et extrémistes enlèvent des étudiants et prennent pour cible des écoles et des universités montre clairement leur faiblesse. La culture et éducation sont leurs pires ennemis. Dans le même temps, ils sont nos meilleurs alliés pour promouvoir la tolérance, l'intégration et l'ouverture d'esprit. Après le terrible attentat perpétré sur le campus de Garissa au Kenya, le Ministre Gentiloni a effectué une visite officielle à Nairobi pour réaffirmer notre plein appui au Kenya en cette heure tragique, rendre hommage aux victimes et confirmer que la lutte contre le terrorisme et la protection du droit à l'éducation sont des valeurs que nous partageons. En signe concret de notre amitié, nous avons offert des bourses d'étude aux étudiants du campus de Garissa pour signifier que garantir l'accès à une éducation de qualité, quelles que soient circonstances, est le meilleur moyen de lutter contre l'extrémisme violent.

Deuxièmement, nous devons mettre l'accent sur les droits de l'homme et la justice. Pour promouvoir des sociétés pacifiques, ouvertes et justes, nous devons défendre et promouvoir nos valeurs communes qui sont attaquées. Les droits de l'homme doivent être à nouveau au centre de notre action. À cet égard, il ne faut pas sous-estimer le pouvoir préventif de la justice en garantissant l'état de droit et le respect du principe de responsabilité.

Troisièmement, le développement socioéconomique est un facteur essentiel. Des attentes déçues, le chômage, le sous-emploi et les inégalités sont autant de facteurs qui risquent de pousser des jeunes désœuvrés et mécontents à s'engager sur la voie de l'adhésion aux idéologies radicales et violentes. Dans le cadre de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, nous devons être conscients de l'impact positif qu'un programme universel, innovant et facile à diffuser pourrait avoir sur les jeunes vivant dans les pays en développement.

Quatrièmement, nous devons privilégier les partenariats public-privé, notamment les médias. La participation active de la société civile est essentielle au succès de nos efforts. Les gouvernements et la communauté internationale doivent créer un environnement favorable et jouer un rôle de chef de file en mettant en œuvre des projets. Toutefois, des efforts conjoints sont nécessaires pour combler les lacunes. Les médias sociaux ont un rôle particulier à jouer dans la lutte

contre les discours des groupes extrémistes violents. Pour cette raison, il est indispensable que cette question soit abordée dans le contexte du Cadre d'analyse pour la prévention des atrocités, que l'Italie soutient. Les médias sociaux peuvent avoir un impact négatif ou positif. Ils peuvent aggraver le risque d'atrocités, en répandant des discours de haine et en incitant à commettre de tels crimes, mais ils peuvent également contrer les messages d'intolérance, de haine et de violence. Ce nouveau cadre prévoit des outils analytiques permettant de détecter les signes annonciateurs en évaluant les conditions socioéconomiques des jeunes.

Enfin, nous devons mettre l'accent sur l'autonomisation. Parfois, le problème n'est pas le message, mais le messenger. L'autonomisation des jeunes et des organisations axées sur les jeunes est essentielle pour promouvoir des modèles positifs, contrer la violence et délégitimer les messages extrémistes. Il faut accorder la priorité à l'autonomisation de ces 600 millions d'adolescentes.

C'est dans cette optique que l'Italie est fière d'appuyer le programme Change the World Model United Nations. Chaque année, notre Mission organise une manifestation publique qui rassemble des jeunes du monde entier pour mener des débats sur les trois principaux piliers de l'Organisation des Nations Unies : la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme et le développement. Il y a un mois, plus de 1 500 jeunes en provenance de plus de 90 pays se sont réunis à l'Assemblée générale pour discuter des moyens de créer un monde meilleur et plus sûr. En faisant la promotion de cet événement, nous plantons une semence pour l'avenir. Il nous appartient de créer un environnement international favorable pour que cette semence puisse croître et se développer.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil.

M. Antonio de Aguiar Patriota (Brésil) (*parle en anglais*) : Le Brésil félicite la Jordanie d'avoir organisé cette réunion. Nous nous félicitons de ce que le renforcement de la prévention ait été placé au centre de ce débat. Pour venir à bout du terrorisme, il ne faut pas négliger les causes structurelles, telles que l'exclusion, la marginalisation et la discrimination.

Je voudrais remercier le Secrétaire général de son exposé, ainsi que M. Peter Neumann et M. Scott Atran.

La lutte contre le terrorisme est un objectif potentiellement mobilisateur. J'en veux pour preuve le

fait que le Conseil de sécurité est souvent parvenu à un consensus sur les questions relatives à la lutte contre le terrorisme, alors qu'il resté divisé sur d'autres questions tout aussi importantes. S'il est vrai que l'objectif ultime peut servir à nous mobiliser, certains des outils utilisés dans le cadre des efforts antiterroristes, notamment l'utilisation de la force ont créé des divisions et se sont révélés contre-productifs.

Les efforts de lutte contre le terrorisme ne seront efficaces que dans la mesure où elles sont conformes à la Charte des Nations Unies, au droit international humanitaire et des réfugiés, aux droits de l'homme, notamment la liberté d'expression et le droit à la protection de la vie privée, et à d'autres normes du droit international. Si la lutte contre le terrorisme est menée au détriment des paramètres juridiques internationaux, elle ira à l'encontre de l'objectif poursuivi.

Le chômage et la marginalisation sont des facteurs qui ont contribué à créer un sentiment d'absence de possibilités chez les jeunes. Il est bien connu que les inégalités sociales et les injustices politiques sapent les perspectives d'avenir des jeunes, ce qui accroît leur vulnérabilité face aux discours extrémistes. Comme indiqué à juste titre dans le document de réflexion de ce débat (S/2015/231, annexe), les entités terroristes attirent les jeunes en leur offrant un but, un sentiment d'appartenance et une identité illusoires.

Pour contrer ces discours, nous devons, ensemble, souligner l'importance du dialogue entre les cultures et les religions et promouvoir une culture de paix. Des initiatives telles que l'Alliance des civilisations, qui encouragent la tolérance et le respect mutuel, contribuent à réprimer les stéréotypes qui ont tendance à associer le terrorisme à des cultures, des religions ou des groupes ethniques spécifiques. Les initiatives relatives à l'éducation des jeunes visant à lutter contre la perpétuation d'une culture d'animosité contribuent également à la création d'un environnement moins propice à la radicalisation. Les doléances légitimes qui poussent des jeunes à se tourner vers la violence et l'extrémisme doivent être prises en compte, sachant que le temps presse. L'intolérance prospère là où l'exclusion sociale, politique, économique ou culturelle existe. Il est essentiel de promouvoir la justice sociale pour éliminer les causes profondes du terrorisme. Même s'il serait erroné d'établir un lien de cause à effet automatique entre la pauvreté et le terrorisme, les jeunes risquent moins d'être une proie pour le radicalisme dans des

sociétés ouvertes dans lesquelles la justice sociale et une égalité des chances au niveau de l'emploi existent.

Nous considérons également qu'une approche plus globale des politiques publiques visant les jeunes et leur autonomisation est nécessaire. Les politiques et programmes axés sur l'octroi de bourses et de prêts pour les études universitaires, l'accès à une formation professionnelle et la création d'emplois décents pour les jeunes devraient être sérieusement envisagés.

Nous sommes préoccupés par le manque de cohérence entre le consensus concernant la nécessité de promouvoir le bien-être des jeunes et la réduction du budget de l'ONU consacré à l'aide au développement. Tout engagement soutenu à protéger les jeunes contre le radicalisme sera compromis si les activités de l'ONU visant à promouvoir le développement continuent d'être les victimes privilégiées des compressions budgétaires.

La lutte contre l'extrémisme exige nécessairement des efforts diplomatiques pour amener la paix, fondée sur la justice, dans des conflits qui servent directement ou indirectement des objectifs terroristes. Notre incapacité collective de s'attaquer comme il se doit aux crises en cours au Moyen-Orient, y compris le conflit israélo-palestinien, nous prive d'un puissant argument pour lutter contre la diffusion de la radicalisation. L'emploi répété de la force comme moyen de régler des conflits, au détriment de la diplomatie et du règlement pacifique des différends, ne fait que contribuer à entraîner de nouvelles violences et renforcer le discours de l'extrémisme.

Rien ne saurait excuser des actes terroristes. Nous réaffirmons notre attachement à des mesures multidimensionnelles pour s'attaquer aux problèmes posés par l'extrémisme et demeurons convaincus que la coopération et le dialogue dans le cadre de l'ONU amélioreront notre capacité de lutter contre ce fléau. Nous ne réussissons que si nous unissons nos efforts en nous appuyant sur des valeurs communes et une coopération multilatérale accrue.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Bishnoi (Inde) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat, et nous nous associons aux autres orateurs qui ont salué la présence parmi nous plus tôt de S. A. R. le Prince héritier de Jordanie.

La lutte contre l'extrémisme est aujourd'hui un des défis les plus importants que la communauté internationale doit relever. Nous saisissons également cette occasion pour remercier le Secrétaire général et les autres orateurs qui ont présenté un exposé au Conseil aujourd'hui.

Le document de réflexion (S/2015/231, annexe) semble affirmer que les jeunes sont au centre du problème de l'extrémisme violent et que c'est en quelque sorte par le développement social et économique qu'il faut régler ce problème. Je tiens à dire, avec tout le respect dû, que notre façon de voir les choses est quelque peu différente. Nous nous félicitons donc d'avoir la possibilité de partager notre point de vue.

Premièrement, à notre avis, nous devons reconnaître que c'est l'absence d'autorité de l'État, ou une faible autorité de l'État, qui offre un terrain de choix aux activités des organisations extrémistes violentes. La présence de la pauvreté et du chômage est secondaire. De fait, ces conditions sont également le résultat de l'absence d'une forte autorité de l'État.

Deuxièmement, le fanatisme religieux est responsable de l'extrémisme violent. Les pourvoyeurs de haine et ceux qui qualifient d'autres personnes d'infidèles sont les coupables; les jeunes ne sont que de la chair à canon. Même si l'autonomisation et l'éducation des jeunes sont bel et bien utiles, il est plus évident qu'il faut contenir ceux qui se livrent à la politique de la haine. C'est la responsabilité de l'État et elle ne peut pas être exercée de manière sélective. Le terrorisme est une plaie. Il ne peut pas y avoir de bons terroristes et de mauvais terroristes. De la même manière, l'extrémisme et l'extrémisme violent sont toujours ignobles; il doit y avoir une tolérance zéro.

Il est de la responsabilité des États de veiller à ce que leurs systèmes éducatifs n'encouragent pas la haine et l'intolérance. Il est important que les systèmes d'enseignement traditionnels favorisent l'harmonie et la fraternité de tous les êtres humains. En Inde, nous voulons nous assurer que nos manuels scolaires rendent compte de notre riche héritage de diversité. Les traditions et la culture doivent être préservées dans un esprit de responsabilité et de tolérance. Il est également de la responsabilité des États de faire en sorte que les médias, y compris les médias sociaux, ne servent pas à inciter à la haine et à la propager. Comme cela a été dit plus tôt, les États qui ne prennent pas de telles responsabilités au sérieux le font à leurs risques et périls. Dans le monde

interdépendant d'aujourd'hui, ils le font également en mettant les autres en péril.

Enfin, une forme de gouvernement vraiment démocratique, ouvert et participatif contribue largement à prévenir les conditions qui aboutissent à l'extrémisme violent. Il est important qu'aucune catégorie de la société ne se sente exclue ou marginalisée. C'est sans doute le moyen le plus sûr de prévenir la radicalisation.

L'Inde est une seule nation, comptant de nombreuses confessions et des croyances diverses. C'est une nation dont l'unité est renforcée par son pluralisme. Nous sommes convaincus que, au bout du compte, les valeurs représentées par des sociétés ouvertes et tolérantes seront le meilleur rempart contre les forces de l'extrémisme violent.

Le Président (*parle en arabe*) : Je tiens à préciser qu'un grand nombre des points rappelés par le représentant de l'Inde sont mentionnés dans le document de réflexion (S/2015/231, annexe) que nous avons présenté et dans lequel nous appelons à deux approches : directive et partant de la base.

Je donne maintenant la parole l'Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Tété António.

M. António (*parle en anglais*) : Au nom de la Commission de l'Union africaine, je tiens à saluer en particulier la présence de S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II parmi nous aujourd'hui, qui témoigne de son engagement personnel et de celui de son pays concernant le phénomène mondial dangereux de l'extrémisme violent. Je souhaite également saluer en particulier la présence des ministres et autres hauts responsables au présent débat. Je tiens également à remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, ainsi que M. Peter Neumann et M. Scott Atran pour leurs exposés détaillés.

En Afrique, le terrorisme et l'extrémisme violent continuent de représenter la menace la plus grave à la paix et à la sécurité. Des groupes terroristes, tels Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest, Boko Haram, Les défenseurs des musulmans en Afrique noire – ou Ansarou – et les Chabab, affichent une capacité accrue de d'incorporer des jeunes dans leurs rangs.

Dans le rapport qu'elle a présenté à la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine tenue à Nairobi, au Kenya, le 2 septembre 2014, la Présidente de

la Commission de l'Union africaine a énoncé les facteurs ayant contribué à créer un terrain fertile pour l'aliénation et la radicalisation. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, des conditions généralisées de conflit et de pauvreté; la marginalisation; les violations des droits de l'homme; des conflits non réglés; la discrimination fondée sur des considérations ethniques, nationales et religieuses; et l'absence d'emplois et de possibilités pour la jeunesse. Ces facteurs, associés à l'exploitation croissante des technologies, tel Internet, ont permis aux terroristes de couvrir un champ très large.

C'est pourquoi, tandis que nous envisageons des solutions et des moyens pour lutter contre les menaces posées par les terroristes, il est tout aussi impératif de s'attaquer aux conditions qui contribuent à alimenter la radicalisation et l'extrémisme violent. Ce n'est qu'alors que nous pourrions protéger avec efficacité et de manière durable nos territoires et, surtout, nos jeunes contre le terrorisme et les phénomènes associés.

Pour l'Afrique, arracher ses jeunes de l'endoctrinement et de la radicalisation demeure une priorité étant donné que les jeunes représentent plus de 60 % de la population totale de l'Afrique ainsi qu'un énorme dividende démographique potentiel, comme l'a souligné le Secrétaire d'État angolais aux relations extérieures, M. Manuel Augusto.

Ces deux dernières décennies, les organes politiques pertinents de l'UA ont adopté un certain nombre d'instruments conçus pour faciliter et promouvoir une action coordonnée et efficace contre le terrorisme et l'extrémisme violent. La Convention d'Alger de 1999 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et son Protocole additionnel de 2004, ainsi que le Plan d'action de 2002 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, et la création du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme fournissent une base juridique et institutionnelle solide aux fins de renforcer la coopération entre États membres. Au plan opérationnel, des mesures ont été prises pour aider les États membres à mettre pleinement et effectivement en œuvre le cadre normatif de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme.

L'engagement de l'Union africaine s'est en outre manifesté par la tenue, à Nairobi le 2 septembre 2014, du Sommet extraordinaire du Conseil de paix et de sécurité consacré au terrorisme et à l'extrémisme violent. À ce sommet, le Conseil de paix et de sécurité a souligné qu'il importe de s'attaquer aux causes favorisant la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent. Il

a aussi souligné qu'il importe d'adopter des stratégies antiterroristes globales qui confèreraient l'autonomie aux organisations de la société civile, y compris les chefs religieux, les femmes et les groupes vulnérables, et qui porteraient non seulement sur la sécurité et l'application de la loi, mais aussi sur l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois et le développement. À la suite de ce sommet, la Commission de l'UA a organisé un forum à Addis-Abeba qui a réuni les groupements régionaux africains, les institutions concernées des Nations Unies et d'autres institutions internationales en vue de formuler un plan de mise en œuvre coordonnée.

Les activités de lutte contre le terrorisme qui ne reconnaissent pas et qui ne s'attaquent pas aux causes de l'extrémisme violent risquent d'être contreproductives. C'est consciente de cela que l'UA s'attèle activement, avec les États membres, à mettre au point des politiques et des programmes nationaux efficaces pour contrer la radicalisation, ôter toute légitimité aux discours terroristes destinés aux jeunes, rendre les jeunes plus résilients face l'extrémisme violent et renforcer leur confiance dans la capacité des gouvernements à répondre à leurs besoins. À cet égard, les initiatives que la Commission de l'UA a prises incluent les mesures suivantes.

Premièrement, l'élaboration et la mise en œuvre de programmes conçus pour contrer la radicalisation et l'extrémisme violent dans les prisons et les centres de détention afin de réintégrer les combattants désengagés et les aider à se réinsérer dans leurs communautés. Des initiatives à cet égard sont en cours en Somalie et seront élargies à d'autres pays à l'avenir.

Deuxièmement, la facilitation de discussions ouvertes entre les autorités de l'État et la société civile, notamment les autorités religieuses et les organisations féminines, en vue de permettre aux communautés de faire connaître leurs revendications et de contribuer activement aux efforts visant à contrer les idéologies extrémistes.

Troisièmement, l'engagement des médias dans la lutte contre les discours terroristes et la délégitimation des idéologies violentes. Le Réseau des journalistes africains pour la paix joue maintenant un important rôle dans les efforts de sensibilisation à cet égard.

Quatrièmement, la mise en place par la Commission de l'UA d'un cadre destiné aux victimes d'actes terroristes en guise de contribution à l'action mondiale visant à contrer le terrorisme et l'extrémisme

violent. À Alger au mois d'octobre, la Commission a organisé le premier symposium de l'UA consacré aux victimes d'actes terroristes, aspect très important de notre stratégie.

Cinquièmement, l'encouragement donné aux États membres à veiller à que leurs politiques de développement économique et leurs politiques et programmes d'atténuation de la pauvreté soient mis en œuvre de façon efficace. À titre de suivi du Sommet de Nairobi, la Commission de l'UA s'attèlera, en collaboration avec la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, à fournir l'appui nécessaire aux États membres.

Pour terminer, je voudrais vous remercier une fois encore, Monsieur le Président, de nous avoir donné l'occasion de partager avec les membres du Conseil notre point de vue sur cette importante question et de réaffirmer la détermination de l'UA à assumer sa part de responsabilité dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans toutes leurs formes et manifestations.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Okamura (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord rendre hommage à S.A.R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II pour son initiative d'organiser le présent débat public. Placer l'accent sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix est opportun et important. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de son exposé.

Lorsque les jeunes bougent, la société change. Leur énergie est la force motrice qui fait avancer le monde. Cette énergie peut promouvoir la paix, la liberté et la démocratie. Regardez ce qui s'est passé en Tunisie. Ce sont les jeunes qui ont renversé le régime, lançant un mouvement qui a complètement changé la face du Moyen-Orient. Mais, dans le même temps, l'énergie de la jeunesse peut aussi mener le monde à la guerre et au conflit. Les jeunes peuvent être exploités par des puissances politiques et peuvent même soutenir ceux qui veulent perturber la société.

Il y a environ quatre ans, la Côte d'Ivoire était en pleine crise après l'élection présidentielle de 2010, et je m'y trouvais en tant qu'Ambassadeur du Japon. Un homme nommé Charles Blé Goudé encourageait les jeunes à soutenir Laurent Gbagbo, le Président d'alors.

Il a manipulé différents groupes de jeunes, dont les manifestations ont suscité la peur parmi la population. Ils ont exigé le retrait de la présence des Nations Unies et même attaqué le personnel et les véhicules de l'ONU. Dans un tel contexte, il est clair que nous devons faire tout notre possible pour canaliser l'énergie porteuse de transformation et potentiellement explosive des jeunes vers la paix, la liberté et la démocratie plutôt que vers la guerre et le conflit. Cette leçon est encore plus vraie aujourd'hui, quand nous voyons de si nombreux jeunes enrôlés par les groupes terroristes radicaux comme l'État islamique d'Iraq et du Levant. Nous ne devons pas perdre de vue les frustrations et la colère des jeunes, dues aux difficultés économiques et à la répression sociale. Nous devons mettre leur énergie et leur passion au service d'actions constructives, et non d'actions destructrices.

De ce point de vue, le Japon considère que la position des jeunes dans les domaines économique et social est directement liée à la question de la paix et de la stabilité. Nous nous sommes assidûment employés à donner aux jeunes les moyens de participer au développement, à la croissance économique et à la promotion des activités commerciales. Un bon exemple de cette approche est l'action que nous menons par le biais du processus de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), dans le cadre de laquelle nous appuyons le renforcement des capacités des jeunes Africains – et que j'ai supervisée en tant que Directeur général des affaires africaines au Ministère des affaires étrangères.

La toute dernière conférence TICAD, TICAD V, qui a eu lieu en 2013, a vu le lancement de plusieurs projets en faveur des jeunes dans ce domaine, entre autres l'African Business Education Initiative for Youth, qui vise à inviter un millier de jeunes participants africains à passer cinq ans au Japon pour les aider à améliorer leurs compétences et leurs connaissances dans différents domaines. L'objectif est de contribuer au développement de l'industrie à travers toute l'Afrique. Nous avons déjà accueilli au Japon 155 participants venus d'Afrique. Ils sont tous appelés à être de brillants dirigeants d'entreprise et à renforcer plus encore l'étroite relation qui existe entre le Japon et l'Afrique.

Un autre projet lancé à l'occasion de la TICAD V a été la création dans 10 endroits de centres de mise en valeur des ressources humaines pour les entreprises et l'industrie desservant 25 pays d'Afrique. Ces centres,

de même que d'autres programmes d'appui, visent à renforcer les capacités de quelque 30 000 jeunes.

En ce qui concerne la question de l'extrémisme violent, je partage l'inquiétude que suscite le nombre croissant de victimes de l'extrémisme violent aux quatre coins du monde. Le Japon ne fait pas exception à la règle. Au début de cette année, deux citoyens japonais ont été assassinés en Syrie. Immédiatement après, le Japon a annoncé une politique d'assistance pour créer des sociétés résistantes à la radicalisation. Pour l'essentiel, nous espérons mettre en pratique le proverbe arabe selon lequel « le juste milieu est en tout la meilleure chose ». Dans le cadre de cette politique, le Japon réalise divers projets, mettant des jeunes en contact avec des possibilités d'emploi, remédiant aux inégalités et soutenant les échanges éducatifs et les échanges entre les peuples.

À l'occasion de sa visite en Afrique en janvier dernier, le Premier Ministre Shinto Abe a déclaré : « Si nous pouvons montrer aux jeunes un avenir radieux, nul doute que l'avenir de l'Afrique sera lui aussi radieux ». Ici, on pourrait remplacer le mot « Afrique » par « monde ». Nous nous devons de montrer à tous les jeunes un avenir radieux afin de rendre l'avenir du monde radieux.

Le Japon est déterminé à continuer de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires au sein de la communauté internationale en vue de créer des sociétés stables et énergiques dans le monde entier et de donner de l'espoir aux jeunes.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Colombie.

M^{me} Mejía Vélez (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'emblée, Monsieur le Président, remercier Son Altesse Royale, ainsi que votre pays, d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui. Cette question est particulièrement pertinente dans le contexte actuel et montre très clairement le lien étroit qui existe entre les nouveaux défis à la paix et à la sécurité internationales et l'un des groupes sans doute les plus vulnérables de la population, et aussi celui qui présente le plus grand potentiel pour l'avenir de l'humanité, c'est-à-dire les jeunes.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général pour la déclaration qu'il a faite ce matin et qui comporte aussi des directives précises sur ce terrible problème. Je tiens à réitérer ici à quel point le terrorisme représente une menace et à dire clairement qu'il n'y

a aucune excuse, situation ou condition qui saurait justifier les actes de terrorisme.

Dans le même temps, je tiens à souligner, comme tous les membres du Conseil de sécurité l'ont déjà fait à de nombreuses occasions, que les mesures adoptées pour lutter contre ce fléau doivent être appliquées dans le plein respect de l'état de droit et mis en œuvre dans le strict respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

L'extrémisme violent et la radicalisation constituent aujourd'hui l'une des menaces les plus pressantes qui pèsent sur la paix, la stabilité et le développement, ainsi qu'il est indiqué dans l'excellent document de réflexion (S/2015/231, annexe) qui a été distribué par la Jordanie, parce que c'est cette génération de jeunes, la plus nombreuse de l'histoire, qui est visée par la stratégie des organisations terroristes, lesquelles tirent avantage des besoins et du mécontentement des jeunes pour étendre leurs réseaux de violence et poursuivre leurs activités criminelles.

La Colombie réaffirme sa volonté de coopérer avec la communauté internationale pour élaborer des stratégies visant à empêcher que les jeunes ne participent à des activités violentes de quelque nature que ce soit et pour mettre en œuvre des initiatives destinées à promouvoir leur autonomisation, leur éducation et leur participation. Il est essentiel que nous prenions des mesures équilibrées permettant de combattre tous les aspects du phénomène complexe qu'est l'extrémisme violent.

Cependant, il importe également de reconnaître que ni la pauvreté ni le sous-développement ne sont la cause en soi de ces phénomènes, comme certains l'ont dit. Comme l'histoire nous l'a enseigné, le terrorisme et l'extrémisme touchent des sociétés très diverses, dont les niveaux de développement et les conditions d'inclusion sociale diffèrent. C'est pourquoi il n'est pas seulement contre-productif mais aussi mensonger d'affirmer que le problème du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent parmi les jeunes ne touche que des sociétés sous-développées.

Nous devons donc promouvoir toutes les valeurs que sont la solidarité, le respect, la tolérance, l'acceptation de la diversité et le respect de l'état de droit, parce qu'une société ouverte et sans exclusion, à même de répondre aux aspirations de la jeunesse, est indispensable non seulement pour s'attaquer aux conditions qui favorisent la radicalisation et

l'extrémisme violent, mais également pour réaliser nos aspirations en tant que sociétés démocratiques.

Intégrer les jeunes sur le marché du travail est sans aucun doute l'un des éléments essentiels au plein épanouissement de leurs aspirations. Selon l'Organisation internationale du Travail, en 2013, le nombre de jeunes sans emploi est monté en flèche à 73 millions de personnes. Nous ne pouvons pas continuer d'avancer dans la recherche de mécanismes de prévention sans tenir compte de cette réalité. Nous ne pouvons pas non plus perdre de vue le fait que l'éducation et l'emploi sont des droits de l'homme et que la nécessité de combler l'écart entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement doit être une priorité si nous voulons autonomiser les jeunes, améliorer leurs conditions de vie et, par là même, les affranchir des conséquences négatives de l'extrémisme violent.

Les nouvelles technologies présentent un potentiel dont les effets négatifs doivent être corrigés d'urgence. Les partisans de la violence ont su trouver des moyens novateurs pour se rapprocher des jeunes et les exploiter, et, en tant que communauté internationale, nous avons été à la traîne pour ce qui est de trouver une réponse appropriée à ce phénomène. À l'heure où nous recherchons des stratégies en vue de régler ce problème, il est essentiel que les actions menées pour faire face à ce fléau soient mises en œuvre dans le plein respect de la liberté d'expression, de religion et d'association et du droit de toute personne à la protection de la vie privée. La censure n'est pas non plus la réponse. Les jeunes eux-mêmes doivent faire leur discours sur la démocratie et la diversité, et ils doivent être critiques face à la manipulation de ceux qui prônent la violence.

En Colombie, nous ne connaissons malheureusement que trop bien les effets que la violence et le terrorisme peuvent avoir sur la vie des jeunes qui, jour après jour, s'efforcent de forger l'avenir de notre pays. C'est pourquoi nous sommes convaincus de la nécessité d'accorder la plus haute priorité à la mise en place de conditions de vie, qui permettent aux générations futures de bâtir des sociétés justes et de vivre ensemble dans la paix et la liberté.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. Vrailas (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de présenter les excuses de l'Ambassadeur

Mayr-Harting, qui regrette de ne pas pouvoir intervenir lui-même.

Je prends la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association, et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Nous remercions la présidence jordanienne du Conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat de haut niveau sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Il nous offre l'occasion de poursuivre le débat et de consolider les récents engagements que nous avons pris lors du Sommet sur la lutte contre l'extrémisme violent, convoqué par le Président Obama au mois de février.

La lutte contre l'extrémisme violent sera de longue haleine. Alors que nous nous concentrons sur les menaces immédiates, nous devons également mener une réflexion stratégique sur notre avenir. Les jeunes générations sont la clef de notre succès. Les groupes terroristes et les extrémistes tirent parti des progrès de la technologie pour trouver de nouveaux moyens d'approcher les jeunes marginalisés et de tirer profit des sites de réseaux sociaux, de jeux vidéo en ligne et des forums de discussions en ligne consacrés aux idéologies radicales. Ils diffusent leur propagande plus largement, plus rapidement et plus efficacement, et les jeunes sont leur cible privilégiée sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi il est important que nous agissions ensemble de manière concertée, tout en défendant nos valeurs fondamentales.

L'Union européenne et ses États membres s'affairent très activement à combattre l'extrémisme violent et ont fait en sorte que les initiatives de lutte contre la radicalisation soient l'un des principaux domaines sur lesquels concentrer nos efforts. Un accent particulier a été mis sur la prévention, et la vision de l'Union européenne est incarnée par la Stratégie de l'Union européenne visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre la bataille dont l'enjeu est notre jeunesse. C'est pourquoi l'éducation est si cruciale. N'oublions pas les paroles de la très courageuse jeune lauréate du prix Nobel de la paix, Malala Yousafzai :

« Les extrémistes ont peur des livres et des stylos. Le pouvoir de l'éducation les effraie ».

En Europe, nous pensons que l'éducation publique est un outil puissant pour promouvoir l'ouverture d'esprit et la tolérance auprès des jeunes. Nous agissons également avec les communautés locales, la société civile et le secteur privé pour encourager leur résilience et prévenir la formation de réseaux d'éducation parallèle, où les idéologies extrémistes pourraient prospérer. À l'initiative du Gouvernement français et de l'Union européenne, les Ministres de l'éducation de l'Union se sont réunis à Paris le 17 mars pour débattre de nouvelles mesures de lutte contre la radicalisation des esprits dans l'Union européenne.

Dans les pays partenaires, l'Union européenne appuie également des initiatives visant à identifier les facteurs qui motivent l'extrémisme de la jeunesse, à autonomiser les femmes, à promouvoir la police de proximité, à renforcer le pouvoir d'action des acteurs locaux et à améliorer la capacité des médias et de l'éducation à lutter contre les idéologies radicales. Nous devons veiller non seulement à ce que les jeunes tirent profit de l'éducation, mais à ce qu'ils puissent trouver leur place au sein de leurs propres sociétés, et que cette place soit appropriée. Dans ce contexte, nous nous attachons également à éliminer les facteurs sous-jacents de la radicalisation en appuyant les initiatives relatives à la jeunesse, à l'éducation, à la formation professionnelle, à l'emploi, à la société civile, à la réforme du secteur de la sécurité et au rôle des femmes. Tout cela s'inscrit en droite ligne du lien établi par l'Union européenne entre la sécurité et le développement, tel qu'il est d'ailleurs souligné dans le document de réflexion (S/2015/231, annexe) distribué par la présidence. De fait, il ne peut y avoir de sécurité si les conditions de développement ne sont pas réunies et, à cet égard, soutenir les programmes qui ouvrent des possibilités pour les jeunes est un bon moyen de lutter efficacement contre l'extrémisme. Comme cela a déjà été annoncé au Sommet de la Maison Blanche consacré à la lutte contre l'extrémisme violent, en février, nous allons bientôt lancer des programmes supplémentaires visant à associer éducation et lutte contre l'extrémisme violent, à prendre en charge les aspects socioéconomiques des conflits et à les intégrer dans le programme de développement pour l'après-2015.

Nous encourageons donc les États à faire participer les membres des populations locales et des organisations non gouvernementales concernées à l'élaboration de stratégies de lutte contre le discours

extrémiste violent qui peut inciter les jeunes à commettre des actes terroristes, et à faire changer les conditions propices à la propagation de l'extrémisme violent. Parmi ces stratégies figurent l'autonomisation des jeunes et des femmes, ainsi que des chefs religieux et culturels et des responsables de l'éducation et de tous les membres des groupes de la société civile concernés, l'adoption de stratégies personnalisées visant à lutter contre l'embrigadement dans cette forme d'extrémisme violent et la promotion de l'inclusion et de la cohésion sociales.

De plus, nous plaidons sans cesse auprès des entités des Nations Unies pour qu'elles se consacrent à la prévention du terrorisme de manière plus coordonnée. L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ont un rôle crucial à jouer dans l'élaboration d'analyses et de programmes qui mettent la jeunesse à contribution et qui s'adressent à la jeunesse dans l'optique d'une prévention efficace de l'extrémisme violent. Le Forum mondial de lutte contre le terrorisme est également une plateforme idoine pour développer plus avant ces efforts. Nous saluons l'étroite coopération qui existe entre le Forum et l'ONU, et nous recommandons de la resserrer davantage. Dans leurs domaines de compétences respectifs, les organisations régionales ont elles aussi un rôle de premier plan à jouer, notamment s'agissant de l'application effective des initiatives émanant de l'ONU.

L'Union européenne continuera donc d'être très active et de coopérer avec tous les pays dans la lutte contre l'extrémisme violent. L'ONU est une instance clef pour ces efforts, et nous attendons avec intérêt de poursuivre nos débats constructifs au cours de la semaine ministérielle de l'Assemblée générale, en septembre.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Au moment même où nous sommes réunis ici, des centaines de jeunes quittent leurs familles en cachette, passant par certaines frontières ouvertes, où tout ce dont ils ont besoin pour rallier les réseaux terroristes est à leur disposition, puisque cela leur est fourni par des services de renseignement spécialisés. Souvent, ils ne sont pas en mesure de se libérer de ces réseaux lorsqu'ils se « réveillent » – ce qui, s'il survient jamais, est toujours trop tardif. Nos responsabilités en tant que personnalités politiques, juristes, experts, mères

et pères, exigent que nous consentions tous les efforts nécessaires pour éliminer les raisons sous-jacentes qui poussent les jeunes à adhérer aux organisations terroristes. Ce phénomène n'est pas nouveau dans nos sociétés. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'attrait inédit qui semblent émaner des organisations terroristes telles que Daech, le Front el-Nosra, le Mouvement des Chabab, Boko Haram et autres. Elles se servent d'instruments et d'outils de tromperie, en particulier les réseaux sociaux, fournissent des fonds pour galvaniser les jeunes chômeurs et incitent les jeunes à la haine au moyen de fatwas religieuses.

Il est affirmé dans des rapports que la majorité des combattants terroristes étrangers qui rallient des organisations terroristes – et qui, selon les estimations, se comptent en dizaines de milliers –, ont entre 15 et 35 ans. Les nouvelles technologies nous ont permis de compatir devant les souffrances des nombreuses familles qui ont perdu des êtres chers. Les jeunes qu'elles pleurent ont décidé, dans un accès d'impulsivité, de rejoindre des organisations qui les ont convaincus qu'ils allaient s'acquitter d'un devoir sacré, agir en héros, ou poser un acte moral d'une portée nouvelle. Certaines organisations proposent même de l'argent facile.

Lutter contre ce phénomène signifie que nous devons également nous attaquer à ses motifs sous-jacents. À cet égard, ma délégation tient à affirmer que l'ingérence flagrante de certains États dans les affaires intérieures d'autres États – sous des prétextes tels que la diffusion de la démocratie et de la liberté, la protection des civils, ou le djihad – ne fait que prolonger les conflits et nous empêche de les régler pacifiquement. Ces prétextes servent à justifier leur ingérence, directe ou indirecte, dans les affaires d'autres États Membres. Ils comptent d'ailleurs parmi les principaux vecteurs de la radicalisation, de la haine, de la violence et de l'extrémisme. Il en va de même de certains régimes qui répandent un discours de haine et de radicalisation, ou qui se servent de programmes scolaires qui n'ont rien à voir avec la véritable religion ou les principes humanitaires, et qui incitent à la barbarie, à la violence et au terrorisme. Cela ne signifie pas que nous ne devons tenir aucun compte des autres facteurs importants qui motivent l'extrémisme violent, parmi lesquels figurent, sans s'y limiter, la discrimination fondée sur la religion, la citoyenneté ou la nationalité, l'origine ethnique, la couleur de la peau ou le sexe, ou d'autres facteurs qui motivent un châtement collectif à l'encontre de

populations qui n'ont pas choisi leur lieu de naissance, pas plus que leur religion ou la couleur de leur peau.

Malheureusement, diverses campagnes impétueuses ont cherché à répandre des stéréotypes sur les disciples d'une certaine religion et à les faire passer pour des terroristes. Ces campagnes ont été marquées par divers actes de discrimination, de marginalisation et d'oppression, ainsi que par des mesures répressives pour motifs sécuritaires dans des États qui prétendent défendre les valeurs de l'humanité, de la citoyenneté et des droits de l'homme. Plus déplorable encore, certains pays islamiques profanent toutes les facettes de la culture arabe ou musulmane.

L'on nous demande d'œuvrer avec diligence et efficacité pour protéger les jeunes, hommes et femmes, contre les campagnes qui se déroulent sur les réseaux sociaux et sur les chaînes de télévision. Il s'agit de campagnes visant à les inciter à quitter leur famille et leurs terres, à adhérer aux idéologies fondamentalistes takfiries et wahhabites et à rejoindre des organisations terroristes à l'étranger, où ils commettent des assassinats et des actes de sabotage, jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes tués au combat ou dans des attentats-suicides. En outre, lorsqu'ils retournent dans leur propre pays, ils doivent mettre en place des cellules chargées de mener des attaques. Nous savons quelles parties les aident et les financent ou facilitent leurs voyages. Ces parties se disent modérées, et pourtant elles entraînent et arment des jeunes pour qu'ils aillent se battre en Afghanistan, en Somalie, en Tchétchénie, en Iraq, en Syrie, en Libye, en Tunisie, en Égypte, au Liban, au Nigéria, au Kenya et ailleurs. En l'occurrence, les auteurs ne sont pas inconnus. Ce sont les gouvernements de certains États bien connus, dont certains, malheureusement, sont représentés au Conseil.

Nous ne devons pas laisser aux jeunes le désespoir comme seule option tandis qu'ils essaient de choisir entre être victimes des commanditaires d'actes de terrorisme ou se noyer en Méditerranée, en route vers un paradis imaginaire. Il s'agit là d'une lacune majeure des politiques internationales, dont les jeunes paient le prix fort. Dans notre pays, des millions de jeunes hommes et de jeunes femmes sont en danger – exposés aux médias sociaux et autres plateformes en ligne – de devenir les instruments du terrorisme. Pourquoi ne pas faire d'eux les agents de la lutte contre le terrorisme et des soldats de la tolérance? N'avons-nous pas les moyens nécessaires de le faire?

En fait, nous disposons déjà des instruments idoines, notamment les résolutions du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale sur l'Alliance des civilisations et la culture de la paix, qui visent à lutter contre la discrimination, l'intolérance et l'incitation au terrorisme. Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'une ferme détermination à lutter contre le terrorisme et à tenir les auteurs responsables de leurs actes si l'on veut préserver l'humanité de ce fléau et maintenir la paix et sécurité internationales, intitulé de notre présente séance.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Hongrie.

M^{me} Bogyay (Hongrie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole ici aujourd'hui, non seulement en tant que Représentante permanente de la Hongrie, mais également en tant que mère d'un jeune homme. Je suis convaincue que nous devons apprendre à nos enfants le concept et la compréhension de la diversité. Nous devons leur apprendre à célébrer la diversité. Plutôt que de la voir comme un fardeau, ils devraient y voir une source d'inspiration. Si nous y réussissons, nos enfants pourront se sentir plus en sécurité dans leur propre corps.

Au lieu de cela, que se passe-t-il? Je commencerai par la question pressante de l'identité, le fait de ne pas la perdre, ou de ne pas la trouver et de la chercher. Je passerai ensuite à l'aspiration humaine fondamentale, à savoir l'appartenance à un lieu et à une communauté, ainsi que le besoin de reconnaissance et le désir de faire parler de soi, en bien ou en mal. Tout ceci se passe en une période d'incertitude, dans un monde et un ordre chaotiques.

La culture est le fondement sur lequel l'identité des peuples croît et parvient à maturité. Je suis profondément convaincue qu'un grand nombre des problèmes d'aujourd'hui trouvent leur origine dans une crise d'identité, devenue aujourd'hui une question mondiale. La mobilité croissante des jeunes et des idées au travers des frontières, les révolutions de l'information et de la communication et la mondialisation de l'économie ont élargi les identités, les ont délocalisées et démultipliées. Face à la transformation rapide de la culture et des structures sociales, la peur de l'inconnu et le manque de compréhension des différents points de vue offrent souvent un terrain fertile au racisme, à la xénophobie et à l'intolérance, aux violations des droits

de l'homme et, bien sûr, à des conflits ouverts. Il n'est possible de pleinement comprendre sa propre culture qu'après avoir appris à comprendre et respecter la diversité des cultures et à célébrer la richesse de notre patrimoine culturel commun. En d'autres termes, nous devons apprendre les uns des autres.

C'est pourquoi je tiens à aborder la question de la force de la connaissance. Les idéaux et les valeurs tels que la compassion, l'hospitalité, la fraternité et la solidarité sont dans une large mesure appris par le biais de l'éducation et de l'expérience de la vie. La transformation pacifique commence en soi et implique la connaissance de soi-même et d'autrui. Les transformations commencent à partir d'un individu. Une avalanche d'une force incroyable commence par les mouvements de flocons de neige au sommet de la montagne. Les idées fortes sont le produit de l'esprit d'individus et se propagent à la vitesse époustouflante des technologies modernes de l'information pour transformer les sociétés de la manière la plus fondamentale.

Je tiens à remercier la Jordanie et le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II d'avoir pris l'initiative d'organiser le présent débat public sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent. La Hongrie, bien entendu, s'associe pleinement à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne.

Nous sommes tout à fait d'accord que, pour parer efficacement à la menace que constitue la radicalisation, il faut s'attaquer aux causes socioéconomiques profondes qui laissent souvent les jeunes marginalisés et vulnérables à de violents extrémistes. Le taux de chômage élevé des jeunes, l'analphabétisme et la faiblesse des liens familiaux sont autant de facteurs qui contribuent à créer un terrain fertile à la radicalisation. Nous sommes également d'avis que l'éducation doit être accessible à chaque enfant et être axée sur l'apprentissage du respect des parents et de son identité culturelle, sa langue et ses valeurs, et qu'elle doit préparer l'enfant à une vie responsable dans une société libre.

Je suis convaincue que les familles solides et harmonieuses favorisent le développement d'une identité forte et de valeurs culturelles qui rendront les enfants et les jeunes plus forts face à l'extrémisme. Dans le même ordre d'idées, la promotion du sport, de l'art et des activités culturelles à l'intention des jeunes est également importante pour l'épanouissement de jeunes adultes responsables et respectueux des différences culturelles. Nous pensons que les gouvernements doivent également faciliter la participation des jeunes

à la vie et aux débats publics. Je ne puis exprimer avec assez de force la responsabilité et le rôle des médias dans la création de rêves et d'exemples, négatifs ou positifs. Les jeunes ne sont pas seulement les cibles de groupes extrémistes violents; ils peuvent aussi avoir un rôle à jouer en se servant des médias, par exemple en devenant journaliste pour lutter contre ces idéologies et promouvoir la tolérance, la diversité et le respect de l'autre.

Je voudrais, pour terminer, rappeler qu'il importe que les terroristes rendent compte de leurs actes afin que les victimes obtiennent justice et – à long terme – que les sociétés traumatisées puissent guérir.

Ces derniers mois, nous avons beaucoup entendu parler des crimes barbares commis par des organisations terroristes. Nous débattons aujourd'hui du rôle important des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent, mais nous ne devons pas oublier les jeunes victimes qui méritent que justice soit rendue. La Hongrie estime qu'il n'y a pas de paix et de réconciliation sans application du principe de responsabilité. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour trouver une solution qui honore également les victimes.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Buffin (Belgique) : La Belgique tient à remercier la présidence jordanienne du Conseil de l'organisation de ce débat sur un enjeu majeur de ce début du XXI^e siècle. Ma déclaration vient en complément de celle faite par l'Union européenne, que la Belgique appuie bien entendu.

Nous ne pouvons nier que ces dernières années, nous avons connu une augmentation inquiétante de la radicalisation et de l'extrémisme violent, impliquant notamment de nombreux jeunes issus du monde entier. Si le Moyen-Orient est la région qui, actuellement, souffre sans doute le plus de cette évolution, de nombreuses autres régions du monde sont également affectées à différents degrés. L'Europe n'y fait pas exception. La Belgique non plus. Mon pays a été directement touché lors de l'attaque mortelle le 24 mai 2014, il y a près d'un an, contre le Musée juif de Bruxelles, vraisemblablement perpétrée par un jeune combattant de retour du Moyen-Orient.

Si nous devons bien entendu assurer la sécurité de nos citoyens contre les risques posés par ce phénomène, nous devons aussi nous interroger sur les causes et les remèdes à y apporter et veiller à ce que ces derniers

soient en accord avec les valeurs que nous défendons. Pourquoi certains jeunes choisissent-ils de tuer des innocents plutôt que d'aller à l'école et se donner les outils pour devenir des adultes responsables et utiles à la société, à la collectivité à laquelle ils appartiennent? Si les éléments d'analyse des causes du phénomène sont assez largement connus, les remèdes, complexes et multiples, doivent encore être affinés et mettront du temps à produire leurs effets. À cet égard, je souhaiterais mettre en exergue trois pistes d'action qui me paraissent cruciales dans la lutte contre ce phénomène.

Il s'agit, dans un premier temps, de la nécessaire déclinaison et articulation des actions entre les différents niveaux de pouvoir, du mondial au plus local, en veillant à tenir compte de la plus-value et des compétences de chacun de ces niveaux. Si nous devons bien entendu définir les grandes lignes de ces politiques et nous en donner les moyens aux niveaux international, régional et national, leur application concrète se fera surtout dans les villes et dans les quartiers. Il est illusoire de penser que nous pourrions toucher les jeunes concernés, souvent en décrochage éducatif et social, sans aller vers eux, là où ils habitent, là où ils vivent leurs frustrations et leurs échecs qui sont le terreau de leur radicalisation potentielle. Cela demande des moyens, humains et financiers, ainsi qu'une réelle volonté politique. L'école, les animateurs de quartier, les services sociaux, les familles – où du reste les femmes jouent souvent un rôle majeur –, les représentants religieux locaux et les associations issues de la société civile seront notamment nos meilleurs alliés. Nous devons renforcer leur capacité à agir, notamment en les formant à produire et à transmettre des contre-discours qui puissent être réellement entendus. In fine, ces politiques doivent avoir pour résultat que ce sont les jeunes qui deviennent les principaux vecteurs de solutions en défendant eux-mêmes les valeurs de tolérance et de respect de l'autre.

La deuxième piste d'action passe par la nécessité de proposer un avenir à nos jeunes. L'insertion socioprofessionnelle, notamment des plus défavorisés, doit être une priorité de tous nos gouvernements. Selon l'Organisation internationale du Travail, quelque 73 millions de jeunes dans le monde sont actuellement sans emploi. L'absence d'emploi, et donc de revenu, les empêche de se projeter dans le futur et de se construire décemment une vie adulte. Cette absence de perspectives en fait des proies faciles pour tous les extrémismes. Cet enjeu devrait être central dans les négociations du programme de développement pour l'après-2015.

Enfin, troisième piste, nous avons besoin de mieux comprendre comment fonctionnent les canaux de communication de l'extrémisme violent. Les médias sociaux et Internet servent incontestablement de vecteur de radicalisation. Comme cela a été souligné en février dernier, lors du sommet de Washington consacré aux moyens de contrer l'extrémisme violent, il est nécessaire de renforcer la coopération entre les acteurs de tous les secteurs clés, tout en respectant le principe fondamental de la liberté d'expression. Si Internet est un point d'accroche puissant, il ne suffit toutefois pas pour radicaliser durablement les jeunes. Le contact de ces jeunes avec des cellules locales extrémistes et des filières djihadistes est la seconde étape qui les inscrit durablement dans ces mouvances destructrices. Nous devons lutter contre elles avec force et détermination.

Je voudrais finir mon intervention en mettant en lumière ce que la Belgique a mis ou compte mettre en oeuvre pour lutter contre l'extrémisme violent. Ces actions pourront servir d'expérience dans la cadre du nécessaire exercice d'échange de bonnes pratiques entre tous les acteurs concernés. Les autorités belges fédérales ont adopté un programme de prévention de la radicalisation violente, notamment pour mieux identifier les processus de radicalisation via des projets de recherche et intégrer cette information dans les nouvelles initiatives qui ont été ou seront encore développées en matière de prévention. Un projet pilote a été lancé en 2014 dans une dizaine de villes particulièrement concernées par le phénomène, afin de fournir un meilleur soutien aux autorités locales pour leur permettre de faire face et de lutter contre la radicalisation violente. En ce qui concerne le milieu carcéral, le Ministre de la justice vient de lancer un plan d'action contre la radicalisation, qui a pour ambition, d'une part, d'éviter que les détenus se radicalisent durant leur séjour en prison et, d'autre part, de développer un encadrement spécialisé pour les personnes radicalisées pendant leur détention.

D'autres niveaux de pouvoir en Belgique ont lancé également leurs propres projets. Toutes ces initiatives portent une attention particulière à la formation des intervenants de première ligne, notamment les enseignants, les éducateurs et les intervenants sociaux. Des outils ont également été développés afin de former les jeunes eux-mêmes, ainsi que leurs parents, notamment en vue d'ancrer davantage les valeurs morales et civiques de nos sociétés dans l'éducation. Ceci, afin de mieux armer les jeunes contre les dangers de l'endoctrinement idéologique.

À la demande des États membres de l'Union européenne et en coopération avec le Royaume-Uni, la Belgique a pris la tête du programme « Syria Strategic Communications Advisory Team » (Équipe de conseil en communication stratégique sur la Syrie), qui a pour objectif de développer une stratégie médiatique pour contrer les messages de haine des prêcheurs djihadistes.

Enfin, je souhaite également rappeler que la Belgique, dans le cadre de sa présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, organisera, le 8 mai prochain, une conférence sur le thème « La tolérance est plus forte que la haine », montrant combien la diversité de nos sociétés est un atout, plutôt qu'un risque. Elle a pour ambition de définir des recommandations concrètes, prêtant une attention particulière à trois secteurs qui peuvent jouer un rôle important pour favoriser le « vivre ensemble » : l'éducation formelle et informelle, les médias et le monde du travail et des relations sociales. À la réunion ministérielle du 19 mai par laquelle la Présidence belge du Comité des ministres du Conseil de l'Europe prendra fin, les États membres adopteront un nouveau protocole additionnel à la Convention pour la prévention du terrorisme, axé sur la lutte contre le phénomène des combattants étrangers. Un plan d'action contre la radicalisation et l'extrémisme pouvant conduire au terrorisme sera également adopté à cette occasion.

En nous fondant sur des initiatives antérieures, notamment le sommet de Washington organisé par le Président Obama en février dernier, nous encourageons les États membres à renforcer leur coopération pour répondre au phénomène des combattants étrangers, assurer la sécurité de nos citoyens, traiter les causes profondes permettant au terrorisme de se nourrir et faire face au recrutement. À cet égard, nous nous réjouissons de la réunion de haut niveau prévue pour septembre prochain, qui nous donnera l'occasion de faire le point de la mise en oeuvre du programme d'action contre l'extrémisme développé au cours du récent sommet de Washington que j'ai mentionné.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

M^{me} Bird (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la contribution de la Jordanie dans ce domaine extrêmement important, laquelle remonte au message d'Amman et à la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle.

Au même titre que d'autres États Membres, l'Australie est confrontée au problème du nombre sans précédent de jeunes qui partent combattre dans les rangs de Daech, d'Al-Qaïda, des Chabab et d'autres groupes terroristes. Il n'y a pas une communauté ou un groupe social qui soit à l'abri du recrutement par les terroristes. Un des adolescents interpellés le mois dernier par la police à l'aéroport de Sydney alors qu'il s'apprêtait à rejoindre un groupe terroriste appartenait à une famille aisée, avait de très bons résultats scolaires et était membre des équipes de débat et de football.

L'Australie durcit ses lois et mobilise des ressources importantes pour prévenir le recrutement par des terroristes. La Ministre des affaires étrangères a annulé plus de 100 passeports pour empêcher leurs détenteurs de voyager. Des unités de lutte contre le terrorisme déployées dans nos aéroports ont intercepté des adolescents, dont certains avaient à peine 16 ans, qui tentaient de rejoindre Daech. Toutefois, les mesures de renforcement de la sécurité et de répression ne sont pas une solution en soi. Il faut prendre des mesures supplémentaires dans le cadre d'une stratégie multidimensionnelle. Comme l'ont dit d'autres orateurs aujourd'hui, nous devons notamment nous demander si nous consacrons une attention suffisante aux causes profondes de l'extrémisme violent et si nous promouvons la paix et la cohésion au sein de nos sociétés. Les jeunes doivent être placés au centre de nos stratégies de lutte contre le terrorisme et d'appui à la paix. Ils peuvent être davantage exposés aux influences extérieures et sont souvent en quête d'un but et d'un sentiment d'appartenance. Certains n'ont pas forcément la capacité de rejeter ou de contester les idées radicales ou extrémistes. C'est pourquoi les jeunes sont souvent la première cible des groupes terroristes.

Prenons l'exemple de l'Australien de 18 ans soupçonné d'avoir tué 17 personnes dans un attentat-suicide à Ramadi le mois dernier. Il est décrit comme un garçon timide et influençable, qui était athée quand il grandissait à Melbourne. Aujourd'hui, nous avons entendu d'autres histoires tout aussi tragiques. Un des principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la lutte contre l'extrémisme et les idées radicales est l'exposition des jeunes à la propagande en ligne. Toutefois, le simple fait de supprimer ce contenu d'Internet est à la fois impossible et inefficace. Nous devons également faire participer les jeunes à la recherche de solutions. Les jeunes sont les mieux placés pour délivrer des messages positifs afin de contester les vues extrémistes. C'est pourquoi en Australie,

par exemple, nous donnons aux jeunes les moyens de participer à des débats constructifs par le biais d'un magazine en ligne, *The Point*, qui est écrit par de jeunes Australiens et s'adresse aux jeunes Australiens.

Malgré la menace en ligne, dans la plupart des cas, les jeunes sont recrutés par des réseaux locaux. Il faut donc également mobiliser l'attention au niveau communautaire. Des communautés solides sont souvent bien placées pour intervenir contre les tentatives de radicalisation et créer un sentiment d'intégration. L'assistance dans ce domaine pourrait notamment consister à donner aux jeunes et aux organisations non gouvernementales les moyens de diriger des programmes de formation de dirigeants et de mentorat, ainsi que de défendre la participation des jeunes dans les domaines artistique et sportif pour renforcer l'égalité et l'ouverture.

Nous devons continuer de partager les approches les plus efficaces, en particulier celles qui ciblent et font participer les jeunes. Les bonnes pratiques du Forum mondial de lutte contre le terrorisme sont une source d'inspiration utile pour tous les États Membres. Le Conseil de sécurité et tous les États doivent continuer de recourir activement aux sanctions de l'ONU contre les individus qui recrutent des jeunes à des fins terroristes.

Il ne suffit pas d'appuyer le renforcement de la coordination entre les entités des Nations Unies qui luttent contre le terrorisme pour garantir que tous les programmes pertinents des Nations Unies prennent en compte le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent. Nous espérons que le plan d'action de l'ONU fournira le cadre nécessaire à cette fin.

Le présent débat nous permet de faire avancer l'intégration des jeunes au centre des initiatives de prévention du terrorisme. Nous devons également tirer le plus grand profit des prochaines occasions qui se présenteront de promouvoir ces initiatives à l'ONU si nous voulons venir à bout de cette menace.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Thaïlande.

M. Plasai (Thaïlande) : Aujourd'hui, la paix et la sécurité sont gravement menacées par le terrorisme et l'extrémisme violent, qui exacerbent des conflits dans de nombreuses parties du monde. Ce qui est encore plus alarmant, c'est le fait qu'un certain nombre de nos jeunes souffrent de ces activités odieuses ou sont impliqués dans celles-ci. Avec quelque 1,8 milliard de personnes, les jeunes représentent un quart de la population

mondiale. Ils sont la clef de notre futur. Ils peuvent être les catalyseurs de la paix, du développement, de la prospérité et du progrès. Par conséquent, il nous faut prendre en compte et étudier, en tant qu'élément essentiel de notre stratégie et de nos efforts de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la situation spécifique des jeunes et leur rôle potentiel pour promouvoir la paix. L'initiative du Royaume hachémite de Jordanie d'organiser ce débat public, que nous saluons, arrive ainsi à un moment opportun. J'aimerais à cet égard exprimer la reconnaissance du Royaume de Thaïlande à S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II de Jordanie pour être venu présider la présente séance. Je remercie aussi le Secrétaire général, M. Peter Neumann et M. Scott Atran d'avoir partagé avec nous leurs points de vue éclairés sur le problème.

(l'orateur poursuit en anglais)

Pour protéger efficacement nos jeunes contre la violence et renforcer leur rôle dans la lutte contre l'extrémisme violent, la communauté internationale doit adopter une approche globale pour s'attaquer aux causes profondes du problème. Je vais partager avec le Conseil certaines idées concernant la manière dont nous pouvons aider nos jeunes à cet égard.

Premièrement, nous devons cultiver un climat de tolérance de la diversité culturelle et de respect des libertés de culte, de pensée et d'expression. Au niveau national, les gouvernements, les milieux universitaires, la société civile et les médias ont tous un rôle à jouer dans l'édification d'une société pacifique et ouverte en privilégiant le dialogue interconfessionnel. Ces efforts peuvent être complétés au niveau international, notamment par le travail remarquable de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que par la Déclaration et le Programme d'action en faveur d'une culture de la paix.

Deuxièmement, il faut garantir l'accès universel à une éducation de qualité. Il faut accorder la priorité aux efforts visant à améliorer l'accès des groupes vulnérables tels que les enfants de travailleurs migrants ou ceux qui vivent dans des zones reculées.

Troisièmement, il faut offrir des emplois décents aux jeunes pour leur donner un but et un sentiment d'appartenance. Les gouvernements nationaux ont un rôle important à jouer, en particulier s'agissant d'offrir des emplois en fonction des compétences, de promouvoir l'égalité des sexes et de mettre en place un

cadre juridique adapté pour protéger les jeunes sur le marché du travail.

Quatrièmement, les jeunes sont sensibles aux idées romantiques et héroïques. Ils sont donc très vulnérables à la propagande des groupes terroristes et des extrémistes violents. L'éducation et l'emploi constituent, dans une certaine mesure, une défense contre le recrutement des jeunes et leur association à des groupes radicaux. Cependant, cela ne suffit pas forcément dans le monde contemporain, où les frontières sont de plus en plus ténues. Les gouvernements doivent donc mettre l'accent sur la surveillance et la lutte contre les techniques de propagande et de recrutement des groupes terroristes et des groupes extrémistes violents, en particulier en ligne. Il va sans dire qu'il faut trouver un équilibre entre ces efforts et le principe fondamental de respect du droit à la vie privée et de la liberté d'expression.

Cinquièmement, il est tout aussi important de réhabiliter et de réinsérer les jeunes qui reviennent chez eux après avoir pris part aux activités de groupes terroristes et de groupes extrémistes violents. Doit-on les traiter comme des terroristes ou les accueillir en tant que jeunes aux rêves brisés? Doit-on les sanctionner sévèrement ou leur donner une nouvelle chance? Il faut continuer d'analyser ce problème et trouver une solution adéquate.

Enfin et surtout, les organisations régionales et mondiales peuvent jouer un rôle important dans les efforts visant à tirer efficacement parti du rôle des jeunes dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et dans la promotion de la paix. Le Royaume de Thaïlande appuie les efforts du Conseil de sécurité à cet égard, en particulier la résolution 2178 (2014), qui encourage l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions à coordonner l'action entre tous les organismes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme. Nous appelons également au renforcement de la coordination entre les bureaux et organismes compétents des Nations Unies, en particulier le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNESCO, qui s'efforcent de protéger nos jeunes contre la violence et de renforcer leur rôle dans la promotion de la paix.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Thorns (Allemagne) (*parle en anglais*) : L'Allemagne s'associe pleinement à la déclaration

prononcée par le Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je souhaite ajouter quelques observations à titre national.

Nous nous félicitons de l'organisation du présent débat qui tombe à point nommé, et remercions la présidence jordanienne d'avoir pris cette excellente initiative.

Le système des Nations Unies dans son ensemble a un rôle important à jouer s'agissant de lutter contre l'extrémisme violent et de s'attaquer à ses causes profondes.

En luttant contre la pauvreté et en éduquant les jeunes, les organismes de développement des Nations Unies s'attaquent aux causes profondes de la radicalisation. L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme jouent un rôle important dans l'élaboration de stratégies concrètes de lutte contre le terrorisme. ONU-Femmes donne aux jeunes femmes et aux mères les moyens de s'opposer à l'extrémisme au sein de leurs familles et dans leur milieu. Toutefois, nous estimons qu'il faut faire davantage pour faire participer encore plus d'acteurs et intégrer davantage la lutte contre l'extrémisme violent dans les activités de la famille des Nations Unies dans son ensemble.

Notre riposte à l'extrémisme violent doit être multidimensionnelle. Une action militaire robuste, les sanctions et les poursuites pénales ne sont qu'une partie de la solution. Les mesures de prévention et de déradicalisation revêtent encore plus d'importance si nous voulons mettre fin au recrutement des jeunes et les réintégrer dans nos sociétés.

Ces deux aspects sont des piliers essentiels des efforts de lutte contre le terrorisme menés par l'Allemagne. Au niveau national, notre gouvernement travaille main dans la main avec la société civile, les institutions religieuses et les organisations non gouvernementales. Un programme connu sous le nom de démocratie en direct, qui met en place des réseaux régionaux de prévention, conseille d'anciens membres des communautés radicales et finance des institutions de la société civile actives dans la lutte contre l'extrémisme est un exemple de cette approche globale. Ces institutions encouragent les jeunes à s'opposer aux idées extrémistes et à aider leurs pairs touchés par ce phénomène.

Au niveau international, la coopération reste essentielle. Avec ses partenaires, l'Allemagne continue

de lutter contre les conditions structurelles propices à l'extrémisme dans le monde entier. Nos diverses initiatives en Afrique et au Moyen-Orient visent à créer des conditions socioéconomiques favorables et à atténuer les facteurs susceptibles de conduire à la radicalisation. L'emploi des jeunes, l'intégration sociale des réfugiés et des migrants, ainsi que des programmes d'éducation de masse ne sont que quelques-uns des domaines dans lesquels nous intervenons. À titre d'exemple, nous appuyons des organisations partenaires en Égypte afin d'aider les jeunes à trouver un emploi, nous organisons des activités éducatives et extrascolaires à l'intention des enfants réfugiés et des jeunes dans le nord de l'Iraq et nous appuyons des groupes et des installations de jeunes, ainsi que des écoles et des établissements de formation professionnelle au Mali.

Le débat sur le lien important qui existe entre les jeunes et leur rôle dans l'extrémisme violent est un premier pas important pour voir où nous en sommes et analyser ce qui est déjà fait par les différents acteurs. Cependant, c'est maintenant qu'il faut agir pour faire en sorte que les jeunes d'aujourd'hui ne deviennent pas les terroristes de demain. Nous devons œuvrer de concert pour réintégrer les jeunes à risque dans leurs familles et communautés. En outre, nous devons désarmer, déradicaliser et réinsérer les jeunes gens et les jeunes femmes qui ont succombé à l'attrait des groupes extrémistes et terroristes.

Faire participer les jeunes dans nos efforts collectifs pour lutter contre l'extrémisme violent est le meilleur moyen de construire notre société et de promouvoir la paix en général.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Luxembourg.

M^{me} Lucas (Luxembourg) : Qu'il me soit permis de remercier la Jordanie d'avoir pris l'initiative de tenir ce débat public, sous la présidence de S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II. Le Secrétaire général, M. Peter Neumann et M. Scott Atran ont illustré l'importance de ce débat en identifiant le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Nous saluons le fait que le Conseil de sécurité accorde à ce thème l'attention qu'il mérite.

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne. J'ajouterai quelques éléments à titre national.

D'abord, comme notre Premier Ministre l'a dit lors du sommet du Conseil de sécurité consacré en

septembre 2014 à la lutte contre les combattants terroristes étrangers (voir S/PV.7272), nous devons intensifier nos efforts afin de prévenir la radicalisation pouvant conduire les jeunes au terrorisme et à l'extrémisme violent. En Europe, la Commission européenne a mis en place un réseau de sensibilisation à la radicalisation, qui travaille au niveau des communautés locales. Dans le cadre de la présidence du Conseil de l'Union européenne qu'il exercera au second semestre de 2015, le Luxembourg assurera le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes.

Au niveau national, nos services compétents mettent en œuvre une stratégie de prévention de la radicalisation extrémiste. Un réseau d'encadrement et de sensibilisation a été créé, en étroite concertation avec les structures éducatives et pénitentiaires, ainsi que les communautés religieuses, et avec le soutien de la société nationale de la Croix-Rouge.

Le document de réflexion (voir S/2015/231, annexe) distribué par la Présidence jordanienne en vue de ce débat identifie bien les principales causes profondes qui favorisent la radicalisation des jeunes. Les jeunes en quête d'identité et de sentiment d'appartenance à un groupe social sont particulièrement vulnérables à cet égard. Le sens d'exclusion en tant que condition préalable à la radicalisation a été éloquemment décrit ce matin par M. Neumann. Et on le voit bien quand on observe le nombre de jeunes qui quittent l'Europe pour aller se battre aux côtés de Daech et d'autres organisations terroristes extrémistes.

Pour lutter contre la montée de l'extrémisme violent, et prévenir l'instrumentalisation des jeunes, il est indispensable, à nos yeux, d'investir dans le développement et le bien-être de la jeunesse. Car même s'il faut se garder de simplifier la réalité, l'absence de perspectives et de débouchés économiques, et notamment les difficultés d'accès à l'emploi que les jeunes rencontrent, contribuent indéniablement à créer un terreau fertile pour la radicalisation des jeunes. Ce lien entre extrémisme violent et problèmes économiques et sociaux renvoie au lien qui existe de façon plus large entre la sécurité, le développement et le respect de l'état de droit et des droits de l'homme.

Comme le Secrétaire général l'a relevé ce matin, il convient toutefois de ne pas réduire les jeunes à un risque potentiel de sécurité. Il faut au contraire les reconnaître comme des agents du changement, des acteurs de la consolidation de la paix et du développement. Il faut

donner aux jeunes la possibilité de faire valoir leur potentiel en promouvant leur pleine participation à la vie de la société.

C'est dans cet esprit que nous nous engageons au niveau de la Commission de consolidation de la paix, en accompagnant les autorités guinéennes dans leur politique visant à favoriser l'emploi et la réinsertion socioéconomique des jeunes et à construire une société inclusive. Notre politique de coopération au [service du] développement réserve une place importante à l'éducation et à la formation professionnelle des jeunes. C'est dans ce sens aussi que le Luxembourg anime, avec la Bulgarie et le Panama, le Groupe des amis sur les enfants et les objectifs de développement durable, avec l'appui d'UNICEF, pour faire en sorte que le programme de développement pour l'après-2015 tienne pleinement compte des besoins et du potentiel spécifique des enfants et des jeunes en général.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Maldives.

M. Sareer (Maldives) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation maldivienne, je tiens à remercier sincèrement la Jordanie d'avoir, en sa qualité de Président du Conseil, pris l'initiative de convoquer ce débat public sur cette importante question. Nous remercions également le Secrétaire général pour sa participation à ce débat. Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt le document de réflexion (S/2015/231, annexe) distribué par le Royaume de Jordanie et nous nous félicitons de la demande faite à la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme de procéder à une analyse plus approfondie de cette question.

Il est triste de constater que quand nous parlons d'extrémisme violent, de terrorisme et de conflits, les jeunes font toujours partie du tableau. Dans les informations, nous apercevons des images tragiques d'enfants victimes de violences – un massacre dans une école à Peshawar au Pakistan l'année dernière; des centaines d'enfants enlevés par Boko Haram au Nigéria; un attentat contre un car scolaire au Yémen; le meurtre d'adolescents en Cisjordanie et un bombardement lors d'un match de football à Bagdad. Pour reprendre les propos poignants d'un responsable pakistanais « plus le cercueil est petit, plus il est lourd à porter ».

Alors que le fléau du terrorisme se propage dans le monde, il prive des enfants innocents de leur enfance, de leurs parents, de leurs frères et sœurs, et parfois même de leur brève vie, bien prématurément. Dans

le monde entier, les enfants sont en train de perdre ce sentiment sacré qui leur permet de marcher dans la rue, d'aller à l'école et de poursuivre leurs rêves, en toute sécurité. Cela nous concerne tous : les actes de terreur sapent la paix et la sécurité internationales et portent atteinte aux droits inaliénables des enfants.

Ma délégation s'associe aux autres pour condamner le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Le terrorisme et d'autres formes d'extrémisme violent ne sauraient être justifiés. Ils ne doivent être associés à aucune religion, race, confession, théologie, valeur, culture société ou groupe, ni être limités à un seul pays. Le Gouvernement maldivien condamne les actes commis par l'organisation terroriste Daech, qui alimente les discours de violence et encourage la radicalisation des jeunes. Nous condamnons dans les termes les plus énergiques les actes perpétrés par ce groupe non islamique et anti-islamique et le recrutement de jeunes pour qu'ils prennent part aux conflits et commettent des violations graves contre des innocents.

Nous ne laisserons pas l'islam, une religion de paix et de compassion, être détourné par des éléments radicaux et extrémistes pour perpétuer la haine et la violence. Nous ne laisserons pas ces extrémistes propager l'ignorance, prôner la haine et corrompre notre jeunesse. Les Maldives ont toujours appelé à inculquer les véritables valeurs de l'islam – entente mutuelle, respect, tolérance et dialogue – dans notre société. Les Maldives encouragent également vivement la diffusion de valeurs et principes sociaux et islamiques positifs parmi nos jeunes.

Plus de 25 ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant à l'Assemblée générale, il est choquant d'entendre le rôle que continuent de jouer les jeunes dans l'extrémisme violent. Nous, nations du monde, avons promis une vie meilleure pour les enfants quand nous avons signé cette Convention historique. Nous ne pouvons pas les abandonner.

La radicalisation des jeunes est encore plus confondante que le fait de faire des enfants des victimes. Les jeunes, en particulier ceux qui sont en quête d'un sentiment d'appartenance, d'un but ou d'identité sont extrêmement vulnérables et manipulables face à ceux dont les objectifs ou idéologies sont violents, qui radicalisent les jeunes esprits, recrutent des jeunes pour servir une cause et les mobilisent en tant qu'enfants soldats, que combattants terroristes ou les rendent complices de crimes violents. Les Maldives, en tant

que partie au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, s'élève fermement contre le recrutement d'enfants en période de conflit armé, et exhorte les États à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que des enfants connaissent un tel sort.

Le Gouvernement maldivien est déterminé à permettre aux jeunes de participer davantage à l'édification de la nation et à leur offrir des perspectives socioéconomiques. Nous appuyons l'autonomisation des jeunes et la mise en œuvre de meilleurs programmes et mécanismes pour les protéger.

Afin de ramener nos jeunes du front pour qu'ils retournent dans les salles de classe, nous avons besoin d'une stratégie à long terme. Un élément essentiel de la solution est, d'abord, d'investir dans l'éducation. L'éducation est un puissant instrument donnant aux jeunes les moyens de prendre leur propre avenir en main. Deuxièmement, nous devons offrir aux jeunes des possibilités de trouver un sens et un objectif en se tournant vers d'autres activités – par exemple, dans le cadre de programmes de formation professionnelle pour les jeunes. Troisièmement, nos jeunes doivent grandir dans des communautés solides et soucieuses de leur bien-être. Nos enfants apprennent de nous, les adultes; nous devons montrer le bon exemple, pour qu'ils le suivent.

Nous avons écouté attentivement les initiatives visant à associer les jeunes à la consolidation de la paix présentées par des États Membres aujourd'hui, et nous en avons pris note. Néanmoins, alors que nous discutons de solutions, nous ne devons pas oublier de mobiliser les jeunes eux-mêmes. Nous devons mettre en valeur leur imagination, leur optimisme, leur énergie et leurs espoirs infinis. Qu'est-ce que les enfants et les jeunes peuvent nous apprendre sur l'instauration de la paix dans le monde?

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse.

M. Sollberger (Suisse) : Je voudrais remercier la Jordanie d'avoir organisé le présent débat. La montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent, surtout parmi les adolescents et les jeunes, constitue une des menaces actuellement les plus pressantes à la paix, à la stabilité et au développement.

La Suisse s'engage fermement dans la lutte contre l'extrémisme violent. Il s'agit d'un impératif sécuritaire

qui exige une approche préventive et une réponse large au niveau de la société. Nous devons nous mettre à l'écoute des revendications des personnes vulnérables à la radicalisation et au recrutement par des groupes terroristes, surtout parmi les jeunes. Nous devons offrir à ces jeunes séduits par la radicalisation un choix, un sens de l'appartenance, un but dans la vie, comme l'ont constaté les deux professeurs qui ont présenté un exposé au début du présent débat.

C'est pour cette raison que la Suisse soutient le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience – ou GCERF. Ce partenariat public-privé innovant, basé à Genève, offre de grandes possibilités pour canaliser les efforts et mettre en œuvre collectivement une stratégie à long terme visant à prévenir la radicalisation de jeunes hommes et femmes. Nous sommes prêts à soutenir activement sa campagne de sensibilisation du secteur privé à la nécessité d'actions conjointes pour créer des emplois à l'intention des jeunes.

Je voudrais expliquer comment la Suisse intègre des mesures préventives pour lutter contre l'extrémisme violent dans sa politique intérieure et extérieure. Au niveau intérieur, les actions de la Suisse sont modelées de « bas en haut », en donnant aux communautés locales, voire aux personnes elles-mêmes, les moyens d'agir. Les autorités municipales et régionales et de nombreux acteurs de la société civile, y compris les organisations religieuses, jouent un rôle actif en promouvant un environnement socio-économique accueillant. Les entreprises du secteur privé offrent des emplois et des formations professionnelles. Les formations rémunérées présentent des avantages notables : en tant qu'employés, les apprentis ont un statut reconnu qui leur donne confiance en eux.

Au niveau extérieur, la Suisse reprend cette approche de « bas en haut » qui inclut une large gamme de mesures de développement et de consolidation de la paix qui visent à rendre les sociétés résilientes. On peut citer ici l'emploi des jeunes au Kirghizistan, la démobilisation des enfants soldats au Myanmar ou encore la formation professionnelle en Tunisie.

Je terminerai avec deux problèmes particuliers qui concernent l'extrémisme et la jeunesse. La Suisse a déjà évoqué à plusieurs reprises ses préoccupations concernant les mesures de lutte contre le terrorisme qui criminalisent toute action humanitaire et tout contact noué dans un but humanitaire avec des groupes armés considérés comme extrémistes. Dans les zones

contrôlées par des groupes de ce type, ce sont les enfants qui sont les plus affectés et qui souffrent directement des conséquences néfastes de ces mesures. Les politiques de lutte contre le terrorisme qui prétendent souvent protéger les personnes les plus vulnérables devraient prendre ces conséquences en considération.

Enfin, les dispositions législatives en matière de lutte contre le terrorisme ne tiennent pas suffisamment compte du fait que certaines des personnes accusées de terrorisme pourraient avoir moins de 18 ans. De nombreuses stratégies de lutte contre le terrorisme, par exemple, prévoient de longues peines de privation de liberté et l'isolement. Ceci porte non seulement atteinte au droit des individus à un procès équitable, mais produit aussi des effets psychologiques désastreux chez les enfants. C'est pourquoi la législation pénale de lutte contre le terrorisme devra être examinée en prenant en considération la situation spécifique des enfants afin d'intégrer des normes internationales de justice des mineurs.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Nous sommes très heureux de voir que le S. A. R. Al Hussein ibn Abdullah II, Prince héritier du Royaume hachémite de Jordanie, un pays frère, a présidé le présent débat d'une très grande importance. Il ne fait aucun doute que sa détermination à assister au présent débat confirme le caractère vital de cette question et l'importance de parvenir à des recommandations concrètes qui contribuent à faire face aux problèmes entravant l'autonomisation des jeunes et qui renforcent le rôle qu'ils peuvent jouer dans la consolidation de la paix. Je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, pour les efforts remarquables déployés par la délégation jordanienne sœur sous sa présidence du Conseil de sécurité ce mois.

La communauté internationale a été unanime dans toutes ses décisions au sujet de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Les États Membres ont convenu, dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, que l'élimination des causes profondes du terrorisme est le seul moyen de l'éradiquer. En nous appuyant sur ce consensus international, la réalisation de l'objectif auquel nous aspirons tous exige une approche approfondie et stratégique à long terme qui prenne en considération les facteurs qui ont abouti à la montée du terrorisme. C'est pourquoi il nous incombe

à tous de faire face à ce fléau qui menace nos sociétés et qui sape leur stabilité et leur unité.

L'expérience confirme que le terrorisme ne naît pas du vide, mais qu'il se développe dans des environnements fragiles qui permettent que l'extrémisme prospère du fait de politiques qui n'accordent pas d'importance aux problèmes dont pâtit la société, notamment aux questions concernant les jeunes. C'est le désespoir des jeunes qui est exploité et utilisé en premier lieu par les organisations terroristes pour parvenir à leurs fins maléfiques et pour procéder à leur recrutement. C'est en répondant aux aspirations des jeunes, en élaborant des programmes éducatifs qui leur permettent de contribuer au développement de leurs sociétés, en luttant contre le chômage et l'injustice sociale en vue de vaincre le sentiment d'insécurité et d'injustice qui les anime et en leur offrant la possibilité de participer à la prise de décisions qu'on parviendra à créer un environnement favorable pour éradiquer l'extrémisme et réfuter les arguments avancés par les terroristes.

L'impact de l'extrémisme sur les jeunes et la gravité des conséquences qui en découleraient aux niveaux national et international en l'absence de mesures appropriées pour traiter cette question nous imposent de continuer à examiner de façon approfondie les causes qui poussent les jeunes à l'extrémisme et à la violence, ainsi que la responsabilité partagée de la communauté internationale à cet égard. Étant données les multiples dimensions de cette question, il ne sert à rien de traiter de l'extrémisme chez les jeunes uniquement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme; ce qu'il faut, c'est en traiter dans le cadre d'une approche globale qui tienne compte des causes de l'extrémisme, des raisons de l'enrôlement des jeunes dans les organisations terroristes et de leur recours à la violence comme moyen d'exprimer leurs positions.

Lorsqu'on appelle à l'adoption d'une approche globale pour s'attaquer aux racines de l'extrémisme et du terrorisme et à leurs causes, cela ne va ni à l'encontre ni ne diminue l'importance de la riposte militaire urgente à la menace imminente que posent les groupes terroristes qui recrutent des jeunes. À cet égard, nous soulignons qu'il importe de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme et du terrorisme, aux conditions de leur apparition et à leurs motivations dans le contexte de solutions globales ouvrant la voie à un avenir meilleur pour les sociétés et pour les jeunes plus particulièrement.

Répondre aux besoins des jeunes et prendre en compte leurs aspirations est un aspect important des politiques de l'État du Qatar aux niveaux national et international, conscient qu'il est des terribles souffrances endurées par les jeunes du fait de la poursuite des conflits dans de nombreux pays de notre région, en particulier en Palestine et en Syrie. Ces conflits ont pourri parce que la communauté internationale n'a pas été en mesure de les régler conformément aux résolutions de la légitimité internationale et aux dispositions du droit international.

Les enfants forment plus de la moitié du nombre de réfugiés et de déplacés syriens, ce qui fait qu'environ deux millions d'enfants syriens sont privés d'éducation. Cela signifie que la Syrie risque de perdre une génération entière, et que si les enfants syriens n'exercent pas leur droit à l'éducation, ils seront vulnérables au recrutement par les groupes extrémistes. C'est pourquoi l'État du Qatar a annoncé à la conférence des donateurs qui a eu lieu dernièrement au Koweït la création d'un fonds consacré à l'éducation et à la formation professionnelle des réfugiés et des déplacés syriens.

Reconnaissant le rôle des jeunes dans le règlement des problèmes mondiaux, mon pays a pris l'initiative d'organiser du 7 au 9 avril un Forum de jeunes pour la prévention du crime et la justice pénale à la veille du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui s'est tenu dernièrement à Doha, en vue de permettre aux jeunes d'exprimer leurs opinions et de les faire participer à l'élaboration de résolutions et de politiques sur la lutte contre la criminalité dans ses différentes formes et contre le terrorisme.

Enfin, les jeunes ont été et seront toujours le véritable moteur du changement. Ne pas reconnaître leur rôle serait contraire à la logique et équivaut à un refus de tirer les enseignements de l'histoire. C'est pourquoi l'absence d'un environnement propice à la participation des jeunes à tous les aspects de la vie des communautés coûtera cher aux États et aura un effet négatif sur la paix et la sécurité internationales.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Costa Rica.

M. Mendoza-Garcia (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Nous félicitons la délégation jordanienne d'avoir organisé cet important débat. Nous y participons aujourd'hui en étant fermement convaincus du rôle clef que jouent les jeunes dans la promotion de la démocratie et de la paix.

Le monde continue d'observer avec alarme la grave menace posée par le terrorisme et l'extrémisme violent à la paix et à la sécurité internationales, à la jouissance des droits de l'homme, au développement social et économique des États, à la stabilité et à la prospérité mondiales et, bien entendu, à la création de possibilités pour les jeunes de s'épanouir. Comme il a été réaffirmé au dernier sommet ibéro-américain en décembre 2014, les jeunes d'aujourd'hui constituent la génération la mieux éduquée et la mieux formée de l'histoire, et pourtant elle se heurte à de nombreuses difficultés en matière d'emploi, de santé, de mobilité et de participation, sachant qu'il n'y a rien qui ait autant d'importance à tous égards que l'éducation, le développement des connaissances et l'innovation. C'est pourquoi nous devons nous mesurer à deux réalités : premièrement, la croissance de la population jeune, particulièrement des jeunes en âge de travailler, qui est un atout économique et démographique pour notre région dans le contexte mondial actuel et, deuxièmement, le développement des technologies, en particulier les technologies de l'information et des communications.

Le Costa Rica s'enorgueillit d'avoir organisé à San José en août 2013, avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Sommet mondial de la jeunesse qui, dans son document final, souligne le fait que ce sont les jeunes qui sont le véritable moteur de changement dans le monde actuel et qui constituent une force de progrès. Le Sommet a aussi jeté la lumière sur la nécessité de renforcer la démocratie en tant que mécanisme essentiel garantissant la pleine participation des jeunes aux processus de prise de décisions, et sur la nécessité d'adopter des mesures en faveur de leur autonomisation aux niveaux régional, national et international. L'urgence de favoriser et de permettre l'accès réel, libre et équitable des jeunes aux technologies de l'information et des communications a été aussi souligné à cette occasion. Un tel accès permettra aux jeunes d'être à la fois bénéficiaires et acteurs du progrès social et non seulement de jouer un rôle de spectateurs, mais aussi d'être des producteurs de contenus aux dimensions sociale, politique et culturelle.

Le Président de la République du Costa Rica, M. Luis Guillermo Solís Rivera, a toujours fait preuve d'engagement en faveur des jeunes, les impliquant directement dans la prise de décisions aux plus hauts niveaux et garantissant leur pleine participation à des postes gouvernementaux et politiques qui sont la clef du développement intégré de la société. En considération de ces actions, le Secrétaire général de l'UIT a eu la

courtoisie de nommer le Président Parrain de la jeunesse et des technologies de l'information, nomination qui sera rendue officielle en juin prochain, l'objectif étant d'encourager la communauté internationale, le secteur privé, la société civile organisée et les enseignants à garantir le développement des compétences des jeunes et leur accès aux technologies de l'information et des communications, indépendamment de leur environnement ou de leur situation sociale. À cet égard, le Costa Rica a déjà été loué pour sa participation inlassable et sa contribution aux activités liées à la cybersécurité et à la protection de l'enfance à l'ère numérique, et pour les importants changements apportés à notre législation nationale en matière de protection des enfants et des jeunes.

Malgré les désavantages éducatifs et socioéconomiques dont pâtissent des milliers de jeunes dans le monde, ceux-ci sont aussi le segment de la société qui a le plus progressé dans des secteurs qui seront d'une importance fondamentale s'agissant de produire le changement, par exemple d'assurer l'accès à une compréhension et une maîtrise sophistiquée des technologies de l'information et des communications à l'ère du numérique. Toutefois, l'inclusion ou l'exclusion des jeunes ne peut être simplement attribuée à ce qu'on appelle le fossé numérique. En effet, l'utilisation d'Internet et la connexion aux réseaux de télécommunications sans fil ne garantissent pas leur inclusion réelle et authentique dans la société numérique ni dans les principaux réseaux de pouvoir qui forgent nos identités et valeurs communes. À cet égard, renforcer la capacité des jeunes à générer du contenu est essentiel si nous voulons leur ouvrir la voie de nouvelles possibilités de participer dans les domaines social, économique, environnemental, politique et culturel.

La technologie de l'information et des communications est un instrument clef dans les processus éducatifs et un aspect fondamental de la façon dont l'éducation est dispensée aujourd'hui. Il s'agit d'outils permettant aux jeunes de s'impliquer de façon plus équitable dans le processus de développement durable, d'échapper à la pauvreté et de contribuer à la société, à un développement réel, et au maintien et à la promotion de la paix. À cet égard, l'éducation est sans doute l'investissement le plus précieux pour le développement et l'harmonie des personnes et des sociétés, et les gouvernements doivent la promouvoir, l'encourager et la garantir en tant que droit qui permet d'assurer la mobilité sociale et l'accès sans entrave

à l'exercice des autres droits et, en conséquence, de contribuer à l'instauration d'une culture de la paix.

Le Costa Rica demeure fier de sa décision d'abolir l'armée en 1948. Cette décision est d'une importance fondamentale pour notre pays, puisqu'elle a permis d'affecter davantage de ressources à l'éducation et au système de sécurité sociale. Elle a été le socle sur lequel nous avons renforcé et mis en œuvre, à ce jour, l'édification d'une société fondée sur le savoir dans laquelle les jeunes, par le biais des technologies de l'information et des communications, participent de plus en plus activement aux réseaux sociaux du pouvoir et influent de manière plus décisive sur la construction d'identités et de valeurs communes.

L'intégration pleine et entière des jeunes dans les sphères du pouvoir véritable est d'une importance cruciale si nous voulons conclure des pactes entre les générations qui permettront à nos sociétés d'adopter de nouveaux comportements et points de vue, si nous voulons créer de nouvelles perspectives de coexistence pacifique entre les peuples et de nouvelles formes de dialogue et d'entente qui nous permettront de prendre acte de nos identités respectives et d'agir en tant que citoyens du monde, un monde que nous voulons construire et dont nous voulons préserver la paix.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Hilale (Maroc) (*parle en arabe*) : D'emblée, je tiens à exprimer mes remerciements à Son Altesse Royale le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II de sa déclaration prononcée à l'ouverture de cette séance consacrée au rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix.

Les jeunes d'aujourd'hui sont la génération de demain. S'ils sont en bonne santé, l'ensemble de la génération et de la société sera en bonne santé. Il est regrettable que beaucoup de jeunes dans de nombreux pays soient influencés et recrutés par des groupes extrémistes violents, par exemple en Somalie et ailleurs. Qui en est responsable? Qui est responsable de l'extrémisme violent, principal obstacle à la paix et à la sécurité mondiales? Nous devons tous nous élever contre cette menace. Nous ne devons pas oublier que les groupes terroristes emploient tous les moyens pour cibler les jeunes, que ce soit des moyens financiers ou les technologies de pointe, comme les réseaux sociaux et Internet, par l'entremise desquels de nombreux jeunes ont été recrutés. De nombreuses familles, non seulement

dans les pays arabes, mais aussi dans le monde entier, ont découvert que leurs enfants avaient été recrutés par des groupes terroristes. Il s'agit d'un véritable cauchemar et d'un virus mortel. Comment pouvons-nous nous dresser contre ce phénomène?

Tout d'abord, la responsabilité incombe à l'État, à la société et à la famille. Les programmes d'enseignement doivent promouvoir la tolérance et l'ouverture à l'égard d'autrui. C'est pourquoi je lance un appel en faveur de l'éducation obligatoire pour les filles comme pour les garçons. Ceux qui sont présents ici seront peut-être surpris de m'entendre soulever cette question, mais je le fais parce que certains pays du monde n'ont pas encore atteint cet objectif du Millénaire pour le développement. De nombreuses familles privent leurs filles d'une éducation, parce qu'elles estiment que la place d'une femme est au foyer en tant que mère. Toutefois, il y a un proverbe arabe qui dit qu'une mère est une école. Si la mère est en bonne santé, la famille entière et l'ensemble de la société seront en bonne santé. Nous devons protéger nos enfants contre les idées des extrémistes.

Je tiens également à mettre l'accent sur le phénomène des jeunes qui abandonnent l'école. Ils deviennent des cibles faciles pour les groupes criminels se livrant au trafic de drogues et à d'autres aspects de la criminalité organisée. Nous avons vu que les membres de l'État islamique d'Iraq et du Cham sont originaires de plus de 80 pays, d'après les rapports les plus récents.

En 2013, la Fondation pour la pensée arabe a publié un rapport montrant que le défi le plus grave qui se pose aux pays arabes est la nécessité d'offrir des possibilités d'emploi à 80 millions de personnes environ d'ici à l'année 2020. Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail a également mentionné ce défi, qui constitue une menace pour la sécurité de toute la région. Il existe de nombreuses raisons à ce phénomène, notamment les problèmes politiques, économiques et sociales de la région qui ont conduit de nombreux jeunes à migrer, un grand nombre d'entre eux périssant en mer, alors qu'ils recherchaient un paradis perdu. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a récemment annoncé que 800 migrants se sont noyés.

Le Royaume du Maroc a salué l'initiative prise par le Roi Mohammed VI de mettre en place un centre de formation et de promotion de la tolérance et de la modération à l'intention des chefs religieux. Le centre a fourni une formation en la matière à de jeunes dirigeants religieux d'Afrique et d'Europe dans le cadre d'un accord

de coopération entre les gouvernements de nombreux pays africains. Un forum de jeunes parlementaires constitue un autre outil utile, sans parler d'une station de télévision dont l'objectif principal est d'aider les jeunes à identifier les discours de haine. Je pense qu'il est possible de lutter contre l'extrémisme, parce que si nous dispensons aux jeunes une éducation adéquate qui privilégie l'ouverture d'esprit et les idées éclairées, des miracles sont possibles; si nous leur donnons le sens de l'initiative et l'autonomie, il n'y a aucun doute que nous y parviendrons.

Pour terminer, je tiens à réitérer l'appui du Maroc à l'initiative en faveur des jeunes, présentée ce matin. Je suis convaincu que son contenu s'avèrera aussi important qu'opportun. En outre, je soutiens la proposition faite par le Brésil et l'Espagne de créer un poste de Sous-Secrétaire général qui serait chargé des questions intéressantes les jeunes.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Kenya.

M^{me} Grignon (Kenya) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation kényane, je tiens à féliciter la présidence jordanienne d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Nous tenons également à vous féliciter de la façon dont vous avez dirigé les travaux du Conseil au cours de ce mois d'avril, qui a vu des délibérations et des conclusions importantes.

Nous tenons, en outre, à vous remercier du document de réflexion détaillé (S/2015/231, annexe) qui a guidé le débat d'aujourd'hui. Nous apprécions l'attachement à la cause démontré par son Altesse Royale le Prince héritier de Jordanie, qui a présidé en personne la séance de ce matin. À ce propos, le Président de mon pays, le Président Uhuru Kenyatta, se trouvait dans le Royaume hachémite de Jordanie, il y a quelques jours, pour participer avec ses collègues à une réunion de coordination entre les pays de la Corne de l'Afrique, consacrée à la lutte contre le terrorisme et la radicalisation.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général de son exposé complet sur le sujet, ainsi que les deux intervenants, de leurs observations pénétrantes et qui sont allées au fond du débat.

Je voudrais aligner notre déclaration sur celle faite par l'Ambassadeur Tété António au nom de l'Union

africaine, et faire part à titre national de certaines de nos propres vues.

Ma délégation prend acte avec satisfaction des efforts concertés du Conseil de sécurité pour lutter contre l'extrémisme violent par le biais de diverses résolutions et le félicite des efforts qu'il déploie actuellement, en tant que garant de la paix et de la sécurité internationales, pour éliminer les menaces que font peser les groupes extrémistes violents dans le monde entier.

Le débat d'aujourd'hui revêt une signification toute particulière pour le Kenya. Comme le Conseil le sait fort bien, le Kenya et d'autres pays d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ont subi les assauts de l'extrémisme violent avec les attaques terroristes perpétrées principalement par les Chabab, groupe somalien affilié à Al-Qaïda. L'attaque qui a récemment visé des étudiants chrétiens sur le campus de l'université de Garissa, au cours de laquelle 148 jeunes ont été tués, en est un exemple frappant. Les jeunes eux-mêmes ont été expressément touchés – puisque, dans ce cas, les auteurs du massacre comme les victimes étaient jeunes. Cet acte visait principalement à émasculer le Kenya et son avenir. Les auteurs d'actes de terrorisme se soucient uniquement de tuer, quelles que soient les cibles. Notre expérience montre que la psychologie des auteurs de ces actes est dénuée d'une quelconque forme de conscience ou d'humanité. À ce stade, ils ne sont plus que des machines à tuer. C'est pourquoi les efforts de prévention, conçus pour arrêter les jeunes avant qu'ils n'atteignent ce stade, sont d'importance critique.

Aujourd'hui, la plupart des régions du monde sont confrontées à une aggravation sans précédent de l'extrémisme violent, qui prend pour cible la tranche la plus importante et la plus vulnérable de notre société – les jeunes qui sont poussés par la ruse à abandonner leur avenir prometteur de citoyens responsables. Les jeunes détiennent la clef de la stabilité future pour les familles, les sociétés et les nations. Il faut dès à présent lutter contre les tentatives de radicaliser les jeunes, dans le but de les lancer sur une voie tragique de violence et de destruction sur la base de convictions idéologiques, dans la perspective de provoquer un bouleversement sociopolitique rapide hors du cadre des normes acceptées. Tous ceux qui font céder les jeunes aux sirènes de l'extrémisme ont exploité des doléances communes. Nombre de ces doléances ont été mentionnées aujourd'hui, et je me limiterai à y ajouter le désespoir, les injustices perçues et la marginalisation, autant d'éléments qui peuvent contribuer à la

radicalisation des jeunes et à leur ralliement à une cause, souvent au nom de la religion. Nous condamnons ces actes dans les termes les plus forts et affirmons qu'il faut s'attaquer à leurs causes.

Ma délégation estime qu'ensemble, nous pouvons venir à bout de l'extrémisme violent et aider nos jeunes à résister efficacement à la tentation de l'extrémisme et de la radicalisation. Nous pouvons les aider à devenir les champions et les acteurs clefs de la lutte contre cet extrémisme en faisant face aux conditions propices à sa propagation et à celle du terrorisme, comme il est indiqué dans le premier pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, d'une manière inclusive qui fasse participer les jeunes eux-mêmes à toutes les phases du processus, ce qui nous permettra véritablement de créer des sociétés libérées de l'extrémisme violent. Cela nécessite de réexaminer la manière dont nous abordons la question des jeunes et dont nous traitons les jeunes dans le cadre de notre dialogue intergouvernemental, du discours national et des conversations au niveau local. Nous devons considérer les jeunes davantage comme offrant une chance de vaincre l'extrémisme violent et la radicalisation. Pour ce faire, nous devons les autonomiser en leur donnant divers outils grâce auxquels ils seront en mesure de contrecarrer les intentions de l'extrémisme violent, notamment une robuste contre-argumentation à laquelle ils puissent souscrire.

Le Gouvernement kényan a lancé diverses initiatives stratégiques conçues pour placer les jeunes en première ligne de la lutte contre l'extrémisme violent et pour promouvoir la paix en favorisant leur résilience face à l'extrémisme. Parmi les mesures que nous avons adoptées et sommes en train d'appliquer, citons tout d'abord des politiques éducatives garantissant que toutes les possibilités d'éducation soient à la portée de tous les jeunes – aux niveaux primaire, secondaire et supérieur – car l'éducation est un rempart contre l'extrémisme. Il s'agit de politiques éducatives spécifiques et d'initiatives de sensibilisation destinées aux groupes les plus susceptibles de céder à l'extrémisme violent, ainsi que de programmes innovants qui prennent soin des jeunes en développant leurs talents. Des programmes qui enseignent aux jeunes la coexistence pacifique ont également été lancés.

Deuxièmement, nous avons également mis en place un fonds d'affectation spéciale, appelé le Fonds Uwezo, qui cherche à élargir l'accès au financement et à promouvoir les entreprises dirigées par les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Il offre des

possibilités de mentorat pour permettre aux jeunes de tirer parti du fait que le Gouvernement, dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, se procure 30 % de ses approvisionnements auprès d'eux. C'est là une initiative créatrice d'emplois.

Troisièmement, le Gouvernement se préoccupe désormais en permanence des priorités de la transformation économique qui ont probablement l'effet le plus sensible sur l'autonomisation économique des jeunes. Il s'agit d'investissements dans les technologies de l'information et des communications; dans la transformation de l'agriculture et la sécurité alimentaire; dans la modernisation des transports et de la logistique; dans des soins de santé accessibles et dans le renforcement des filets de la protection sociale afin de réduire la charge des ménages.

Quatrièmement, un conseil national de la jeunesse et un fonds pour la jeunesse pleinement opérationnels sont chargés de superviser les aspects programmatiques des activités de transformation économique, ce qui appelle entre autres à accroître l'appui à la gouvernance décentralisée et aux ressources destinées à améliorer l'acheminement des services au niveau local.

Cinquièmement, grâce au Service national de la jeunesse, le Gouvernement a lancé des programmes qui cherchent à réinsérer et à encadrer les enfants et les jeunes démunis qui sont vulnérables à la radicalisation et au recrutement. Ce Service de la jeunesse leur inculque des valeurs qui leur donnent un sentiment d'identité et d'appartenance, ainsi qu'une voie à suivre, tout en promouvant les valeurs nationales que sont la tolérance, le patriotisme, la loyauté et l'unité.

Sixièmement, le Gouvernement s'engage également à nouer des partenariats avec les communautés locales, la société civile et les chefs religieux, et à ouvrir le dialogue avec d'autres acteurs afin de maintenir les jeunes dans une interaction positive.

Septièmement, nous avons lancé des initiatives de coopération régionale et d'échanges interrégionaux de jeunes, afin de développer et de promouvoir une compréhension commune de la manière d'aborder les questions relatives à la jeunesse, avec l'intention d'accroître la résilience face à l'extrémisme et à d'autres problèmes sociaux. Cela implique la mise en commun des expériences et des bonnes pratiques qui peuvent aider les jeunes à s'autonomiser quand il leur faut affronter la radicalisation et l'extrémisme.

Enfin, huitièmement, je citerai le renforcement de la capacité des autorités pénitentiaires kényanes à identifier des cas spécifiques de radicalisation possible dans les institutions et centres correctionnels, et à lancer des programmes de réinsertion qui visent spécifiquement ce genre de cas.

La délégation kényane tient à assurer le Conseil de sécurité que notre gouvernement continuera de renforcer les capacités institutionnelles et communautaires, en particulier au niveau local, qui peuvent permettre aux groupes de jeunes et de femmes de combattre l'extrémisme violent au sein de leurs communautés, et qu'il restera un partenaire des Nations Unies et d'autres partenaires et parties prenantes du développement pour identifier des approches nouvelles et des moyens innovants de lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liban.

M^{me} Ziade (Liban) (*parle en anglais*) : Je tiens, pour commencer, à remercier la présidence jordanienne d'avoir organisé cette importante séance et d'avoir distribué le document de réflexion sur le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix (S/2015/231, annexe). Je tiens également à féliciter Son Altesse Royale d'avoir présidé la présente séance et à saluer son attachement aux questions relatives à la jeunesse. Enfin, je voudrais faire part au Secrétaire général et à tous les intervenants de notre profonde gratitude.

On compte aujourd'hui plus d'un milliard de jeunes dans le monde, une population qui se caractérise par un accès sans précédent aux technologies de l'information. Dans le même temps, cette population se heurte à de nombreux obstacles propres à exacerber sa vulnérabilité, plus de 6 millions de jeunes vivant dans des régions fragiles et touchées par un conflit, et environ 75 millions d'entre eux étant au chômage.

Les jeunes se trouvent de part et d'autre des activités terroristes. Ils sont ciblés dans leurs foyers, leurs écoles et leurs universités, en Palestine, en Libye. Au Yémen, au Pakistan, en Afrique centrale et au Kenya, et ce sont aussi des jeunes qui prennent pour cibles des journalistes et des touristes à Paris, en Tunisie, en Suède et à Bruxelles, entre autres lieux. Ce phénomène alarmant montre bien que les actes de terrorisme transcendent les frontières et ne sont pas limités à un pays, à une religion ou à un groupe ethnique

et représentent une menace grave pour la paix et la sécurité dans le monde.

La prévention commence sur les bancs de l'école et se poursuit tout au long de la chaîne de mobilité sociale. L'éducation joue un rôle central dans la résilience des générations futures. Elle doit leur inculquer des connaissances, le respect des droits de l'homme, la compréhension de l'autre, l'ouverture, l'esprit de dialogue, la tolérance et le respect de l'état de droit. Elle doit promouvoir une réflexion critique qui permettra de lutter contre l'intolérance, les stéréotypes et l'essentialisme. L'éducation doit également être axée sur les besoins du marché du travail et assurer des moyens de subsistance dignes, l'inclusion sociale et une plus large participation à la vie politique.

La lutte menée pour rallier la jeunesse doit chercher à contrer l'attrait de personnalités religieuses extrémistes et intolérantes. Des organisations sociales de jeunesse modernes et attrayantes doivent offrir une meilleure alternative à l'éducation des jeunes et à leur préparation à assumer des postes de direction en faisant de ces derniers des modèles positifs.

Tous les organes et institutions spécialisées des Nations Unies doivent continuer à s'employer sans relâche à traiter les causes profondes du terrorisme, à mettre pleinement en œuvre les stratégies soulignant les liens qui existent entre la paix et le développement en mettant l'accent sur les besoins des jeunes, et surtout, en mettant fin à l'impunité et aux politiques du deux poids, deux mesures dans l'application de la loi et de la justice.

Le Moyen-Orient et le monde arabe sont marqués par l'occupation israélienne, des conflits prolongés, les violations des droits de l'homme, des rêves brisés, une augmentation sans précédent du terrorisme et de la radicalisation dont la cible principale est la jeunesse, qui constitue un tiers de notre population arabe.

Conscient que les jeunes sont notre lueur d'espoir au milieu de tous ces défis, mon gouvernement a adopté en 2012 une politique de la jeunesse, élaborée par des jeunes et reflétant leurs priorités dans cinq domaines, à savoir la démographie et la participation à la vie économique; l'éducation et la culture; la santé; l'intégration sociale; et la participation à la vie politique. De plus, le dynamisme de la société civile libanaise a toujours été propice à un dialogue sans exclusive entre les jeunes, dans le plein respect de leur diversité intellectuelle. On peut citer à titre d'exemple la « Common Space Initiative » dont l'objectif est de

renforcer les capacités des jeunes à débattre et à formuler des solutions dans le cadre de programmes nationaux et régionaux; et les ateliers Adyan au cours desquels des jeunes, tels que Sara, une jeune femme libanaise, affirment qu'ils sont résolus à briser les stéréotypes et à dresser un tableau de l'islam différent de celui promu par le terrorisme et l'extrémisme.

Ce périple, aux niveaux national, régional et international, ne sera pas couronné de succès si les jeunes ne sont pas nos partenaires dans l'élaboration d'un plan d'action pour la lutte contre le terrorisme. Ils ne sont pas seulement la génération de l'avenir; nous devons les associer aujourd'hui aux affaires du monde actuel afin de garantir un avenir meilleur pour tous.

Le Président (*parle en arabe*) : je donne maintenant la parole à la représentante du Pakistan.

M^{me} Lodhi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation vous remercie d'avoir convoqué cet important débat. L'extrémisme violent est devenu l'un des problèmes les plus complexes de notre époque. Il a coûté des vies innocentes, causé des destructions à grande échelle et perturbé l'ordre public et les structures de l'État. Sa portée, sa nature, ses causes et ses manifestations en font un phénomène mondial qui appelle à une compréhension commune et à des solutions basées sur la coopération.

Un aspect critique de ce défi est la radicalisation des jeunes, qui les entraîne souvent à commettre des actes de violence. Mais les jeunes sont également la clef du renforcement de la résilience face à cette menace. C'est pourquoi nous félicitons la Jordanie d'avoir pris l'initiative de mettre l'accent sur le rôle des jeunes dans l'élaboration de solutions à ce problème.

Tout au long de l'histoire, les jeunes ont été le moteur du changement, pour le meilleur ou pour le pire. L'énergie de la jeunesse peut être source de progrès et de prospérité, mais elle peut aussi exacerber la violence et la guerre. Il appartient aux États et aux sociétés de faire en sorte que l'énergie et l'idéalisme des jeunes soient orientés vers la promotion de la paix et du progrès plutôt que des conflits et de l'anarchie. Lorsque des jeunes sont marginalisés, lorsqu'ils ont un sentiment d'oppression et d'injustice, au niveau local ou mondial, ils sont plus à même d'être séduits par les idéologues de l'extrémisme.

La montée de l'extrémisme violent a un lien direct avec les conflits et les différends; les interventions et occupations étrangères; la discrimination religieuse, raciale et ethnique ou la persécution; et l'exclusion

économique et sociale. Les extrémistes exploitent ces injustices pour inciter les jeunes à soutenir leurs programmes. La radicalisation de la jeunesse dans certains États occidentaux est le résultat de l'aliénation sociale, de la marginalisation économique et l'aggravation de l'islamophobie. Une mesure importante pour inverser cette tendance consiste à promulguer une législation visant à interdire les propos insultants à l'égard de religions, mais aussi à établir une distinction claire entre liberté d'expression et incitation à la haine.

Le Conseil de sécurité, alors même qu'il examine les dimensions sociales et économiques de ce phénomène, a un rôle politique vital à jouer. Il doit redoubler d'efforts pour traiter des conflits et des différends de longue date.

La radicalisation de la jeunesse est impossible de comprendre, et encore moins à solutionner ou à arrêter, hors de son contexte politique, social et économique. L'exclusion politique et économique et l'injustice sociale alimentent la désillusion, ce qui pousse les jeunes, hommes et femmes, dans les bras de l'extrémisme, et assure donc aux groupes terroristes un approvisionnement constant en nouvelles recrues. Nous ne savons que trop bien comment l'explosion démographique de la jeunesse dans plusieurs régions du Moyen-Orient a joué un grand rôle dans les troubles politiques de ces dernières années. L'interaction qui existe entre la démographie, l'absence de possibilités socioéconomiques et la radicalisation amplifie le phénomène de l'extrémisme violent.

Lorsque les perspectives économiques n'arrivent pas à suivre le rythme de la démographie, les jeunes deviennent particulièrement vulnérables à l'attrait des narratifs extrémistes. La frustration sociale et les privations économiques fournissent ainsi un terrain fertile à l'extrémisme violent, de sorte que, pour vaincre les extrémistes, l'autonomisation économique des jeunes doit être une composante importante d'une stratégie de lutte contre la radicalisation. Il faut accroître la résilience des communautés et des sociétés en vue d'élaborer une stratégie efficace, car la résilience et la cohésion sont des remparts essentiels contre l'extrémisme violent. Il faut donc s'assurer du soutien et de la confiance des populations locales, en particulier les jeunes et les femmes. Les programmes éducatifs, comme beaucoup d'orateurs l'ont souligné avant moi, peuvent jouer un rôle crucial dans la promotion des valeurs de la tolérance, de l'harmonie et du respect de la diversité.

Le rôle des chefs religieux n'est pas moins important, car ceux-ci peuvent contribuer à façonner les attitudes des jeunes et à renforcer leur résilience. Ils peuvent aussi aider à contrer les actes de violence et leur ôter toute légitimité, quelles qu'en soient les justifications ou les motivations.

Au Pakistan, nous menons une approche globale qui comprend, en plus des activités de répression, des mesures éducatives, sociales et économiques. Conscient de la nécessité primordiale de créer des perspectives économiques pour les jeunes et de tirer parti de leur potentiel pour le mettre au service du progrès national, le Premier Ministre Nawaz Sharif a lancé un programme spécial pour les jeunes l'an passé. Ce programme est conçu pour fournir un appui éducatif et en termes de formation ainsi que des possibilités socioéconomique sous la forme de mesures spécifiques à l'intention des jeunes.

Dans le cadre de son plan d'action national de lutte contre le terrorisme, le Pakistan mène aussi d'autres initiatives pour endiguer l'extrémisme violent. Nous avons notamment pris des mesures pour combattre les discours et la propagande de haine, les persécutions religieuses ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux aux fins du terrorisme et de sa glorification. Par ailleurs, nous avons entrepris d'enregistrer toutes les écoles religieuses. Nous appuyons le travail utile du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme à cet égard. Le mois prochain, en coopération avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, mon pays accueillera à Islamabad une conférence sur le développement des compétences et l'évaluation des besoins spécialement axée sur la jeunesse.

Avec ses compétences, son expérience de terrain et son pouvoir rassembleur sans pareil, l'ONU peut jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une stratégie globale. Étant donné la complexité et les dimensions mondiales de l'extrémisme violent, on devrait également permettre à l'Assemblée générale de jouer un rôle phare dans la formulation d'une stratégie multiple qui ferait fond sur la résolution 68/127. Nous espérons que le sommet des Nations Unies sur cette question, en septembre prochain, fournira une orientation claire à cette fin.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Khoshroo (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous tenons pour commencer à remercier la Jordanie d'avoir convoqué la présente séance sur un problème très grave qui se pose actuellement au monde et à nos jeunes.

De nos jours, les jeunes se trouvent dans une situation paradoxale vis-à-vis de l'Islam et de l'Occident. Cette situation délicate trouve son origine dans deux réalités apparemment contradictoires et pourtant intrinsèquement complémentaires. D'un côté, on assiste à une expansion de l'extrémisme et du terrorisme, qui s'observe dans certaines capitales occidentales autant que dans les villes et les villages de plusieurs pays islamiques. De l'autre, l'islamophobie se répand à travers l'Occident, semant la haine et la peur dans le tissu des sociétés occidentales.

Qu'en est-il des jeunes au milieu de cette situation conflictuelle et contradictoire? Sont-ils à l'origine de cette situation ou en sont-ils simplement les victimes? Qui sont ceux qui ont créé cette situation et quels intérêts veulent-ils servir? Quel est le rôle des jeunes dans cette équation? Le Guide suprême de la République islamique d'Iran, dans un message adressé à la jeunesse occidentale, a appelé cette dernière se libérer de ce dilemme imposé et destructeur. Il a ajouté que, de nos jours, les technologies modernes de communication avaient brouillé les frontières géographiques et que la jeunesse ne pouvait se laisser enfermer dans des carcans mentaux fabriqués de toutes pièces.

Quels sont ces carcans mentaux artificiels? Ils trouvent leurs racines dans des idéologies destructrices qui présentent deux caractéristiques. Premièrement, elles sont marquées par l'ignorance, la superficialité et une vision fanatique des choses. Deuxièmement, elles prônent la violence et se fondent sur la terreur et le takfir, c'est-à-dire le fait de considérer les autres ou tous ceux qui sont différents comme des apostats. Les centres qui professent ces idéologies en usurpant le nom de l'Islam et dépensent des milliards de dollars pour les diffuser via la télévision par satellite et les médias sociaux et traditionnels alimentent la propagation de l'ignorance et de la violence. Ils ciblent tout particulièrement les jeunes, qu'ils enrôlent dans leurs réseaux extrémistes et terroristes.

Aujourd'hui, le monde est le témoin d'une démonstration infâme de violence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Si on ne s'attaque pas à ceux qui l'orchestrent, le danger qu'ils suscitent augmentera de manière exponentielle et aboutira à la plus terrible des

crises sécuritaires mondiales. Il apparaît de surcroît que ce processus entraîne une montée de l'islamophobie en Occident. Or, les sièges financiers, politiques et culturels de ces idéologies va-t-en-guerre et takfiristes sont des alliés des centres de pouvoir et de l'argent de certains pays de l'Occident. Ces derniers utilisent les médias internationaux pour s'en prendre à l'Islam et le dépeindre comme la plus grande menace qui soit, tout en soulignant le caractère inévitable d'un conflit sanglant entre l'Islam et l'Occident.

Ces idéologies, ces terroristes internationaux et les médias qui attisent la peur ne représentent pas l'Islam. Ils font le lit de l'islamophobie et des actes à l'encontre des musulmans. Dans son message, le Guide suprême iranien a appelé la jeunesse à se tenir à l'écart de cette crise injustifiée et à prendre ses distances, dans un sursaut éclairé et visionnaire, par rapport à ces idéologies fondées sur l'ignorance et la violence. L'Islam est une religion de compassion et de sagesse, qui recommande à tous de mener une vie à l'image de celle du prophète, c'est-à-dire une vie pacifique, empreinte de sagesse et d'empathie. Les jeunes qui sont sincèrement à la recherche de la vérité doivent briser les barrières mentales érigées par l'islamophobie et les idéologies takfiristes et ils doivent trouver un nouveau mode d'interaction entre l'Islam et l'Occident. Grâce à eux, les relations entre l'Islam et l'Occident seront fondées sur des échanges constructifs, le respect mutuel et l'équité. C'est exactement ce que la République islamique d'Iran s'emploie à faire dans le domaine de la coopération mondiale pour lutter contre l'extrémisme et la violence.

Les Iraniens, notamment les jeunes, sont restés totalement imperméables à la propagande et au recrutement de l'extrémisme violent, ce dont nous nous enorgueillissons. Je saisis cette occasion pour réaffirmer une nouvelle fois l'engagement incontestable de l'Iran dans la lutte contre l'extrémisme violent, notamment dans le cadre du combat que nous menons contre les groupes terroristes les plus dangereux de notre région, tels Al-Qaida, Daech et consorts, qui sont aussi ceux qui parviennent le mieux à endoctriner la jeunesse partout dans le monde.

Enfin, je voudrais rappeler que le Président iranien Hassan Rouhani a proposé un programme global pour un monde contre la violence et l'extrémisme, qui a été adopté à la soixantième-huitième de l'Assemblée générale sous la forme de la résolution 68/127. Ce programme fournit une feuille de route pour combattre

l'extrémisme violent et autonomiser les jeunes de par le monde, et son importance n'a jamais été plus manifeste qu'aujourd'hui.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Autriche.

M. Sajdik (Autriche) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la présidence jordanienne du Conseil d'avoir convoqué le débat public de ce jour.

Nous assistons actuellement à une poussée dramatique de la radicalisation et de l'extrémisme au nom de la religion, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Toutefois l'extrémisme violent n'est pas l'apanage d'une seule région, il existe partout. Comme le Ministre autrichien des affaires étrangères, Sebastian Kurz, l'a déclaré au Conseil de sécurité le 27 mars dernier (voir S/PV.7419), le fait que les groupes terroristes semblent chercher tout particulièrement à radicaliser les jeunes, filles ou garçons, est une évolution dangereuse.

Le phénomène des combattants terroristes étrangers qui se rendent dans des zones de conflit telles que l'Iraq et la Syrie constitue une nouvelle menace à la sécurité. À une époque où la population mondiale de jeunes a atteint un chiffre record, les groupes extrémistes recrutent dans le monde entier des combattants étrangers de plus en plus jeunes, souvent par le biais des réseaux sociaux. Les jeunes sont attirés par les idéologies extrémistes parce qu'ils sont marginalisés par la société. La pauvreté et l'accès limité à l'éducation et à l'emploi sont des sources de mécontentement. Souvent, les jeunes ne sont non plus entendus par les décideurs, et le fait qu'ils créent d'eux-mêmes des associations et des groupes communautaires éveille les soupçons. Lorsque les jeunes sont marginalisés, c'est également le résultat d'un échec politique.

Le présent débat met en évidence la nécessité pour la communauté internationale de redoubler d'efforts afin d'endiguer le recrutement des jeunes par les extrémistes. Je souhaiterais faire quelques propositions sur la voie à suivre. Nous devons continuer d'appuyer les efforts visant à remédier aux facteurs qui sont à l'origine de la radicalisation des jeunes. Nous devons veiller à ce que tous les jeunes aient accès à une éducation de qualité et à l'emploi. Les jeunes doivent comprendre très tôt l'importance intrinsèque de la diversité en tant que facteur d'enrichissement de la société. Ils doivent apprendre quels sont leurs droits fondamentaux et quels sont ceux des autres.

Les jeunes doivent savoir qu'ils ont le droit de participer aux processus de prise de décisions au sein de la société, et ils doivent être encouragés à le faire. Un grand nombre des libertés dont jouissent les jeunes aujourd'hui sont considérées comme acquises. Cependant, nous devons faire savoir aux jeunes que la liberté dont ils jouissent aujourd'hui est le résultat d'un processus long et souvent difficile et qu'ils leur incombent également de promouvoir la liberté en tant que valeur fondamentale de notre société. Lorsqu'ils manquent de perspectives, les jeunes risquent d'être tentés par l'extrémisme. Nous devons donc leur montrer qu'ils font partie intégrante de la société en leur offrant des moyens d'y participer, notamment par le volontariat.

Nous devons utiliser des mécanismes novateurs pour communiquer avec les jeunes, et nous devons utiliser Internet et les réseaux sociaux pour contrer les messages de haine par des messages d'espoir. Nous devons aider les organisations de la société civile à créer l'espace nécessaire pour permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances. L'engagement civique, notamment le volontariat, présente des avantages à long terme et renforce l'estime de soi et la résilience face aux idéologies extrémistes. Les chefs religieux jouent un rôle important dans la promotion du respect et de la tolérance, et il faut donc qu'ils participent à l'élaboration de campagnes de prévention efficaces. De même, nous devons renforcer les partenariats avec le secteur privé. Pour se développer, les entreprises ont besoin d'une main d'œuvre éduquée. Les partenariats public-privé, notamment les programmes d'apprentissage que nous avons mis en place en Autriche, donnent de bons résultats tant pour les entreprises que pour les jeunes.

Le dialogue interculturel contribue à renforcer la confiance au niveau mondial, favorise la compréhension mutuelle et promeut le pluralisme au sein de notre société. L'Autriche participe activement aux activités de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies et appuie son développement. À cet égard, je saisis cette occasion pour remercier l'Alliance des civilisations, le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé un important débat thématique de haut niveau sur la promotion de la tolérance et de la réconciliation plus tôt cette semaine.

L'Autriche se mobilise pour intensifier la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme, en particulier dans les Balkans occidentaux. À la mi-mars, nous avons adopté un plan d'action pour lutter contre le djihadisme en collaboration avec tous

les pays des Balkans occidentaux. Il prévoit notamment une coopération plus étroite entre les forces de l'ordre, le renforcement de la sécurité aux frontières et des efforts conjoints en vue de retirer le contenu terroriste d'Internet. Notre objectif final doit être de prévenir l'apparition d'une nouvelle génération de terroristes.

Nous sommes profondément préoccupés par l'utilisation de combattants étrangers par l'État islamique d'Iraq et du Levant, le Front el-Nosra et d'autres organisations terroristes, et par les risques que ces combattants étrangers peuvent poser à leur retour. Nous sommes déterminés à garantir une mise en œuvre intégrale et rapide des résolutions du Conseil de sécurité qui englobent toutes les mesures de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, en particulier la résolution 2170 (2014), qui demande aux États Membres de prendre des mesures pour endiguer le flux de combattants étrangers et pour assécher les sources de financement et d'appui des groupes extrémistes islamistes en Iraq et en Syrie.

En ma qualité de Président du Conseil économique et social, j'ai eu la chance de présider le Forum de la jeunesse en 2014 et 2015. Le Forum de la jeunesse attire plus de 500 jeunes qui débattent entre eux et avec les États Membres de leurs priorités et de leur vision de l'avenir. Cette année, les jeunes se sont intéressés aux moyens de participer davantage à l'élaboration des stratégies de développement de leurs pays et de prendre une part active à l'instauration de la justice et de la paix au sein de leurs communautés. Nous devons écouter ce qu'ils ont à dire et tenir compte de leurs vues lorsque nous élaborons des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent. Le Conseil économique et social continuera d'offrir cette possibilité aux jeunes du monde entier pour leur permettre de proposer des solutions aux problèmes auxquels eux-mêmes et leurs sociétés sont confrontés. Dans ce contexte, je salue les efforts inlassables déployés par l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, M. Ahmad Alhendawi.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Oh Joon (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens à vous remercier, ainsi que la présidence jordanienne, d'avoir convoqué cet important débat sur la lutte contre l'extrémisme violent.

Aujourd'hui, le nombre de combattants terroristes étrangers est plus élevé que jamais. Le fait que des jeunes, dont certains ont à peine 15 ans, constituent une proportion non négligeable de ces individus est particulièrement alarmant. Aujourd'hui, un de nos objectifs les plus pressants en matière de sécurité consiste à empêcher que les jeunes se laissent entraîner par l'extrémisme violent. Pourtant, la dure réalité est qu'il n'existe pas d'approche unique pour régler les multiples aspects de cette question. Les raisons de la radicalisation des jeunes varient selon les sociétés, et divers facteurs entrent en ligne de compte, de l'idéologie extrémiste à des facteurs socioéconomiques et à des revendications personnelles. La prévention de la radicalisation exige donc de mettre en place une approche également diversifiée et multidimensionnelle. Je souhaite partager quelques réflexions à cet égard.

Premièrement, nous devons lutter plus efficacement contre les discours et la propagande extrémistes qui ciblent les esprits des jeunes. Les groupes tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant promeuvent et propagent des vues et des interprétations déformées de la religion, de l'histoire et du monde sur Internet et les réseaux sociaux. Pour prévenir la radicalisation des jeunes, nous devons avant tout nous faire une idée claire des raisons pour lesquelles ces messages exercent une telle fascination sur un si grand nombre de jeunes au sein de sociétés diverses. Le simple fait de clore des sites et de suspendre des comptes sur Facebook ne donnera pas les résultats escomptés. Nous devons élaborer et diffuser des messages efficaces et persuasifs qui convaincront ces jeunes que les idéologies véhiculées par la propagande extrémiste ne sont que des promesses trompeuses et vides de sens. Notre objectif doit être de créer des sociétés libres et diverses qui ouvrent l'accès à la dignité, à des perspectives et au bonheur pour tous. Les écoles, les familles et les communautés religieuses doivent jouer un rôle central pour faire comprendre aux jeunes que l'extrémisme ne peut leur offrir ni perspective ni avenir.

Deuxièmement, la participation à la vie de la communauté est particulièrement importante pour empêcher la radicalisation des jeunes, comme le souligne la résolution 2178 (2014). Dans toute société, les jeunes mécontents sont une cible facile par les recruteurs extrémistes, qui les séduisent avec des promesses d'une nouvelle communauté et d'une identité collective. Ce sont les communautés d'origine qui sont les mieux placées pour protéger leurs jeunes

face à cette vulnérabilité, en leur donnant un sentiment d'appartenance, une identité et des possibilités d'emploi.

Troisièmement, dans une perspective plus large, nous devons aller plus loin et nous attaquer aux lacunes et aux maux de la société qui facilitent l'enracinement de l'extrémisme violent. La bonne gouvernance, la défense des droits de l'homme et le développement sont des éléments essentiels pour répondre aux griefs et au désespoir qui servent de terreau fertile à l'extrémisme violent. Le rôle de l'éducation est également d'une importance cruciale, pour inculquer aux futures générations des valeurs universelles telles que la dignité humaine, la diversité et la tolérance, comme le souligne la notion d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Comme le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, l'a souligné lors du sommet sur la lutte contre l'extrémisme violent qui s'est tenu à Washington en février dernier, la prévention de l'extrémisme violent est peut-être le plus grand défi que notre famille humaine devra relever au XXI^e siècle. Le moment est venu de joindre nos efforts et notre sagesse pour nous attaquer à ce défi de taille.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Monténégro

M^{me} Pajević (Monténégro) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence jordanienne du Conseil de sécurité d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui sur le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent et dans la promotion de la paix. Nous saluons l'engagement ferme de la Jordanie en faveur de cette question. Nous remercions également les intervenants d'aujourd'hui de leurs excellents exposés.

Le Monténégro s'associe à la déclaration qui a été faite par l'observateur de l'Union européenne. Cependant, je voudrais mettre en exergue quelques points qui revêtent une importance particulière pour mon pays.

Aujourd'hui, le monde compte plus d'un milliard de jeunes. Les jeunes jouent un rôle essentiel s'agissant du développement social et économique, de remettre en cause les normes et les valeurs sociales et de jeter les fondements du monde de demain. Ils ont prouvé qu'ils pouvaient contribuer à promouvoir un dialogue constructif entre les religions, les croyances et les civilisations et ont apporté de précieuses contributions à la promotion de la paix, de la tolérance et de la diversité.

Nous sommes témoins des effets dévastateurs et durables de la violence et de la culture de la violence, qui

sont catastrophiques dans plusieurs régions du monde. Les jeunes sont confrontés à des obstacles particuliers, allant de la discrimination à la marginalisation, en passant par la pauvreté et la violence. En général, leurs vues ne pas suffisamment prises en compte lorsqu'il s'agit des questions qui les concernent, notamment l'extrémisme violent – l'un des plus graves défis auxquels les jeunes d'aujourd'hui font face. Les jeunes sont les principales victimes directes de la violence dans des situations de conflit, mais ils commettent également des violences, en raison de leur vulnérabilité face au recrutement militaire, volontaire et involontaire.

L'extrémisme n'est pas quelque chose dont on peut faire abstraction. Il faut s'y attaquer de front parce que ses conséquences sont bien connues. Le risque de l'extrémisme est plus élevé dans les situations où les jeunes ne sont pas instruits et n'ont pas d'espoir pour l'avenir, ce qui les rend plus vulnérables à l'influence des idées radicales. Toutefois, les gouvernements ne peuvent pas agir seuls pour régler cette question. En outre, nous devons être conscients qu'aucune intervention extérieure ne peut transformer les cœurs et les esprits. Cette tâche incombe aux pays eux-mêmes et à leurs peuples. Le potentiel des jeunes à faciliter le processus de la lutte contre l'extrémisme violent est souvent sous-estimé. Par conséquent, nous pensons qu'il est essentiel de faire participer les jeunes à ce processus en tant que parties prenantes et décideurs. Cela leur permettrait de s'approprier les politiques qui les concernent et qui nous concernent tous.

Le Monténégro salue tous les efforts visant à répondre aux besoins et aux priorités des jeunes et à proposer des solutions durables à leurs problèmes. Il y a beaucoup de jeunes gens et de jeunes femmes talentueux et créatifs qui font œuvre de pionnier en matière d'innovation, de nouveaux outils de médias sociaux et de moyens permettant d'atteindre les jeunes. Mon gouvernement en est bien conscient. Au moyen de notre système d'éducation, nous promovons chez nos jeunes la pensée créative et critique, et nous leurs apprenons à coopérer, à communiquer et à prendre des risques. Notre politique économique vise à promouvoir, encourager et faciliter la création de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, ainsi que la croissance d'entreprises existantes, en mettant un accent particulier sur les jeunes.

En outre, grâce à la mise en œuvre des divers programmes et projets, comme celui que nous sommes en train d'exécuter en coopération avec le Programme

des Nations Unies pour le développement, appelé « Autonomisation des jeunes », nous donnons aux jeunes générations l'assurance et l'ambition qui leur permettent d'être des membres constructifs et appréciés de la société et de réussir dans cette nouvelle économie placée sous le signe de la mondialisation – tout en promouvant la paix, la tolérance et la diversité. Nous comptons créer davantage de programmes et de projets similaires. Par ailleurs, nous sommes en train d'élaborer un nouveau cadre stratégique et législatif. Nous estimons que de tels investissements constituent un atout pour toute société qui aspire à un avenir meilleur et sont le meilleur antidote à la violence.

De nombreux États ont une population majoritairement jeune. Par conséquent, veiller à ce que les jeunes participent activement à la prise de décisions et soient traités comme un atout essentiel pour la société est un impératif démographique et démocratique. La mise à la disposition des jeunes d'outils pédagogiques adéquats pour la prévention des crises et la consolidation de la paix a une incidence positive sur l'épanouissement des jeunes et contribue à une paix plus durable. En outre, garantir le respect des droits fondamentaux des jeunes permet d'améliorer les conditions sociales et économiques, le bien-être et les conditions de vie des générations futures. Ce n'est qu'en abordant la question de l'extrémisme violent et de la promotion de la paix sous cette perspective que nous pouvons espérer relever ces défis et instaurer une paix durable dans le monde.

Le Monténégro demeure engagé en faveur de cette question importante, dans le but d'assurer une meilleure intégration des jeunes dans les processus traditionnels de prise de décision et de réduire leur marginalisation politique et sociale. Nous continuerons également d'être un partenaire fiable de l'Organisation des Nations Unies dans ses activités visant la promotion de la tolérance et de la réconciliation. Fiers de ses valeurs et de ses réalisations et confiants dans l'avenir, nous continuerons d'œuvrer à ses côtés pour garantir la paix et la sécurité internationales.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations.

M. Al-Nasser (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur que de prendre la parole aujourd'hui devant le Conseil de sécurité pour l'informer des efforts déployés par l'Alliance des civilisations des Nations Unies pour promouvoir la paix et la tolérance

en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes. Je tiens à remercier le Royaume hachémite de Jordanie d'avoir organisé cette importante réunion, qui revêt une importance particulière pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le fait que le prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II a présidé cette réunion au début témoigne du leadership dynamique dont la Jordanie fait preuve en tant que membre actif du Conseil de sécurité.

À titre personnel et en ma qualité de Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, j'estime qu'il est essentiel de placer les jeunes du monde à l'avant-garde des efforts de l'ONU de lutte contre le terrorisme aussi bien au niveau de la prévention qu'au lendemain des conflits. Grâce à nos expériences d'appui aux initiatives dirigées par les jeunes sur le terrain, nous savons que l'on ne peut bâtir durablement des sociétés pacifiques et sans laissés pour compte sans la participation et l'engagement des jeunes. Les deux tiers de la population mondiale sont des jeunes. En outre, dans la plupart des pays touchés par un conflit et sortant de conflit, les jeunes représentent plus de 50 % de la population.

Cependant, je trouve que jusqu'à présent, notre débat sur la jeunesse, la paix et la sécurité n'est pas allé assez loin, s'agissant de sa portée et de la participation effective des jeunes. Il importe au plus haut point de prendre en compte la dimension culturelle quand on aborde les questions relatives à la jeunesse, notamment en vue de protéger leurs cœurs et leurs esprits de l'influence de la radicalisation. Je sais que cet organe, le Conseil de sécurité, a pris les devants pour lancer une réflexion à l'échelle mondiale sur un certain nombre de sujets importants concernant la paix et la sécurité mondiales. Cependant, en ce qui concerne la jeunesse, la communauté internationale n'a toujours pas adopté une position globale et des politiques, des engagements, des priorités et des responsabilités holistiques pour répondre aux aspirations des jeunes du monde entier.

C'est là que l'Alliance des civilisations entre en jeu pour compléter les efforts des organismes des Nations Unies et des États Membres. Nous le faisons au moyen de projets et d'activités concrets menés grâce à l'appui financier des États Membres, des organisations non gouvernementales spécialisées et des partenaires du secteur privé. Je voudrais tout d'abord parler de notre programme de bourses.

Grâce à ce programme, chaque année, nous prenons en charge des jeunes des pays de l'Ouest

et de l'Est, avec qui nous effectuons des visites dans différents pays. Ce programme permet aux jeunes de comprendre d'autres cultures et traditions, d'avoir foi en l'importance de vivre avec les autres et les encourage à rejeter la violence fondée sur la culture ou la religion. Je saisis cette occasion pour remercier la Jordanie d'avoir accueilli les boursiers en début d'année, de même que le Maroc et le Qatar. J'espère bénéficier de l'appui d'autres pays qui souhaitent faire de même.

Par exemple, grâce au Fonds de solidarité pour la jeunesse, l'Alliance des civilisations a touché plus de 10 000 organisations dirigées par des jeunes et des centaines de milliers de jeunes dans le monde entier avec l'octroi de subventions et des ateliers de renforcement des capacités. Dans le cadre du Prix de l'innovation interculturelle, un modèle de partenariat public-privé entre l'Alliance des civilisations et le groupe BMW, nous appuyons des initiatives locales innovantes qui favorisent le dialogue interculturel. Les formations « Entrepreneurs for Social Change » sont un exemple plus récent. Il existe également d'autres programmes, y compris le festival PLURAL+, qui offre à de jeunes cinéastes une tribune pour parler d'identité; ainsi que les cours d'été organisés chaque année, qui rassemblent pendant une semaine de jeunes militants et des jeunes jouant un rôle d'innovation sociale originaires du monde entier pour des exercices de formation, ici, à New York. Tous ces programmes de l'Alliance des civilisations sont axés sur la prise de conscience d'une vérité fondamentale : les jeunes sont les principaux acteurs du changement – non seulement à l'avenir mais aussi de nos jours.

Ces 10 dernières années, l'attention mondiale prêtée au terrorisme et à l'extrémisme violent ont clairement mis en évidence le rôle des jeunes dans la perpétration d'actes terroristes. Nous savons tous que, via les médias et par l'utilisation des technologies de l'information et des communications, les jeunes sont exposés à des menaces nouvelles et émergentes à la sécurité mondiale, mais également à eux-mêmes. Malheureusement, les faits tragiques survenus récemment ont démontré que les jeunes peuvent bel et bien être tentés de commettre des crimes atroces et des violences indicibles, tout en étant également victimes de tels actes et environnements. J'ai énormément de peine pour eux, en particulier pour ceux qui vivent dans des zones de conflit prolongé et dont le seul tort est d'y être né.

De nombreux pays dans lesquels les jeunes représentent une part importante de la population n'ont pas souffert de la violence, en raison d'un produit intérieur brut élevé et d'une protection sociale. De fait, la recherche semble indiquer que le risque de conflit violent est plus élevé dans les pays où une explosion démographique de la jeunesse coïncide avec des périodes de long déclin économique, des perspectives limitées en matière d'éducation et d'emploi, une exclusion de la participation sociale, culturelle et politique, et une absence d'égalité des chances. La plupart des jeunes ne s'adonnent pas à la violence à moins que quelqu'un de plus âgé ne leur ait appris à le faire, même dans des situations de conflit. Pour que nos travaux soient efficaces, nous devons admettre ce fait.

De nombreux jeunes souffrent de niveaux élevés de dénuement relatif, de discrimination et d'exclusion, et de nombreux hommes ne répondent pas aux normes sociales de masculinité; pourtant, la plupart ne se livre pas à la violence. Des études portent à croire que des communautés solides et la participation des jeunes à des associations locales renforcent leur sentiment d'appartenance, et que de telles possibilités sont des moyens importants de les décourager à se livrer à la violence. Nous devons travailler en partenariat avec les jeunes pour affirmer une identité de groupe positive, et couper l'herbe sous le pied des extrémistes qui tentent de leur en donner une. Mais cela ne fait pas la une des journaux. Pour moi, les gros titres restent le fait que les jeunes sont une force extraordinaire de progrès social, de développement et, en fin de compte, de progrès de l'humanité. Les jeunes femmes et hommes sont d'importants facteurs et agents de changement dans la reconstruction et le développement des sociétés dont ils font partie.

Aujourd'hui, les jeunes sont souvent plus ouverts aux changements, aux commentaires et à l'apprentissage, et sont généralement plus tournés vers l'avenir. Aujourd'hui, ils sont plus réalistes, créatifs et innovants, et peut-être plus disposés à prendre des risques. Leur capacité de dialoguer les uns avec les autres et avec les adultes, et de communiquer, est également sans précédent. Comment je le sais? Grâce à différentes activités. Nous avons des centaines d'exemples positifs de jeunes ayant démarré leur vie comme militants dans le domaine de l'innovation, encourageant la coexistence entre les croyances, s'élevant contre l'injustice sociale et luttant contre la violence et les tensions confessionnelles dans leur pays par des activités utiles et en des lieux judicieux.

Il est important de permettre aux jeunes de s'impliquer dans leur société durant la période de transition faisant suite à un conflit violent pour favoriser une paix et une sécurité durables. Cela dit, nous devons également prendre en considération le fait que, dans des pays touchés par des conflits, les structures, systèmes et réseaux de la jeunesse, là où ils existent, ont souvent une influence politique limitée, des moyens dérisoires et très peu de ressources. Les politiques relatives à la jeunesse sont le plus souvent sous-financées et pas suffisamment appliquées. Rares sont celles qui contribuent de manière spécifique à la paix et à la sécurité, notamment à la nécessité de prévenir la participation des jeunes à des actes de violence, de protéger les jeunes hommes et femmes contre la violence et de promouvoir leur véritable participation aux processus politiques.

Dans l'ensemble, les faits observés donnent à penser que, dans le contexte de la paix et de la sécurité, de nombreux États Membres ne prêtent pas suffisamment attention aux jeunes. Parfois, le manque de confiance, l'incompréhension, l'absence de volonté politique et, dans certains cas, des capacités et des ressources limitées empêchent d'agir. Néanmoins, le présent débat indique que la situation est en train de changer. À l'initiative du Royaume hachémite de Jordanie, le Conseil de sécurité fait valoir le rôle des jeunes en tant que partenaires au service de la paix, de la sécurité et dans la lutte contre l'extrémisme violent. Afin d'apprécier à sa juste valeur le rôle positif que les jeunes peuvent jouer, plusieurs entités des Nations Unies – la Commission de consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF, l'Alliance des civilisations et d'autres – en partenariat avec des organisations de la société civile telles que Search for Common Ground, World Vision et United Network of Young Peacebuilders, ont publié l'année dernière les « Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix ».

Enfin, je suis convaincu que ces principes doivent éclairer nos débats au Conseil, aujourd'hui et à l'avenir. La participation des jeunes est essentielle à une consolidation de la paix efficace. Dans le monde entier, les jeunes sont déjà les dirigeants d'aujourd'hui, pas seulement les dirigeants de demain. Nous devons utiliser cette tribune pour les aider à accentuer et intensifier leurs efforts. Je suis personnellement déterminé à le faire, et l'Alliance des civilisations est prête à travailler avec le Conseil et à resserrer sa coopération avec le système des Nations Unies pour s'attaquer à ces questions. Face

à l'extrémisme violent, travailler en association avec les jeunes et promouvoir leur dévouement à la cause de la paix doivent faire partie de la solution.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Çevik (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à remercier le Président d'avoir organisé le présent débat important.

Les jeunes sont un atout majeur et l'espoir de sociétés pacifiques et prospères. Pourtant, aujourd'hui, un nombre sans précédent de jeunes se rendent en Syrie et en Iraq pour lutter en tant que combattants terroristes étrangers aux côtés de groupes terroristes tels que Daech. De même, les rangs des Chabab et de Boko Haram comptent en majorité des jeunes. Sur tous les continents, un nombre croissant de jeunes hommes et femmes sont exposés à des idéologies extrémistes, à la radicalisation et au terrorisme.

Pour contrer ce phénomène, il importe de prendre des mesures fermes afin d'empêcher les jeunes de se rendre dans les zones de conflit, comme le demande la résolution 2178 (2014). La Turquie apporte sa contribution en adoptant plusieurs mesures, notamment le renforcement des contrôles aux frontières et l'établissement d'une liste de personnes interdites d'entrée. Il va sans dire que la lutte ne peut être menée par la Turquie seule, et qu'une coopération internationale efficace et un partage de renseignements en temps opportun, particulièrement par les pays d'origine, sont essentiels.

Sur ce point, étant donné que les questions liées au recrutement et aux voyages dans les zones de conflits ont été soulignées plus tôt avec des mentions spécifiques, je voudrais citer un exemple frappant qui a fait les choux gras de la presse dernièrement. Selon les informations fournies par les médias, un citoyen des États-Unis qui a participé à un attentat-suicide en Syrie se serait rendu dans ce pays à plusieurs reprises. Cela souligne l'importance d'une coopération étroite et d'un partage systématique de renseignements.

En luttant contre ce phénomène, la première chose à faire c'est de bien comprendre les causes profondes de la radicalisation chez les jeunes. Comme souligné dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, pour lutter efficacement contre le terrorisme il faut éliminer les conditions propices à sa propagation. Ce faisant, il importe de rappeler que la radicalisation et l'extrémisme violent ne sont pas propres à une religion,

une foi ou une communauté en particulier. Le processus menant à l'extrémisme violent peut avoir différents facteurs déclenchants, allant du sous-développement au sentiment de discrimination. Un accent particulier doit être placé sur l'élaboration de politiques d'intégration bien conçues. Plus les communautés de migrants seront intégrées là où elles vivent, plus facile il sera de marginaliser l'extrémisme et de dépasser la perception d'être laissé pour compte, stigmatisé et rejeté.

Les conflits persistants créent les conditions propices à la propagation du terrorisme chez les jeunes. Parmi les autres facteurs qui contribuent à de telles conditions, il y a l'absence d'état de droit, les violations des droits de l'homme, la discrimination ethnique, nationale et religieuse, l'exclusion politique, la marginalisation socioéconomique et l'absence de bonne gouvernance. Les multiples facteurs de radicalisation des jeunes montrent qu'il est nécessaire d'adopter une approche holistique faisant intervenir plusieurs échelons de l'administration et différents secteurs de la société civile. Une stratégie gouvernementale globale doit être appuyée par une approche associant l'ensemble de la société.

En Turquie, plusieurs institutions gouvernementales, notamment celles chargées de la sécurité, de la jeunesse, de l'éducation et de la politique sociale, participent à ces efforts. En outre, le Bureau des affaires religieuses auprès du Premier Ministre joue un rôle spécial en Turquie en tant qu'acteur dans l'action menée pour lutter contre l'extrémisme violent, notamment en harmonisant les prêches du vendredi par la fourniture de directives mettant l'accent sur le message de paix de l'islam.

La coopération internationale peut aider à donner aux jeunes les moyens de faire face à l'extrémisme violent. Tant la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, comme la résolution 1624 (2005) et la résolution 2178 (2014), identifient les mesures concrètes à prendre. Nous saluons l'annonce faite par le Secrétaire général, au Sommet de la Maison-Blanche sur la lutte contre l'extrémisme violent qui a eu lieu en février, concernant un plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. Nous pensons que les jeunes doivent être un important groupe cible de ces efforts. Nous nous félicitons à cet égard des projets en faveur des jeunes déjà mis en œuvre par le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et nous demandons qu'ils

soient poursuivis. Outre les efforts conjoints des Nations Unies, les nombreux documents-cadres et portant sur les pratiques optimales – notamment ceux adoptés par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres instances – peuvent nous fournir d'incalculables orientations.

Étant donné que les terroristes utilisent à mauvais escient les technologies de l'information et des communications pour diffuser leurs morbides messages, protéger les jeunes de ces toxiques tentatives d'endoctrinement requiert que nous leur faisons parvenir des messages de paix et de tolérance dans le cadre de notre lutte commune contre la discrimination, l'intolérance, le racisme, la xénophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme et la discrimination à l'égard des chrétiens et des membres d'autres religions. À cet égard, l'Alliance des civilisations, dont la Turquie est un promoteur, effectue un excellent travail sur le thème de notre débat par le biais de nombreux projets et activités centrées sur quatre principaux piliers, à savoir la jeunesse, l'éducation, les médias et les migrations. Les jeunes doivent être convaincus qu'indépendamment de nos différences de croyances, nous pouvons vivre dans l'unité, la paix et l'harmonie. Ce n'est qu'ainsi que nos sociétés seront réellement résilientes face à l'extrémisme violent.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

M. Kvelashvili (Géorgie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais sincèrement remercier la présidence jordanienne d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, et remercier personnellement S.A.R le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II de son leadership, qui a beaucoup contribué au caractère constructif et global de nos délibérations aujourd'hui.

La Géorgie appuie et partage pleinement la vision, les approches et les conclusions soulignées dans le document de réflexion (S/2015/231, annexe) distribué par la Mission permanente de la Jordanie, et appelle toutes les parties prenantes à jouer un rôle plus dynamique dans nos efforts conjoints visant à contrer l'extrémisme violent. Nous sommes convaincus aussi que le moment est venu pour la communauté internationale de défendre fermement les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et d'insister sur le respect du droit international aux fins de la paix et de la stabilité dans le monde.

La Géorgie s'associe pleinement à la déclaration faite par le Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne, et je voudrais par ailleurs faire quelques observations à titre national.

Les faits récents survenus au Moyen-Orient, en Afrique et en Europe orientale indiquent clairement que nous ne devons pas considérer notre sécurité comme acquise, et que dans le monde incertain qui est le nôtre aujourd'hui, tous les pays animés du même esprit doivent s'unir pour protéger et promouvoir la paix, la stabilité et un ordre mondial basé sur des règles. La Géorgie estime qu'un mépris total des principes fondamentaux du droit international, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les affaires intérieures a contribué de façon notable à la dangereuse érosion de la confiance entre nations et peuples, ce qui a joué un rôle décisif dans les dernières manifestations de l'extrémisme violent et dans la radicalisation des jeunes dans certaines régions du monde.

Par exemple, la sécurité européenne est sensiblement mise à l'épreuve de par le comportement agressif de la Fédération de Russie vis-à-vis de ses voisins, en particulier la Géorgie et l'Ukraine, qui s'est manifesté par l'occupation militaire illégale de parties intégrantes de nos territoires souverains. Cette inquiétante tendance consistant à arbitrairement modifier les frontières internationales par la force constitue une menace importante non seulement pour la vision stratégique d'une Europe unie, libre et en paix, mais aussi pour la notion de relations amicales entre jeunes hommes et jeunes filles de tous les pays de notre région. Lorsque des médias publics, en particulier la télévision, encouragent des formes extrêmes de nationalisme et d'idéologie violente et tentent de justifier sur des bases chauvines l'occupation et l'annexion de territoires étrangers, la radicalisation des jeunes devient un phénomène banal.

Concernant le Moyen-Orient, nous sommes profondément choqués et bouleversés par les événements violents et la rapide détérioration des conditions de sécurité dans certaines parties de l'Iraq et de la Syrie. La Géorgie condamne dans les termes les plus vifs les odieux actes de terrorisme et de violence commis contre des populations civiles prises pour cible en raison de leur appartenance religieuse et ethnique. Des groupes terroristes comme l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) représentent une menace non seulement pour les pays du Moyen-Orient mais aussi pour l'Europe, l'Amérique du Nord et au-delà. Ce n'est que par une

action commune et en faisant preuve de détermination que nous pourrions stopper, inverser et empêcher ces actions violentes.

Nous appuyons pleinement les efforts internationaux concertés visant à contrer l'EIIL. La Géorgie participe déjà aux travaux de trois groupes de travail chargés de lutter contre l'EIIL et son financement et ses messages et contre les combattants terroristes étrangers. Nous espérons que l'action de ces groupes renforcera davantage le niveau de coordination et le dialogue entre les membres de la coalition.

Au niveau national, la Géorgie, qui a de tout temps été un exemple de tolérance ethnique et religieuse, s'emploie à modifier sa politique nationale pour lutter contre la montée de la menace que constituent l'extrémisme et le terrorisme à l'échelle mondiale. Mon gouvernement a déjà entrepris les modifications législatives pertinentes, dont l'adoption vise à rendre le Code pénal géorgien conforme aux meilleures pratiques internationales. Entre autres éléments particulièrement importants, ces modifications érigent en infraction pénale tout l'éventail des activités liées aux combattants terroristes étrangers, conformément à la résolution 2178 (2014).

Dans le même temps, il faut faire davantage aux niveaux national et international pour s'attaquer aux causes profondes qui favorisent la propagation de l'extrémisme violent, notamment par le biais de politiques visant au développement social et économique, à la promotion de l'éducation et de l'emploi des jeunes, ainsi qu'à leur autonomisation politique.

La présence de citoyens de pays tiers en tant que combattants terroristes étrangers dans les rangs de l'EIIL et d'autres groupes terroristes est un sujet de grave préoccupation. S'attaquer à ce problème, compte tenu en particulier de son caractère transnational et transfrontières, exige des approches coordonnées. Nous sommes prêts à collaborer étroitement avec nos partenaires internationaux pour lutter contre le problème mondial que représentent les combattants terroristes étrangers grâce à une meilleure coordination de nos efforts, ainsi qu'à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. van Oosterom (Pays-Bas) (en anglais) : Tout d'abord, qu'il me soit permis de remercier le Royaume

hachémite de Jordanie d'avoir pris l'initiative d'organiser cet important et fort opportun débat.

Le Royaume des Pays-Bas s'associe à la déclaration faite plus tôt par l'observateur de l'Union européenne.

Compte tenu des contraintes de temps, je vais me limiter à l'essentiel de ma déclaration. L'intégralité de mon discours sera disponible sur mon compte Twitter. Je vais aborder trois questions : l'éducation, notre engagement international et l'importance de l'ouverture.

Premièrement, en ce qui concerne l'éducation, les Pays-Bas poursuivent une politique active visant à renforcer le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Notre démarche se caractérise par un renforcement du rôle de la famille, des spécialistes et des communautés dans la lutte contre la radicalisation et les tensions sociales.

Les Pays-Bas entendent améliorer les connaissances et les compétences au sein du triangle formé par les parents, les écoles et l'environnement social. Selon nous, les parents jouent un rôle essentiel dans la prévention de la radicalisation. Pour aller à la rencontre des parents, nous avons mis au point un ensemble d'outils et de réponses, qui donnent des orientations pour l'éducation dans ce domaine. Nous organisons, à l'échelon local, des réunions d'information sur les méthodes de recrutement et les dangers que courent les enfants sur Internet, un problème que beaucoup d'entre nous ont déjà évoqué.

En outre, les Pays-Bas ont mis en place un centre national consultatif, qui offre un soutien aux membres de la famille des individus radicalisés. Nous cherchons également à améliorer les compétences des professionnels de l'éducation afin qu'ils soient mieux en mesure de détecter la radicalisation et d'en parler. Nous formons les enseignants à reconnaître la radicalisation et à prendre les mesures qui s'imposent. Nous avons mis au point une panoplie de mesures, comprenant des portails Web, l'apprentissage en ligne et des réseaux de professionnels de terrain qui peuvent fournir des conseils. Nos écoles ont le devoir de parler de la citoyenneté et des valeurs connexes, telles que l'égalité, la liberté d'expression, la liberté de religion et la liberté de manière générale.

Ma troisième remarque à ce sujet est qu'il est important d'être au contact des jeunes au sein même de leurs communautés. Afin d'influencer les groupes de jeunes, nous faisons appel à leurs chefs de file pour

qu'ils soient la voix de la modération et de la raison. À l'échelon local, cela suppose une coopération entre les écoles, les municipalités, la police, la société civile et les groupes politiques et religieux. Les municipalités sont appuyées dans les efforts qu'elles déploient pour renforcer de tels réseaux communautaires, par exemple, par le biais de discussions en groupe avec les parents, les professionnels et les grands leaders d'opinion, tels que les imams.

La deuxième question que je souhaite aborder concerne nos activités internationales. Nous participons à de nombreuses initiatives internationales. Je citerai notamment le réseau de sensibilisation à la radicalisation et le Forum mondial de lutte contre le terrorisme. Bien sûr, nous appuyons également les travaux de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, que nous sommes très heureux de voir représentée au Conseil. Je tiens aussi à mentionner en particulier la coopération bilatérale entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume du Maroc en matière de prévention du terrorisme et de lutte contre la radicalisation. Le travail que nous menons avec des représentants d'organisations non gouvernementales sur cette question est une autre de nos activités dans ce domaine. À titre d'exemple, nous avons financé une publication sur la communication stratégique pour contrer le discours des organisations extrémistes.

La troisième question est celle de l'ouverture. Les Pays-Bas croient fermement en la nécessité d'une prise de décisions plus représentative, qui permettrait aux jeunes d'exprimer leurs préoccupations. Les jeunes doivent être des partenaires actifs dans le cadre des initiatives menées en faveur de la tolérance et de la prévention des conflits. Nous devons veiller à ce que leurs priorités fassent partie intégrante de nos politiques. Les gouvernements doivent être à l'écoute de leurs préoccupations. Cela est particulièrement vrai pour le programme de développement durable pour l'après-2015. Les jeunes d'aujourd'hui sont à la fois l'objet et le sujet de ce programme. Non seulement il définira leur avenir, mais ce seront eux qui, dans une large mesure, devront le mettre en œuvre. Tous les objectifs de développement durable sont pertinents pour les jeunes d'aujourd'hui. Leur voix doit être entendue; leur engagement est d'une importance cruciale; leur action est nécessaire.

À l'heure où nous parlons, le représentant de la jeunesse néerlandaise auprès de l'Organisation des Nations Unies, Jilt van Schayik, est en route vers l'Afrique du Sud, traversant plus de 20 pays et deux

continents dans le cadre d'un périple qui a débuté à Amsterdam. Fidèle à la tradition néerlandaise, il couvre plus de 11 000 kilomètres à bicyclette. Le but de son voyage, appelé « Building Bridges », est d'être à l'écoute des jeunes dans les pays qu'il traverse. Sa contribution constituera pour nous un apport précieux au programme pour l'après-2015. Les jeunes délégués, comme lui, sont de bons exemples pour d'autres jeunes du monde entier.

En conclusion, le Royaume des Pays-Bas se targue d'être un partenaire pour la paix, la justice et le développement. Comme le dit un vieux proverbe néerlandais, « Qui est jeune, contrôle l'avenir ». Œuvrons tous ensemble pour un avenir où les jeunes d'aujourd'hui brandiront les outils de la paix, de la justice et du développement, plutôt que les armes de la haine et de la terreur.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent du Saint-Siège.

Mgr Auza (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais féliciter la Jordanie de sa présidence au cours de ce mois et, en particulier, d'avoir organisé le présent débat sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix.

La mondialisation et l'interdépendance technologique sans cesse croissantes ont apporté de nombreux bienfaits au monde contemporain, mais elles ont aussi créé des défis nouveaux et émergents. Les jeunes à travers le monde peuvent utiliser Internet et les médias sociaux pour nouer des contacts, se faire des amis et découvrir les grandes cultures et traditions d'autres peuples aux quatre coins de la planète. Malheureusement, ces grandes avancées technologiques peuvent également être manipulées pour diffuser des messages de haine et de violence. Le débat d'aujourd'hui nous permet d'examiner de manière plus approfondie comment ces messages pernecieux trouvent de nouveaux publics et comment les États peuvent œuvrer de concert pour faire face à ce défi.

Le phénomène des jeunes répondant à l'appel de ceux qui les incitent à s'engager dans l'extrémisme violent se développe sur le terrain des désillusions et des occasions manquées, de la crise d'identité socioculturelle et de l'échec de l'intégration, de la marginalisation et du mécontentement, de la rupture entre les générations et de l'éclatement des familles.

Une étape fondamentale dans la lutte contre la radicalisation des jeunes est de travailler avec les familles

et de les soutenir dans leurs efforts pour inculquer aux enfants et aux jeunes les valeurs du dialogue et du respect d'autrui, afin de mieux les préparer à résister à ce qui paraît de prime abord un appel séduisant à une noble cause et à l'aventure aux côtés des groupes extrémistes. Si les États veulent vraiment toucher les jeunes avant qu'ils ne soient exposés aux idéologies extrémistes, ils doivent offrir une aide appropriée aux parents dans l'éducation des enfants, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Des études et des événements récents montrent que certains gouvernements tendent à fuir tout dialogue franc et constructif sur la question de la radicalisation. Occulter le problème serait cependant contre-productif. Promouvoir un débat public, en revanche, pourrait encourager les jeunes à exprimer leurs frustrations avant qu'ils ne succombent aux idéologies extrémistes, et pourrait aider l'État à formuler des politiques adaptées. Ne pas débattre ouvertement du problème pourrait signifier que les États ont peur du sujet, ou s'en désintéressent, voire les deux, alors qu'encourager un tel débat servirait en général à promouvoir la confiance collective et une meilleure compréhension mutuelle entre les diverses composantes ethniques, raciales et religieuses de la société. Un tel dialogue peut conduire à l'élaboration de politiques publiques dont tous les pans de la société pourraient alors se targuer d'être les coauteurs, et qui pourraient représenter pour les jeunes un discours différent convaincant face à la propagande extrémiste.

De fait, une politique publique équilibrée joue un rôle clef pour faciliter une bonne intégration des immigrants dans la société en tant que citoyens. Les politiques qui découragent les perceptions xénophobes ou racistes sont particulièrement nécessaires parce qu'elles contribuent au respect de valeurs religieuses et socioculturelles saines. La religion est un rouage important de ces systèmes de valeurs. Les politiques et les principes éducatifs qui cherchent à minimiser voire à éliminer la foi des éléments qui composent les identités individuelles et collectives pourraient faire que les jeunes se retrouvent désorientés, aliénés, marginalisés ou exclus, et vulnérables au message des groupes extrémistes. Il ne fait aucun doute que les mots-clefs et les slogans qu'utilisent les groupes extrémistes pour recruter les jeunes reposent souvent sur des valeurs religieuses et socioculturelles dénaturées.

Chômage et désespoir sont également à la racine de la vulnérabilité de nombreux jeunes face à la propagande

et aux manipulations des recruteurs extrémistes. L'oisiveté est mère d'une très grande vulnérabilité aux idéologies extrémistes. Par conséquent, les inégalités économiques mondiales, tout comme la marginalisation et l'exclusion du développement auxquelles elles aboutissent, ne sont pas uniquement une source de grave préoccupation socioéconomique, mais elles peuvent aussi finir par faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. Instaurer la justice sociale est donc indispensable pour lutter contre le phénomène des jeunes qui rejoignent les organisations extrémistes.

Dans le cadre de notre combat contre les idéologies extrémistes et de nos efforts pour promouvoir une culture de paix, les jeunes eux-mêmes sont un atout particulièrement précieux. Nous pouvons lutter contre les recruteurs extrémistes en encourageant l'expression de voix qui suscitent la confiance et le respect chez les autres jeunes, sur les plateformes mêmes que les organisations extrémistes utilisent pour recruter de nouveaux membres, comme les réseaux sociaux.

Enfin, les organisations et les chefs religieux doivent condamner les messages de haine qui sont diffusés au nom de la religion et assurer aux jeunes une éducation religieuse qui promeuve la compréhension et le respect entre les peuples de confessions différentes. Les gens de foi doivent s'acquitter de la lourde responsabilité de condamner ceux qui cherchent à dissocier la foi de la raison et qui instrumentalisent la religion pour justifier la violence. Comme l'a souligné le Pape François pendant sa visite en Albanie le 21 septembre 2014, personne ne peut penser « se faire de Dieu un bouclier lorsqu'il projette et accomplit des actes de violence et de mépris ».

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Drobnyak (Croatie) (*parle en anglais*) : Je tiens à rendre hommage à la Jordanie d'avoir convoqué ce débat important et opportun.

La Croatie s'aligne sur la déclaration qui a été prononcée par le Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne. Je voudrais à présent faire quelques commentaires à titre national.

Je voudrais partager avec le Conseil de sécurité les propos d'une grande sagesse tenus par des jeunes que nous avons eu le plaisir d'entendre la semaine dernière à Zagreb, la capitale de notre pays. Ces paroles ont été accompagnées d'un acte mémorable lorsque, à 14 h 7, le 16 avril, 147 étudiants se sont étendus sur le sol devant

le Théâtre national croate, dans le centre de Zagreb, et sont restés immobiles pendant exactement 147 secondes. Les étudiants croates voulaient ainsi appeler l'attention du public sur la tragédie survenue au Kenya le 2 avril, lorsque 147 étudiants ont été massacrés de façon ignoble sur le campus de leur université. Les étudiants croates, rendant hommage à leurs camarades tués, ont envoyé le message auquel j'emprunte plusieurs phrases importantes :

« Sans communication digne de ce nom, les différences se transforment en incompréhension, l'incompréhension se transforme en conflit, et le conflit en tragédie. [...] En quoi ces 147 étudiants étaient-ils différents? Était-ce le fait qu'ils étaient chrétiens? [...] Nous pensons que la race, la religion, l'origine ethnique et l'orientation [sexuelle] n'ont aucune pertinence lorsque l'on parle des droits de l'homme. Ces droits sont universels, mais malheureusement, ils sont fragiles. [...] La tragédie kényane nous rappelle que la sécurité qui, pour nous, semble aller de soi est un luxe pour d'autres. »

Nous avons entendu de nombreuses paroles importantes et sages aujourd'hui. Nous sommes fiers, avec ces quelques lignes, d'ajouter au présent débat la voix de notre jeunesse. Nous sommes rassérénés par sa détermination à faire face, par des actes engagés, à la violence, à l'intolérance et à toutes les formes de discrimination. La jeunesse peut être au cœur même de la solution à opposer à l'extrémisme violent. Les jeunes peuvent servir de modèles à suivre et ne doivent pas hésiter à endosser un tel rôle. Ils peuvent influencer et inspirer leurs pairs, sensibiliser l'opinion publique et susciter un débat plus large au sein de la société.

Cela étant, pour que la jeune génération soit en mesure de le faire, nous devons lui permettre d'exploiter pleinement son potentiel à cet égard. La violence trouve souvent ses racines dans la peur, dans les préjugés et, en définitive, dans l'ignorance. C'est pourquoi l'éducation est un impératif et doit être inextricablement liée à une garantie de sûreté et de sécurité pour notre jeunesse. Le savoir et l'éducation sont parmi les outils les plus puissants pour promouvoir la tolérance et l'ouverture d'esprit. Ce sont des armes puissantes pour combattre la rhétorique haineuse et l'ignorance qui conduisent si souvent à l'insécurité et à la violence. Ce sont des éclairages et des informations qui promeuvent une meilleure compréhension et qui aboutissent à l'émergence de jeunes personnes robustes et confiantes

en elles, imperméables aux ténèbres de la haine. Ce faisant, nous renforçons le tissu social de toute société et de la communauté mondiale.

Le point commun de nombreuses crises contemporaines, outre la souffrance et le malheur que déchainent les conflits armés, est qu'elles concernent certaines des sociétés les plus jeunes au monde. L'âge moyen dans certains de ces pays ne dépasse pas 18 ans. Ne considérons pas cela comme une simple statistique de plus. Aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés aux menaces de plus en plus graves que font peser le terrorisme et le radicalisme, nous devons nous attacher à répondre aux besoins de la jeune génération et à renforcer son sentiment de sécurité et d'inclusion. Nous devons permettre aux jeunes de faire entendre leurs voix et d'acquérir les compétences interculturelles grâce auxquelles ils pourront comprendre et apprécier la diversité tant au sein de leurs propres sociétés que dans le monde. Et nous devons faire en sorte que les jeunes aient un emploi; le problème du chômage des jeunes est bien plus qu'une catégorie économique. Le chômage fait disparaître les perspectives d'avenir. Or l'absence de perspectives est l'une des pires formes de pauvreté; elle érode de l'intérieur les sociétés de paix et de tolérance.

Le thème du débat d'aujourd'hui ne pourrait pas être abordé comme il convient sans tenir compte de la composante développement. Seule une approche holistique, multidisciplinaire, incluant la mise en œuvre des politiques de développement et des cadres législatifs idoines, et des travaux pédagogiques et inclusifs auprès de diverses parties prenantes comme les milieux universitaires, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les autorités religieuses et les médias, nous permettra d'obtenir des résultats durables en matière de lutte contre le terrorisme et de promotion de la paix. Nos politiques doivent donc être exemplaires et sans exclusion, et éliminer de nos sociétés toutes les inégalités, qu'elles soient sociales ou économiques.

En nous attaquant à des questions telles que la discrimination, l'exclusion et la marginalisation politiques et sociales, nous faisons tout notre possible pour empêcher les terroristes de continuer à recruter. En laissant se développer et en favorisant l'éducation, la connaissance, la tolérance et la compréhension interconfessionnelle et interculturelle, nous pouvons porter un coup majeur aux discours et idéologies trompeurs de l'extrémisme violent et du terrorisme. À cet égard, les États ont également l'obligation de

stimuler et de renforcer la coopération avec la société civile et sa capacité à relever les défis que représentent l'extrémisme violent et toute forme de radicalisation.

Enfin, n'oublions pas que c'est aujourd'hui que nous plantons les graines d'un avenir meilleur.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Malte.

M. Grima (Malte) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à exprimer ma gratitude à la présidence jordanienne du Conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative d'examiner une question à laquelle mon gouvernement attache une importance toute particulière. Malte s'associe également à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

L'extrémisme violent n'est pas un phénomène nouveau, mais l'augmentation récente et spectaculaire d'actes de violence extrêmes commis par des individus ou des groupes fait de cette question la priorité première de l'ordre du jour international. C'est pour cette raison que le débat d'aujourd'hui nous offre une occasion tout à fait opportune d'examiner cette question du point de vue des jeunes et de partager nos initiatives et nos meilleures pratiques.

Les progrès technologique et les médias modernes ont permis aux discours extrémistes violents d'avoir une portée pratiquement mondiale. Ce phénomène, qui n'est plus confiné à certains pays ou à certaines régions, est en passe de devenir l'un des défis contemporains les plus pressants. Les extrémistes et les éléments radicaux violents se tournent de plus en plus vers les moyens de communication modernes pour propager leurs messages extrémistes. Les jeunes, plus à l'aise avec la technologie, sont par conséquent plus naturellement exposés à cette menace. Toutefois, pour la même raison, grâce à une bonne utilisation des médias, les jeunes ont un rôle particulier à jouer dans la lutte contre le discours extrémiste et dans son rejet.

L'extrémisme violent se nourrit du désespoir des populations. Les jeunes, qui sont souvent en situation d'isolement, d'exclusion et de dénuement sont particulièrement vulnérables face aux desseins des groupes ou des individus extrémistes qui cherchent à tirer parti de leurs faiblesses, de leurs angoisses et de leur insécurité. Une meilleure compréhension des besoins, des aspirations et de la situation des jeunes peut donc être un outil crucial face à ce défi. Des sociétés tolérantes et plus ouvertes dont personne – les jeunes notamment – ne se sente laissé pour compte ou

marginalisé, sont tout aussi importantes. Il faut donc adopter des approches participatives donnant aux jeunes le sentiment de faire partie de leur société en contribuant activement à son développement socioéconomique.

Il n'est peut-être pas de meilleur moyen d'y parvenir qu'en autonomisant nos jeunes générations par le biais de l'éducation, notamment l'éducation de la tolérance et de la non-discrimination. L'éducation est l'outil qui permet aux jeunes d'acquérir les connaissances et les compétences qui, à terme, leur donneront les moyens de s'opposer à l'extrémisme violent. Ceci a toujours été l'avis de mon gouvernement et c'est le facteur qui sous-tend la politique nationale en faveur de la jeunesse que nous avons adoptée pour la période 2015-2020. Cette politique aborde ce phénomène premièrement en facilitant et en encourageant les jeunes à réaliser leur potentiel et leurs aspirations, tout en répondant à leurs besoins et à leurs préoccupations, et deuxièmement en aidant les jeunes à devenir des citoyens actifs et responsables qui participent et contribuent pleinement à la vie sociale, économique et culturelle de leur pays et de l'Europe.

Malte dispose d'un éventail de programmes et d'initiatives visant à autonomiser les jeunes et à promouvoir et renforcer l'inclusion sociale des membres des minorités ethniques, culturelles et religieuses, ainsi que celle des jeunes dont les perspectives sont limitées. Ces programmes vont d'initiatives nationales à des initiatives mises en œuvre en collaboration avec l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux. Ils visent à promouvoir l'intégration, la sensibilisation et la tolérance entre les divers secteurs de la société maltaise, y compris les réfugiés et les migrants qui ont obtenu une protection subsidiaire. Le Gouvernement exécute ces programmes au travers de partenariats avec des organisations non gouvernementales et le Fonds européen pour les réfugiés. Il importe que les jeunes se voient donner les moyens de canaliser leur énergie, leur enthousiasme et leur talent. Les arts du spectacle peuvent apporter une importante contribution au dialogue entre les cultures et comptent parmi les outils que nous utilisons pour favoriser la cohésion sociale et l'interaction entre différents secteurs de la société.

Malte estime qu'un moyen efficace de contrer l'extrémisme violent est de renforcer l'état de droit et le système judiciaire dans les États. Il est indispensable de s'attaquer aux causes profondes, et nous sommes fermement convaincus que des stratégies efficaces de lutte contre l'extrémisme doivent être liées à la

promotion et à la protection des droits de l'homme et du développement durable. Malte est fière d'être le siège de l'Institut international pour la justice et l'état de droit, établi en juin de l'année dernière. L'une des raisons de sa création est la lutte contre l'extrémisme violent par le biais de l'instauration de l'état de droit et de la justice pénale, en assurant une formation à l'état de droit aux législateurs, aux forces de police, aux procureurs, aux juges, aux responsables des établissements pénitentiaires et à d'autres parties prenantes du secteur de la justice. Du fait de sa situation géographique, l'Institut accorde une attention particulière à l'appui des pays en transition en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est et au Moyen-Orient. Nous croyons que ces initiatives pourraient servir de catalyseur régional à la lutte contre le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent parmi les jeunes également.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

M. Abdrakhmanov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à rendre hommage à S.A.R le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II de Jordanie d'avoir convoqué cette séance opportune sur le rôle important que jouent les jeunes, qui sont à la fois victimes et auteurs d'actes de violence, dans la lutte contre l'extrémisme et la promotion de la paix. Je remercie également le Secrétaire général de son exposé détaillé et nous prenons acte avec satisfaction des efforts déployés par M Ahmad Alhendawi, son Envoyé pour la jeunesse, pour inciter les jeunes à participer aux processus de paix.

Le mécontentement et le radicalisme chez les jeunes d'aujourd'hui sont souvent le produit de la pauvreté et d'un sentiment de désespoir. Les taux de chômage élevés exigent une action coordonnée aux niveaux régional et mondial par le système des Nations Unies et ses équipes de pays en faveur de la création d'emplois, de concert avec les groupes régionaux. De telles mesures doivent être mises en pratique au niveau national et, dans ce contexte, je voudrais mentionner quelques-unes des initiatives qui ont été mises au point dans mon pays.

Le Kazakhstan a adopté un programme que nous appelons la « Feuille de route vers l'emploi », qui permet aux jeunes de tout le pays d'avoir accès à un enseignement et une formation professionnelle gratuits tout en mettant l'accent sur la création intensive d'emplois et la promotion de l'entrepreneuriat et du microcrédit. Nous avons également pris des dispositions dans le

domaine de la santé, notamment la santé mentale, des infrastructures sociales et du logement pour les jeunes, afin d'assurer la stabilité sociale. Ces services font partie de notre nouvelle politique économique, Nurly Zhol, ou la Voie du futur.

Nous croyons qu'investir dans un développement centré sur les personnes et les jeunes est d'une importance cruciale si nous voulons remporter la guerre idéologique. Le Kazakhstan a lancé un grand programme national de lutte contre l'extrémisme religieux et le terrorisme pour la période 2013-2017, consacrant quelque 600 millions de dollars à des mesures de prévention, y compris au sein de notre population jeune. Notre objectif est de vaincre les causes immatérielles qui créent un terrain fertile au développement de l'extrémisme et de favoriser la bonne santé physique, psychologique, intellectuelle et spirituelle des jeunes. Nous voulons faire appel aux médias pour aider à transformer les attitudes des jeunes dans l'intérêt de la promotion de l'harmonie. Le Congrès de la jeunesse de mon pays comprend des mouvements et des organisations qui façonnent activement les directives de politique générale pour la jeunesse. Nous avons mis au point un contre-discours politique dans de nombreuses activités du Gouvernement visant à dissuader les jeunes de recourir à la violence extrémiste et à les encourager au contraire à œuvrer en faveur de la paix.

Société multiethnique et multi-religieuse, le Kazakhstan vit dans la paix et la stabilité car il a toujours œuvré à faire de la tolérance et du respect ses principes directeurs. Ce qui est peut-être le plus important dans cette lutte idéologique, c'est de répondre aux besoins émotionnels et spirituels des jeunes qui ont un sentiment de défaite et de colère. Au Kazakhstan, nous nous efforçons de mettre en place des programmes éducatifs et de paix qui donnent aux jeunes la possibilité de s'entretenir avec des chefs religieux qui les traitent avec respect, en répondant à leurs besoins par le biais de tables rondes, de débats et de séminaires. La vulnérabilité et la force des jeunes seront le thème du cinquième Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, qui se tiendra à Astana en juin sur le thème « Les dirigeants politiques et religieux pour la paix et le développement ». Les recommandations d'ensemble qui en résulteront devraient s'ajouter à la réflexion de l'Organisation des Nations Unies et des organisations multilatérales sur le rapprochement des civilisations.

Pour terminer, je tiens à assurer le Conseil que le Kazakhstan est disposé à participer à l'action multilatérale visant à transformer la vie de nos jeunes afin qu'ils puissent devenir des dirigeants responsables de la promotion de la paix, la stabilité et la prospérité.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Grant (Canada) : Au nom du Gouvernement canadien, je tiens à féliciter la Jordanie d'avoir organisé ce débat important aujourd'hui. Le Canada est heureux de participer à cette discussion et se joint au nombre grandissant de pays préoccupés par la question de l'extrémisme violent. C'est sans doute une des principales menaces qui pèsent sur la sécurité mondiale.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Le Canada, comme de nombreux autres pays, s'inquiète de voir que certains de ses ressortissants, notamment des jeunes, se radicalisent et sont tentés par la violence ou décident de partir à l'étranger pour prendre part à des activités terroristes. Je voudrais expliquer dans les grandes lignes comment le Canada fait face à ce défi, tout en signalant que nous sommes également ici, aujourd'hui, pour apprendre des autres pays, étant donné que le partage des informations et des meilleures pratiques est fondamental à cet égard.

Combattre l'extrémisme violent est un défi qui demande une action globale sur de nombreux fronts et de la part des différents secteurs du gouvernement. Premièrement, il faut des mesures législatives fortes pour renforcer la sécurité nationale. À cet effet, nous avons récemment fait un grand pas en avant sur ce point avec la présentation d'une loi antiterroriste. Ce texte s'attaquera au terrorisme sur plusieurs plans, notamment en érigeant en délit le fait de prôner ou de promouvoir le terrorisme en général et en donnant la possibilité de retirer toute propagande terroriste de nos serveurs Web nationaux.

Deuxièmement, et cela est particulièrement pertinent pour le débat d'aujourd'hui, le défi posé par l'extrémisme violent appelle des efforts concertés et dans la durée à tous les niveaux afin de renforcer la résilience au sein des communautés. Je suis fier de dire que, dans ce domaine, le Canada est très actif. En effet, la prévention est un facteur clef de la stratégie antiterroriste canadienne.

Le Canada est intimement convaincu de l'importance d'empêcher les individus, y compris

les jeunes, de se radicaliser aux idées violentes avant qu'ils ne franchissent le pas de commettre des actes terroristes criminels. Les jeunes sont à la fois des recrues et des intervenants potentiels dans le processus de radicalisation. Il est donc capital de les associer véritablement afin qu'ils fassent partie de la solution.

Que fait le Canada pour y parvenir? Premièrement, les différents départements et organismes gouvernementaux font un important travail en faveur de l'éducation et de l'autonomisation des jeunes. Nous travaillons en partenariat avec les communautés pour renforcer la confiance et la compréhension mutuelles, qui est la base à partir de laquelle nous pouvons agir collectivement pour prévenir la radicalisation chez nous et dans le monde en général. Globalement, nos efforts s'appuient résolument sur la recherche, la mobilisation et la participation effective des communautés et la mise en place d'une action sur-mesure à l'échelle de tout le gouvernement.

Dans le domaine de l'aide au développement, le Canada appuie également les efforts visant à garantir un environnement sûr aux enfants et aux jeunes, afin qu'ils puissent contribuer véritablement à la société. Cela se traduit notamment par des efforts pour donner aux jeunes à risque la possibilité d'avoir d'autres choix que la violence et le crime et de devenir des membres productifs de la société dans laquelle ils vivent.

Au niveau national, notre travail avec des leaders dans le cadre de la Table ronde transculturelle sur la sécurité nous aide à mobiliser les communautés à travers le pays et à avoir un dialogue franc et ouvert sur les conditions qui favorisent la propagation de l'extrémisme violent.

Nos efforts sont en train de porter leurs fruits dans un certain nombre de grandes villes canadiennes, où les communautés commencent à définir des domaines d'intervention et des plans d'action locaux pilotés par la collectivité. Dans le cadre d'une série d'ateliers intitulée « Approfondir le dialogue », nous nous servons d'expériences vécues pour sensibiliser les jeunes. Cette démarche pousse les participants à réfléchir à la radicalisation qui mène à la violence dans le contexte de leur propre communauté. Nous travaillons de concert pour définir les actions et les ressources qui peuvent être mises en œuvre, individuellement et au niveau de la communauté, pour empêcher un individu de franchir le cap de l'extrémisme violent. Nous sommes convaincus que ces exercices vont grandement contribuer à renforcer la résilience des communautés.

(l'orateur reprend en français)

Prévenir la radicalisation de la violence est une responsabilité collective. Les citoyens, les familles, les chefs religieux, la police, le gouvernement et bien sûr les communautés ont tous un rôle à jouer.

Bien que la responsabilité principale de répondre à l'extrémisme violent incombe aux États individuellement, l'ONU a un rôle crucial à jouer pour faciliter et favoriser la coordination et la cohérence de la mise en œuvre des divers outils et stratégies, aux niveaux national, régional et international, et assister les États Membres.

Nous encourageons les États à soutenir les efforts multilatéraux de lutte contre le terrorisme, comme le Centre Hedayah, qui a été mis en œuvre par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme. C'est le premier centre international dédié à la formation, au dialogue, à la recherche et à la collaboration sur la lutte contre l'extrémisme violent. Le Canada a salué le lancement du Centre Hedayah et est ravi d'appuyer son travail.

Comme mentionné au début de mon intervention, le Canada est ici pour partager son expérience et pour écouter et apprendre des autres. Nous reconnaissons que chaque pays a une expérience particulière, mais que nous partageons tous des principes fondamentaux communs. Nous devons faire en sorte que les lignes de communication soient ouvertes et que la communauté internationale travaille ensemble sur tous les fronts. C'est le seul moyen de faire face efficacement à une telle menace. Avec un engagement significatif, les jeunes peuvent être une force puissante pour aider à créer un monde plus pacifique et plus sûr.

(l'orateur poursuit en anglais)

Pour le Canada, il est extrêmement utile d'avoir entendu les points de vue exprimés aujourd'hui à l'occasion de ce débat par les États Membres. Je remercie une nouvelle fois la présidence jordanienne d'avoir convoqué cette séance.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Albanie.

M. Nina (Albanie) (*parle en anglais*) : L'Albanie souscrit à la déclaration faite tout à l'heure par l'observateur de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques observations à titre national.

Nous nous félicitons d'avoir la possibilité de participer à ce débat public et remercions le Président de l'avoir organisé. Cela nous donne en effet une vraie

occasion d'approfondir le débat sur cette question extrêmement importante dans le sillage du sommet sur la lutte contre l'extrémisme violent convoqué par le Président Obama en février dernier. Nous remercions également la présidence du Conseil du document de réflexion (S/2015/231, annexe) établi dans l'optique du présent débat.

La réalité est sombre et douloureuse. L'année 2014 a été une année dévastatrice pour des millions d'enfants, et 2015 ne s'annonce pas mieux. D'après l'UNICEF, des centaines de millions d'enfants vivent dans des pays ou des zones touchés par un conflit armé, et on estime à 15 millions le nombre d'enfants directement pris au piège de conflits violents dans les différents pays. Jamais de mémoire récente, autant d'enfants ont été victimes des violences indicibles dont nous sommes témoins depuis quelque temps.

Le monde a toujours été en proie aux conflits, qui peuvent aussi être considérés comme l'expression de la recherche d'intérêts contraires ou apparemment incompatibles, mais on constate que leur nature a radicalement changé au cours des deux dernières décennies. Tandis que, de nos jours, les relations entre les pays ont réussi à prévenir les conflits directs entre États, à quelques exceptions près, comme en témoignent les cas notables de la Géorgie et de l'Ukraine, le nombre de conflits intra-étatiques alimentés par les divergences et les rancunes ethniques, religieuses ou autres a, quant à lui, augmenté. Si on parvient à gérer les intérêts contradictoires et à trouver des moyens pour que les différents groupes poursuivent pacifiquement leurs objectifs dans les contextes où la gouvernance est solide et le système politique et social fort, en revanche, dans les situations fragiles où la gouvernance laisse à désirer et le système politique et social est faible, les rancunes, les différends et les rivalités notamment à propos des ressources risquent de dégénérer en violences, avec les conséquences désastreuses que l'on sait.

Les enfants qui vivent dans des zones de conflit sont des cibles directes et faciles pour les groupes violents et extrémistes. Les groupes terroristes, notamment Al-Qaïda, l'État islamique d'Iraq et du Levant, les Chabab et Boko Haram, exploitent pleinement la situation générale en matière de sécurité dans diverses régions du monde et ne se contentent pas de chercher mais parviennent à endoctriner les enfants dans leur idéologie extrémiste. Hélas, les rapports décrivent aussi comment ces groupes ont pris l'habitude d'enlever des enfants, qu'ils forment ensuite comme combattants.

Le recrutement d'enfants ne se limite malheureusement pas aux seules zones de conflit. Grâce à Internet, et notamment aux médias sociaux, l'interconnexion entre les personnes n'a jamais été aussi grande, de même que l'exposition à toutes sortes d'idées. Nous nous sentons de plus en plus impuissants devant le fait que les liens traditionnels, y compris familiaux, sont fragilisés par des influences externes indésirables de plus en plus grandes et mues par l'appât du gain.

Les difficultés économiques, le désenchantement, l'exclusion, la discrimination et la marginalisation, en particulier parmi les groupes vulnérables ou défavorisés, conduisent inexorablement les individus, notamment les jeunes, à chercher des solutions ailleurs, hors des cadres traditionnels. Ils deviennent alors une proie facile pour l'idéologie extrémiste, la radicalisation religieuse et l'exploitation. Il ne fait aucun doute que la radicalisation et l'extrémisme violent, en particulier chez les jeunes, constituent aujourd'hui, et resteront à l'avenir, les menaces les plus pressantes à la paix, à la stabilité et au développement.

Comme cela a été largement souligné hier à l'occasion du débat qui s'est tenu à l'Assemblée générale, tout en reconnaissant que l'extrémisme est alimenté par divers facteurs et a des origines complexes, les actes odieux et catastrophiques commis par des groupes terroristes nébuleux ont placé l'extrémisme religieux au centre du débat mondial et les chefs religieux en première ligne du fait de leur influence, de leur rôle et de la responsabilité qui leur incombe dans l'évolution de la société, au même titre que la famille, l'école, les communautés et d'autres acteurs importants.

La lutte contre l'extrémisme violent au sein des sociétés multiculturelles et multiconfessionnelles d'aujourd'hui, qui évoluent rapidement, exige de renouveler complètement et d'optimiser la manière dont nous abordons un grand nombre de questions. Cette approche doit englober la bonne gouvernance, l'état de droit, le respect des droits de l'homme à tous les niveaux, la croissance économique durable au bénéfice de tous, des institutions responsables, la participation des jeunes et des femmes et l'éducation, notamment, de manière indispensable, une action au niveau communautaire.

L'éducation est sans l'ombre d'un doute l'un des plus puissants outils en vue de donner à la jeune génération les clefs de son avenir. Nous devons continuer, à l'intérieur et à l'extérieur des zones de conflit et dans les pays voisins, d'investir sérieusement dans le type d'éducation qui permet non seulement

d'ouvrir les esprits et d'inculquer des connaissances, mais également d'autonomiser les personnes en leur offrant les outils nécessaires pour bâtir une vie nouvelle.

Toutefois, la réalité nous contraint d'admettre que la scolarisation, à elle seule, peut s'avérer insuffisante et vient parfois trop tard pour repousser les terroristes et leur influence croissante. La lutte longue et difficile contre l'extrémisme ne sera victorieuse que si l'on parvient à combiner avec succès un large éventail de moyens; à vaincre les idéologies extrémistes et à faire évoluer les mentalités; et à engager toutes les parties concernées à apporter leur contribution dans l'édification d'une société meilleure pour tous. Dans le cas contraire, nous devons probablement livrer des batailles prolongées contre ce fléau.

L'Albanie a participé au Sommet de la Maison Blanche sur la lutte contre l'extrémisme violent organisé en février à Washington, et elle se félicite des résultats obtenus à cette occasion. Nous sommes pleinement déterminés à jouer notre rôle tout en collaborant étroitement avec nos partenaires et alliés. À cette fin, nous aurons le plaisir d'accueillir à Tirana, les 19 et 20 mai, la première réunion régionale de suivi du Sommet de la Maison Blanche. Nous serons heureux de communiquer à l'ensemble des États Membres de l'ONU les résultats de cette réunion.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

M. Anshor (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer la gratitude de ma délégation à la Jordanie pour avoir convoqué le présent débat public. Nous saluons par ailleurs la présence de S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II, qui était présent ce matin pour présider notre débat.

Ma délégation convient tout à fait qu'il est urgent de lutter contre la montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent parmi les jeunes. Les jeunes représentent une proportion importante de la population mondiale. De diverses manières, ils modèlent notre développement politique, social, culturel et économique. Il a été dit à juste titre que les jeunes représentent notre avenir. Les jeunes d'aujourd'hui doivent néanmoins affronter de nombreux obstacles pour réaliser leurs aspirations, notamment la discrimination, la marginalisation, le chômage et le manque d'accès à l'éducation, qui limitent considérablement leur potentiel. Nous partageons l'opinion que de telles situations peuvent provoquer un désenchantement parmi les jeunes

et faire surgir la possibilité qu'ils soient attirés par des vues extrêmes.

Il est donc évident que nous devons, dans le cadre de notre programme de lutte contre l'extrémisme à long terme, trouver des moyens d'autonomiser les jeunes, ce qui constitue une composante essentielle des mesures de prévention dans la lutte contre le terrorisme. Il convient cependant de noter que l'extrémisme est un phénomène complexe, qui comporte non seulement des actes, mais aussi des idées. Les mesures visant à améliorer la situation sociale et économique des jeunes doivent donc s'accompagner d'un programme global de lutte contre les philosophies qui véhiculent la haine et l'intolérance et poussent des individus, notamment des jeunes, à se tourner vers l'extrémisme.

À cet effet, les efforts déployés par l'Indonésie en matière de lutte contre l'extrémisme suivent systématiquement deux axes différents mais complémentaires : une approche dure et une approche douce. L'approche dure comprend des mesures de répression et l'approche douce vise à influencer sur les cœurs et les esprits. Sur la base de notre expérience en matière de lutte contre le terrorisme, il y a au moins trois enseignements que ma délégation souhaite partager avec le Conseil.

Le premier est la nécessité de donner priorité à l'édification d'une communauté résiliente, tournée vers l'extérieur, réceptive aux idées nouvelles et qui recherche le bien commun. Une communauté résiliente est notre première ligne de défense contre la propagation de la haine et de l'intolérance. Pour contribuer à renforcer la résilience des communautés, mon gouvernement s'associe aux modérés, notamment les groupes et les chefs religieux, les organisations de jeunes et les médias. Ensemble, nous communiquons un message persistant de paix et de respect mutuel. Nous estimons que cette approche permet de renforcer l'appropriation et la responsabilité communautaires. L'extrémisme et le terrorisme sont des menaces mondiales, mais la lutte contre ces menaces doit tirer profit des caractéristiques et du potentiel locaux.

Le deuxième enseignement est la nécessité de promouvoir le dialogue, qui contribue non seulement à réduire la méfiance et l'intolérance, mais également à améliorer la compréhension. L'intégration des jeunes par le dialogue et l'éducation fournit une plateforme appropriée pour contrer directement les discours extrémistes et pénétrer les jeunes de l'importance de la diversité et du respect. À titre d'exemple de ce

programme, mon gouvernement a fait appel à l'aide de plusieurs organisations islamiques, institutions pour jeunes et universitaires afin de mettre les jeunes en garde contre le danger de l'idéologie de l'État islamique d'Iraq et du Levant et contre ses appels à devenir des combattants terroristes étrangers.

Le troisième enseignement est la nécessité de renforcer le réseau de dialogue pour diffuser la culture de paix et de tolérance à tous les niveaux, notamment régional et mondial. Ceci est essentiel car à l'époque de la mondialisation, les jeunes sont extrêmement bien connectés. Nous devons également garder à l'esprit le fait que l'extrémisme est de plus en plus présent à l'échelle mondiale. Aucun pays n'est à l'abri de ses dangers, et la responsabilité de le combattre repose sur tous les États, séparément et collectivement.

Dans ce contexte, l'Indonésie estime qu'il faut renforcer les cadres existants au sein de l'ONU pour mobiliser la coopération internationale contre la propagation de l'extrémisme parmi les jeunes. De tels cadres comprennent l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, qui s'emploie à intensifier ses activités en ce qui concerne les jeunes. Il est encourageant de noter que lors du dernier Forum de l'Alliance, que l'Indonésie a accueilli l'année dernière, les jeunes ont insisté sur la nécessité d'inclure l'entente interculturelle et la consolidation de la paix dans l'éducation.

Pour terminer, je tiens à souligner que la lutte contre l'extrémisme parmi les jeunes doit également porter sur les facteurs d'attraction, à savoir les conditions que continuent d'invoquer les groupes terroristes pour justifier leurs actes. Dans ce contexte, je réaffirme que les conflits prolongés et non réglés peuvent créer des situations propices à la propagation de vues extrêmes et radicales. L'histoire montre que les groupes terroristes exploitent ces situations pour recruter et former de nouveaux convertis, comme l'ont montré les événements récents au Moyen-Orient et en Afrique.

Ce fait souligne l'urgence que le Conseil règle les divers conflits dans le monde et contribue à instaurer la paix et la prospérité. Le Conseil doit faire partie de la réaction systématique du système des Nations Unies, que nous sommes en train de mettre au point, et ce afin de renforcer nos efforts communs pour prévenir l'implication des jeunes dans l'extrémisme violent et y faire face. Nous estimons également que le Conseil doit calquer ses activités dans ce domaine sur le cadre de développement des Nations Unies, qui met l'accent sur

un développement sans exclusive dans les pays sortant d'un conflit.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne la parole au représentant de la Pologne.

M. Winid (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne s'associe à la déclaration qui a été faite par l'observateur de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à vous remercier d'avoir convoqué ce débat qui arrive à point nommé. Il nous donne l'occasion de réfléchir sur cette importante question qu'est la radicalisation de la jeunesse, qui est un aspect de plus en plus complexe de la lutte contre l'extrémisme. L'importance de cette question a été également soulignée lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale qui s'est tenue cette semaine.

Je voudrais mettre en exergue le rôle, parfois héroïque et tragique, que jouent de jeunes individus dans notre lutte collective contre le terrorisme. Pas plus tard que lundi, le capitaine Ahmed Salam et deux autres soldats égyptiens courageux ont fait le sacrifice ultime lorsqu'ils ont été tués par une bombe sur le bord d'une route dans la péninsule du Sinaï. Leur patriotisme et leur dévouement ne faisaient pas de distinction sur la base de croyances, d'origines tribales ou d'origines ethniques. Nous rendons hommage à leur héroïsme. Une filiale de l'organisation qui s'est auto-proclamée État islamique a revendiqué cet acte terroriste. Cette organisation terroriste mène également la campagne la plus efficace de recrutement visant des jeunes du monde entier. La lutte contre cette propagande funeste est un élément clef d'une campagne réussie contre l'extrémisme.

Le premier pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies porte sur les conditions socioéconomiques propices à la propagation du radicalisme. Le chômage, le manque d'éducation et l'absence de perspectives d'épanouissement personnel font partie des principaux facteurs qui font que certains jeunes soient très vulnérables face à cette propagande. Les terroristes leur offrent un sentiment illusoire de sécurité et de puissance. Tel qu'indiqué à juste titre dans le document de réflexion (S/2015/231, annexe) élaboré par la Jordanie en vue de ce débat, les groupes extrémistes violents exploitent ces faiblesses avec beaucoup d'efficacité. Leur propagande cynique exploite les difficultés économiques et l'idéalisme des jeunes. Toutefois, ces problèmes ne touchent pas uniquement

les jeunes de certaines régions du monde, frappées par les conflits et la pauvreté. Cette idéologie fait également son chemin dans les pays riches et développés. Vu que l'exclusion sociale est un défi mondial, la communauté internationale est mieux placée pour la relever.

Pour relever le défi posé par le radicalisme, nous devons appliquer une approche holistique. Il convient de mettre l'accent sur l'éducation et la promotion du dialogue interreligieux pour contrer l'idée de ce soi-disant choc des civilisations qui est propagée par les extrémistes et qui contribue considérablement à la radicalisation des jeunes. Gardant à l'esprit qu'il ne faut pas établir à tort un lien direct entre l'islam et le radicalisme, nous nous félicitons de la grande sagesse du cheik Ahmed al-Tayeb, grand imam de l'université Al-Azhar du Caire. Qu'il me soit permis de rappeler le discours qu'il a prononcé en février à La Mecque, dans lequel il a condamné le terrorisme, en reliant l'extrémisme à de « mauvaises interprétations » du Coran et de la vie du Prophète Muhammad.

La stratégie globale mise en œuvre par le Maroc est un autre bon exemple d'une précieuse contribution à la lutte contre le radicalisme. Cette stratégie comprend, entre autres éléments, un programme novateur de formation pour les imams qui a commencé en 2008 et qui a été récemment révisé grâce à l'ouverture de l'Institut Mohammed VI pour la formation des imams à Rabat. Au lieu de mener des opérations militaires pour atténuer les effets de l'extrémisme, le Maroc s'est doté d'un outil puissant pour s'attaquer à ses causes profondes.

À long terme, des efforts concertés s'imposent pour réduire l'implication des jeunes dans l'extrémisme violent. Il existe un lien direct entre la sécurité, le développement et l'éducation. Pour cette raison, j'appuie l'appel lancé en faveur d'une meilleure coordination entre tous les organismes des Nations Unies qui s'occupent de la lutte contre le terrorisme. Dans le même temps, le Conseil de sécurité et la communauté internationale doivent redoubler d'efforts en vue de mettre un terme aux conflits qui déstabilisent le Moyen-Orient et alimentent le radicalisme. Aucun pays n'est à l'abri de la menace que représente l'extrémisme. Il est dans notre intérêt commun de nous attaquer efficacement à ce défi.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne la parole à la représentante du Portugal.

M^{me} Pucarinho (Portugal) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir

convoqué ce débat public sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix. Je remercie également M. Neumann et M. Atran de leurs exposés édifiants.

Le monde compte actuellement la plus grande génération de jeunes de son histoire – plus de 1,2 milliard, ce qui représente un quart de la population totale. Les jeunes ont toujours joué et continueront de jouer un rôle catalyseur dans les changements sociaux, politiques et économiques. Ils revendiquent le respect de leurs libertés et droits fondamentaux, de meilleures conditions de vie pour eux-mêmes et leurs communautés, des possibilités d'apprendre, un travail décent et la participation à la prise de décisions qui les concernent. Surtout, les jeunes veulent avoir les moyens de réaliser leurs espoirs et leurs rêves.

Les jeunes sont les agents, les bénéficiaires et les victimes de grands bouleversements au sein de la société, et sont souvent confrontés à un paradoxe apparent : essayer de s'intégrer dans un ordre existant ou être une force permettant de transformer cet ordre. Toutefois, ces deux aspects ne sont pas incompatibles, dans la mesure où les jeunes peuvent canaliser leur vitalité dans une direction qui entraîne des progrès et des changements bénéfiques pour l'ensemble de la société. Les jeunes absorbent et reflètent les réalités sociales, économiques et politiques. Pour tenir compte du lien qui existe entre les jeunes et l'extrémisme violent, il faut bien comprendre le cadre spécifique de leur intégration, surtout quand ils vivent dans des sociétés marquées par des tensions, et les complexités qui caractérisent la période de transition à l'âge adulte.

Dans les pays en guerre, les jeunes sont plus susceptibles d'être recrutés par des groupes extrémistes, souvent par des moyens coercitifs. Comme il a été établi récemment, même dans les pays qui ne sont pas en situation de conflit, les jeunes peuvent être attirés par l'extrémisme violent, parfois en raison d'un sentiment de marginalisation et/ou d'exclusion sociale et économique. En fin de compte, l'absence d'un sentiment d'intégration et d'appartenance, l'aliénation et le désenchantement rendent les jeunes plus vulnérables face à l'extrémisme violent. Dans nos sociétés qui vivent à l'heure de la mondialisation, vu l'utilisation accrue par les terroristes et leurs partisans de technologies de l'information et de la communication, en particulier Internet et les réseaux sociaux, pour inciter, recruter, financer et éventuellement planifier des actes terroristes, il suffit

d'un clic pour diffuser un message de glorification et d'affranchissement.

Le débat international et la lutte contre le fléau que représente l'extrémisme violent doivent aller au-delà du modèle de la guerre contre le terrorisme. Il faut adopter une politique de prévention dans le contexte d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Pour faire face à la menace que font peser les groupes non étatiques armés extrémistes et les terroristes sur les jeunes, il faut adopter une démarche globale et multidimensionnelle qui tient compte des facteurs sous-jacents, tels que de mauvaises conditions de vie, un accès limité ou inégal à l'éducation, le chômage ou l'absence de moyens de subsistance durables, l'exclusion sociale et les inégalités, une faible participation politique, une exposition préalable à la violence et l'absence de sécurité et de sûreté publiques.

D'autre part, nous devons aussi mettre en œuvre une stratégie de communication efficace pour prévenir la radicalisation et le terrorisme qui s'ensuit. Cela permettrait d'endiguer le flux de combattants étrangers, grâce à la promotion d'un contre-discours à l'extrémisme et à ses fausses promesses de gloire. La question de la jeunesse et de l'extrémisme violent chevauche divers mandats et concerne les programmes de paix, de sécurité et de développement. L'ampleur du problème exige une riposte mondiale et une approche multidimensionnelle et multisectorielle, ainsi que la participation des États, des organisations internationales et régionales, des communautés religieuses, de la société civile, des représentants des médias et, surtout, des jeunes eux-mêmes.

Le Portugal a toujours fermement appuyé les activités menées par l'ONU pour la jeunesse, et est convaincu que le Programme d'action mondial pour la jeunesse, que l'Assemblée générale a adopté par consensus il y a 20 ans, continue d'offrir la riposte aux graves problèmes auxquels se heurtent les jeunes aujourd'hui, car il offre aux États Membres un modèle de directives concrètes pour prendre des mesures afin de fournir un appui national et international en vue d'améliorer la situation des jeunes. Le Portugal attend également avec intérêt le plan d'action du Secrétaire général sur la lutte contre l'extrémisme violent.

Si nous voulons protéger les jeunes contre l'extrémisme violent, nous devons utiliser tous les instruments à notre disposition, et il n'y a pas de meilleur outil que l'éducation. Nous considérons qu'il est essentiel de promouvoir une culture de paix, de justice

et de développement humain, la tolérance ethnique et religieuse, et le respect de toutes les religions et de toutes les cultures par la mise en place de programmes éducatifs adaptés et ouverts à tous. À cet égard, le Portugal considère que des cadres tels que l'Alliance des civilisations peuvent jouer un rôle clef, y compris par un dialogue intraconfessionnel et interconfessionnel. Le débat relatif à la promotion de la tolérance et de stratégies concrètes pour lutter contre l'extrémisme devrait déconstruire l'affirmation erronée des terroristes et des extrémistes selon laquelle la religion est leur guide, puisque leurs idéologies et pratiques n'ont pas de fondements et sont même contraires aux préceptes de toute grande religion.

Au niveau régional, des initiatives qui favorisent l'entente mutuelle et le dialogue interculturel et établissent des ponts entre les cultures, en mettant particulièrement l'accent sur la jeunesse, seraient vivement appréciées. À cet égard, le Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales du Conseil de l'Europe est un bon exemple de coopération régionale qui rassemble des jeunes des deux hémisphères et met en place des conditions permettant de réduire l'attrait du terrorisme et de l'extrémisme violent. Investir dans des politiques et programmes bénéfiques pour créer des environnements favorables afin que les jeunes prospèrent, réalisent leur potentiel, exercent leurs droits et participent en tant qu'acteurs sociaux responsables est essentiel à une stratégie collective efficace pour prévenir la propagation de l'extrémisme violent.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Émirats arabes unis.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens d'abord à remercier S. A. R. Al Hussein ibn Abdullah II, Prince héritier du Royaume hachémite de Jordanie, d'avoir organisé le présent débat important et fait une déclaration importante sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent. Je remercie également le Secrétaire général et les précédents orateurs pour leurs déclarations détaillées sur cette question.

Les Émirats arabes unis partagent l'avis exprimé par le Royaume hachémite de Jordanie selon lequel les jeunes ne doivent pas simplement être considérés comme des victimes de l'extrémisme mais aussi comme des partenaires de l'élaboration d'un plan constructif pour lutter contre la propagation de l'extrémisme et de la violence et remédier aux effets des guerres

menées par les forces de l'intolérance et de la haine. De nombreux orateurs ont mentionné les principales causes sociales et économiques qui exposent les jeunes aux risques de recrutement et de radicalisation, notamment l'explosion démographique des jeunes et ses effets sur le niveau des services de base tels que l'éducation, la hausse du chômage et le développement des sentiments d'aliénation et d'injustice sociale.

Dans la région du Moyen-Orient, les conflits violents qui se poursuivent en Syrie, en Iraq, en Libye et au Yémen, et, avant eux, l'occupation israélienne qui dure depuis des décennies, ont entraîné de nouvelles violences et brisé l'ordre mondial en matière de sécurité. Ils ont également créé un vide politique qui a fait de ces pays un terrain fertile à la propagation de l'extrémisme, les conflits ayant des répercussions au-delà des frontières de ces pays, ce qui menace la stabilité de l'ensemble de la région.

Les Émirats arabes unis considèrent que Daech exploite ces facteurs pour leurrer les jeunes et mener une guerre contre des civils innocents et leur infliger des souffrances au nom de la religion, en violation flagrante de la doctrine islamique et de ses préceptes de tolérance. Nous ne devons pas non plus oublier la réalité, à savoir que Daech et les autres organisations terroristes continuent d'exister grâce à un solide réseau mondial de communication qui leur fournit un appui financier et facilite les déplacements des combattants. Il est avéré que les combattants étrangers qui se rendent en Syrie pour rejoindre Daech sont originaires de plus de 90 pays. Cela nous oblige à mener des études plus approfondies pour identifier la dynamique favorisant l'extrémisme dans notre région et les moyens de la combattre.

Afin d'atteindre leur objectif visant à empêcher les jeunes de suivre la voie de l'extrémisme et à les convaincre que les jeunes sont la véritable richesse essentielle pour l'édification de l'État, les Émirats arabes unis ont élaboré une stratégie axée sur plusieurs piliers principaux dont les plus importants sont l'appui à l'égalité de droit à l'éducation, y compris l'éducation des filles; la promotion de la pensée critique dans le processus éducatif; la mise en place d'une économie du savoir favorisant l'innovation et contribuant à préparer les jeunes à intégrer le marché du travail moderne; ainsi que le renforcement de l'esprit d'initiative chez les jeunes qui doivent assumer plus de responsabilités dans tous les domaines.

Notre stratégie vise également à empêcher que les médias sociaux ne soient utilisés à des fins de propagande et de recrutement extrémistes. Nous avons récemment lancé un centre des opérations en ligne pour lutter contre Daech, en association avec les États-Unis d'Amérique dans le but de surveiller et d'analyser les messages de Daech, de proposer un discours ayant une crédibilité au niveau religieux et d'affirmer les valeurs de tolérance et de modération par la mise en place de partenariats avec des institutions et des figures religieuses respectées. À cet égard, nous avons investi 20 millions de dollars en Afghanistan afin de former des imams dans les zones rurales pour qu'ils diffusent les véritables préceptes modérés de l'islam. Nous avons également créé le « conseil des sages musulmans » à Abou Dhabi, afin de promouvoir les enseignements et valeurs de tolérance de l'islam.

En outre, nous appuyons les jeunes, dans les États touchés ou qui passent par une période de transition, en coopération avec des organisations nationales et internationales, en fournissant notamment aux réfugiés syriens et irakiens des services de santé et des services éducatifs et en veillant à appuyer pleinement l'Égypte en proposant des programmes pour la jeunesse. La jeunesse égyptienne représente 30 % de l'ensemble des jeunes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les mesures prises à l'appui de la stabilité de l'Égypte sont donc un élément essentiel à la stabilité de la région.

Je voudrais proposer quelques recommandations en vue de lutter contre l'extrémisme à long terme.

Premièrement, nous devons veiller à ne pas créer de conditions permettant à l'extrémisme de se propager, par la prise de mesures rapides et communes au Conseil de sécurité lorsque toute atrocité de masse est commise. Deuxièmement, nous devons tirer parti des cadres juridiques existants et nouveaux pour lutter contre les filières extrémistes de recrutement et appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Troisièmement, nous devons encourager les investissements à long terme dans l'éducation et la santé, en particulier dans les zones touchées. Quatrièmement, nous devons mettre en place des programmes permettant de donner aux mères les moyens d'être la première ligne de défense des familles et des enfants contre les notions erronées et les idées extrémistes.

Enfin, nous devons faire de l'autonomisation des jeunes une de nos priorités premières et répondre également à leurs préoccupations économiques, politiques et sociales car il s'agit d'un engagement commun

reflétant notre prise de conscience de l'importance du lien entre le programme de développement et le programme d'action pour la sécurité. Tendons la main aux plus de 1,8 milliard de jeunes dans le monde pour les aider à réaliser leurs aspirations afin qu'ils puissent se construire un avenir meilleur.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Azerbaïdjan.

M^{me} Mammadova (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la présidence jordanienne d'avoir convoqué le débat important et opportun d'aujourd'hui sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix.

Ces dernières années, la dimension jeunesse a émergé en tant que facteur crucial dans les efforts de lutte contre le terrorisme dans le monde. Les organisations terroristes grossissent souvent leurs rangs en recrutant des jeunes à la recherche d'une identité. À cet égard, il est particulièrement inquiétant de voir que le recrutement forcé a tendance à devenir plutôt une adhésion et que les jeunes rejoignent volontairement les organisations terroristes pour des raisons idéologiques et/ou socioéconomiques. Les idéologies pseudoreligieuses et guerrières sont devenues une tactique efficace de recrutement et, avec l'essor des médias sociaux et des plateformes virtuelles, les pays aussi bien développés qu'en développement encourent le même risque de radicalisation dans leurs sociétés.

Si nous voulons effectivement prévenir, protéger et réinsérer les jeunes, nous devons mieux comprendre les facteurs qui déclenchent et catalysent l'extrémisme. Entre autres, les facteurs suivants semblent communs à différents contextes et pertinents dans chacun.

Les conflits prolongés et non réglés et l'occupation militaire étrangère sapent la confiance commune dans l'état de droit et attentent à la dignité humaine et à la vie humaine. De telles situations, conjuguées au peu de moyens dont disposent les États touchés pour contrôler et lutter contre les risques qui en découlent, créent un climat d'instabilité, d'injustice et d'impunité. En outre, l'absence de perspectives, en particulier les privations socioéconomiques, provoque un sentiment accru d'insécurité et de désespoir. C'est pourquoi il est essentiel de placer l'accent sur le facteur économique et sur l'emploi afin de contrer les stratégies et les motivations des recruteurs et de rendre les jeunes

et les sociétés en général plus capables de résister à la radicalisation.

Le racisme et l'intolérance qui l'accompagne peuvent être source de marginalisation sociale et encourager les jeunes à chercher une nouvelle identité radicale. Le dialogue interculturel et interreligieux est essentiel pour promouvoir le respect mutuel et la coexistence pacifique. L'extrémisme est favorisé par l'ignorance, non par la religion. L'éducation est indispensable pour lutter contre ce fléau et favoriser une culture exempte de discrimination, de préjugés et de stigmatisation. Il importe de poursuivre une politique de la jeunesse de manière globale en faisant participer plusieurs parties prenantes, et de favoriser les priorités des jeunes à tous les niveaux.

Le nombre des jeunes augmente partout dans le monde et il est plus qu'urgent de concevoir des mesures qui leur permettent de devenir des membres productifs, plutôt que des membres destructeurs, de leurs communautés. Mon pays, l'Azerbaïdjan, cherchant à faire une contribution pratique à l'élaboration d'une politique de la jeunesse et à sa mise en œuvre par et pour les jeunes, a accueilli en octobre 2014 le premier Forum mondial sur les politiques intéressant les jeunes. Cette manifestation mondiale a été organisée à l'initiative du Secrétaire général, en partenariat avec l'Envoyé pour les jeunes, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe. Elle a rassemblé plus de 700 représentants provenant de 165 pays, avec l'active participation de ministres responsables de la jeunesse, ainsi que d'experts, de défenseurs des jeunes et de représentants de la société civile.

Le Forum a adopté l'Engagement de Bakou sur les politiques relatives à la jeunesse qui appelle, entre autres choses, à favoriser et à appuyer plus avant la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse, à lancer une initiative mondiale en faveur de politiques relatives à la jeunesse afin d'appuyer son épanouissement, à faciliter des partenariats qui permettent une participation inclusive de toutes les parties prenantes à l'élaboration de politiques relatives aux jeunes, parmi d'autres initiatives.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer dans la promotion de politiques susceptibles de créer et de donner aux jeunes les moyens dont ils ont besoin pour devenir d'actifs citoyens aux niveaux local et mondial. À cet égard, cette année offre une occasion unique de promouvoir des synergies entre

les politiques en faveur des jeunes et les politiques et cadres de développement au sens plus large, particulièrement dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015, ainsi que les moyens de leur mise en œuvre.

Pour terminer, je voudrais de nouveau remercier la délégation du Royaume hachémite de Jordanie d'avoir convoqué cet important débat. Comme on le dit souvent au Conseil de sécurité, nous restons tous saisis de cette question cruciale.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Yeremenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Ma délégation voudrait exprimer sa sincère gratitude à la Jordanie pour avoir organisé le présent débat de haut niveau sur le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix.

L'extrémisme et le terrorisme posent de nos jours une grave menace à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans le monde. Nous sommes entièrement d'accord qu'il importe d'intensifier nos efforts communs visant à traiter ce problème et à placer les jeunes au centre du programme mondial de lutte contre l'extrémisme violent. La radicalisation des jeunes doit être empêchée et stoppée, mais la réalisation de cet objectif ne sera possible que par la mise au point de stratégies concrètes visant à regrouper tous les efforts existants et à renforcer l'étroite coopération entre toutes les parties prenantes.

L'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, ainsi que les autres organes et entités des Nations Unies, notamment le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les jeunes, ont un rôle clef à jouer dans la prévention de l'extrémisme violent. Le plus important à cet égard, c'est de veiller à la mise en œuvre effective des résolutions 1624 (2005) et 2178 (2014).

Hélas, les jeunes constituent l'une des catégories les plus vulnérables aux facteurs qui conduisent au radicalisme et à l'extrémisme. Il existe beaucoup de facteurs de ce genre, mais c'est la propagande qui a le plus d'effet sur les jeunes. Les groupes extrémistes violents exploitent activement cet outil grâce aux réseaux et aux médias sociaux. À notre avis, la situation la plus dangereuse se crée lorsqu'une propagande manipulatrice est élevée au rang des priorités de l'État.

Cela fait plus d'une année que l'Ukraine pâtit de l'agression de son puissant voisin, la Fédération de

Russie. La Russie a temporairement occupé et tenté d'annexer une partie du territoire de l'Ukraine – la République autonome de Crimée – et poursuit ses actions hostiles et subversives contre notre pays dans le Donbass. Mais l'aspect militaire de l'agression est loin d'être le plus dangereux. C'est la propagande féroce et mensongère, diffusée par les médias russes que contrôle l'État et par de nombreux autres moyens, qui est l'un des éléments clefs de l'agression en cours contre l'Ukraine.

La communauté internationale doit s'inquiéter de ce que la machine de propagande de style soviétique fonctionne encore très bien, d'abord et surtout sur les jeunes. Il est fait état de cas de jeunes adolescents participants aux activités des bandes terroristes pro-russes dans certaines régions de l'est de l'Ukraine, dont certains sont âgés de 15 ans et même moins. Il existe aussi des informations crédibles que des bandes terroristes coordonnées et parrainées par la Russie s'efforcent d'enrôler des étudiants dans leurs rangs en usant de divers moyens d'influence. On indique à cet égard que la promesse d'effacer des casiers judiciaires et de rembourser des prêts sont quelques-uns des moyens qu'utilisent les Russes dans leur campagne pour recruter des mercenaires dans les bandes terroristes opérant dans le Donbass. Les jeunes sont les cibles ordinaires de cette campagne de recrutement.

Outre les efforts globaux visant à éliminer les raisons sociales, économiques, culturelles, religieuses et autres de la propagation de l'extrémisme violent chez les jeunes, l'Organisation des Nations Unies doit porter à un niveau plus élevé la lutte contre la propagande d'intolérance et de haine. Pour atteindre cet objectif, nous pourrions envisager la possibilité de mettre en place un mécanisme international qui révélerait ces faits en temps réel, les condamnerait et, surtout, identifierait les moyens de décourager ceux qui diffusent une telle propagande. En tant que pays subissant de plein fouet les conséquences de cette propagande vicieuse de la part de son voisin, l'Ukraine est disposée à contribuer activement à mener cette initiative de l'avant.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bénin.

M. Zinsou (Benin) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de féliciter la Jordanie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour la deuxième fois au cours de son mandat, et la remercier pour avoir organisé le présent débat sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, axé sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent

et la promotion de la paix. Je voudrais saluer tout particulièrement S. A. R. le Prince héritier Al Hussein ibn Abdullah II pour son déplacement en vue de présider cette séance, et saluer son allocution pleine d'enseignements.

Ma délégation se réjouit de ce que le Conseil de sécurité se focalise, dans l'examen des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité, sur la jeunesse. Comme l'ont également souligné plusieurs délégations, la jeunesse est victime des conflits et des extrémismes. Les enrôlements des jeunes et l'enlèvement des jeunes filles, dont la plupart sont utilisées comme de la chair à canon ou des esclaves sexuels, en sont les preuves. Le constat est que les recruteurs des groupes terroristes et des extrémistes exploitent les failles de la société au profit de leur théorie d'embrigadement et de radicalisation de la jeunesse. Les inégalités économiques et sociales, la pauvreté et, surtout, les frustrations nées de diverses situations liées au chômage endémique des jeunes, au sous-emploi et au sentiment d'être des laissés-pour-compte, à la marginalisation et à l'exclusion sociale dans des sociétés à deux vitesses, de plus en plus élitistes et oligarchiques où l'ascenseur social semble désespérément en panne, sont, aux yeux de ma délégation, les circonstances et les racines sur lesquelles prospèrent la radicalisation et l'endoctrinement des jeunes.

Dès lors, ma délégation estime qu'il conviendrait d'investir dans les jeunes en leur permettant de jouir de leurs droits fondamentaux et de participer aux décisions concernant leur épanouissement. Ma délégation est d'avis qu'il faut davantage investir dans la sécurité humaine afin de renforcer la résilience des populations en général et de la jeunesse en particulier, et promouvoir le partenariat public-privé en faveur d'une économie qui crée des emplois pour les jeunes.

Toutes choses qui ne sont possibles sans un environnement de bonne gouvernance nécessaire à l'accélération de la croissance économique pour engranger le dividende démographique et lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités dans le partage de la richesse. L'action judicieuse des pouvoirs publics est très importante pour rétablir l'équité et conduire la lutte contre les inégalités, car l'autre nom de la paix, c'est le développement inclusif pour la recherche de la prospérité partagée qui tient compte des limites de la planète. Le souhait ardent du Bénin est que la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 en cours de finalisation, programme

transformateur, crée les conditions permettant aux États de disposer des ressources pour offrir des opportunités qui donneront un rêve sain aux jeunes et leur assureront les moyens de se réaliser et d'avoir foi dans le système politique qui les dirige.

Il nous faut aussi mobiliser la société civile pour contrer le discours extrémiste d'où qu'il vienne. Il est nécessaire de lancer des programmes d'éducation ouvrant la voie à l'acquisition de connaissances utiles en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi et à l'adhésion aux valeurs universelles, à savoir la laïcité, le respect de la dignité humaine, le respect de l'autre et l'acceptation de l'harmonie dans la diversité. Une éducation fondée sur ces valeurs universelles développera chez les jeunes la résilience pour contrer la propagande sur Internet. Dans ce processus, les États devront de plus en plus éviter les pratiques d'exclusion, comme le népotisme et la corruption, et opter de plus en plus en faveur de programmes axés sur la mise en valeur du mérite individuel et dans lesquels la jeunesse aura la possibilité de se mettre en valeur, créer et innover, pour le plus grand bien des pays où ils vivent.

La communauté internationale doit se donner les moyens de changer la donne pour les millions de jeunes désemparés si elle veut couper l'herbe sous le pied des mouvements extrémistes religieux violents et induire une totale délégitimation de ces mouvements terroristes, comme Boko Haram, l'État islamique, Al-Qaïda et autres entités affiliées. Nous réaffirmons notre attachement à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies dont l'un des quatre piliers fondamentaux vise à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme. Elle doit continuer d'être mise en œuvre en prenant en compte la nouvelle dimension de la problématique qu'apporte l'extrémisme religieux violent.

Pour apporter sa modeste contribution à la réalisation de cet objectif, le Bénin a mis en chantier l'Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel, dont le lancement officiel aura lieu à Cotonou, du 26 au 28 mai 2015, à l'occasion d'un symposium international que le Bénin se propose d'abriter, comme l'une des manifestations de ses efforts dans ce cadre. Cette initiative vise essentiellement à contrer la résurgence de l'extrémisme religieux en Afrique en s'attaquant à ses racines, comme le recommande le préambule de la Charte de l'UNESCO. Elle vise à trouver un terrain de cohabitation pacifique entre les religions par l'aménagement d'espaces communs de

convivialité et d'échanges et de promotion de projets et de réalisations conjointes qui permettent de créer l'harmonie et de renforcer le vouloir vivre ensemble, le progrès social, ainsi que le développement équilibré au bénéfice certain des peuples concernés.

L'Initiative africaine, qui rassemblera diverses sommités religieuses et laïques de divers horizons pour un dialogue franc, a reçu l'adhésion et l'appui de nombreux partenaires, au nombre desquels je voudrais mentionner et remercier l'Alliance des civilisations, l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Elle a fait, en outre, l'objet d'une importante décision lors de la 24^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue les 30 et 31 janvier 2015 à Addis-Abeba. Par ailleurs, l'Assemblée générale des Nations Unies a également pris en compte cette initiative à travers l'adoption, le 15 décembre 2014, de la résolution 69/140 relative à la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix.

L'un des temps forts du symposium de Cotonou sera l'adoption du Manifeste sur la tolérance, le dialogue et la rencontre, qui se veut un nouvel engagement susceptible de favoriser l'avènement à terme de la paix, rien que par les armes du cœur et de la raison, en dépit des convulsions que nous connaissons aujourd'hui. La jeunesse sera une partie prenante privilégiée de cette autre approche de la lutte contre le terrorisme et les extrémismes de tous bords. Le Bénin a besoin de l'appui de tous pour que les promesses dont est porteuse cette initiative se concrétisent.

Le Président (*parle en arabe*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Zagaynov (Fédération du Russie) (*parle en russe*) : Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais, à ce stade, donner une réponse plus détaillée à la déclaration faite par le représentant de l'Ukraine, surtout que s'agissant de ce pays, il y a beaucoup de choses à dire sur l'extrémisme. Cela dit, le problème ne réside pas là où nos collègues ukrainiens croient le trouver.

L'année dernière, avec la participation de représentants de la jeunesse radicalisée, des unités de combattants ont été délibérément utilisées pour renverser le Gouvernement légitime de l'Ukraine. Depuis lors, les autorités de Kiev n'ont eu de cesse de fermer les yeux

sur la montée de l'extrémisme, de l'intolérance et du nationalisme dans le pays. Il est difficile d'imaginer une confirmation plus terrible de cette situation que la prise en otage de dizaines de personnes à Odessa en mai de l'an dernier, laquelle est demeurée impunie. De plus, il semble que les autorités de Kiev encouragent délibérément un climat de haine et de xénophobie dans le pays, qui a eu, bien entendu, un effet extraordinaire sur les jeunes. Il suffit de regarder, par exemple, les bataillons volontaires dans le Donbass qui affichent un penchant odieux pour l'idéologie nazie et qui sont composés principalement de jeunes déjà radicalisés.

Que signifie donc la loi adoptée par la Rada – le Parlement – sur le statut des combattants pour l'indépendance de l'Ukraine au XX^e siècle? Ceux qui ont combattu aux côtés des fascistes pendant la Seconde Guerre mondiale, parmi lesquels figuraient des membres du mouvement nationaliste ukrainien et de l'armée rebelle ukrainienne, ont été proclamés héros nationaux. Des dizaines de milliers d'individus pacifiques ont été tués par cette armée pendant l'un des plus horribles exemples de nettoyage ethnique de l'histoire de l'Ukraine. En 1941, les prétendus « héros » de l'histoire ukrainienne ont adopté un document déclarant que l'État ukrainien nouvellement formé coopérerait étroitement avec la grande Allemagne nationale-socialiste, qui, sous l'autorité d'Adolf Hitler, instaurerait un nouvel ordre en Europe et dans le monde. Voilà les vues qui circulent en Ukraine aujourd'hui.

Ceux qui ne sont pas d'accord avec la position défendue par le Gouvernement de Kiev sont déclarés ennemis de l'Ukraine, et les médias qui diffusent des points de vue divergents sont fermés. Il y a eu une vague d'assassinats de journalistes et d'acteurs politiques de l'opposition. Récemment, l'ancien député du Parti des régions, Oleg Kalashnikov, et le journaliste ukrainien, Oles Buzyna, ont tous deux été tués. Des menaces ont également été proférées contre d'autres dissidents. Il existe un site Web, baptisé « artisans de la paix », qui contient les noms et les informations personnelles de personnes opposées aux flambées sauvages de xénophobie qui sévissent dans le pays. Kiev répand officiellement sa propagande, comme en attestent les déclarations faites par le conseiller du Ministre de l'intérieur, M. Gerashchenko.

L'extrémisme en Ukraine se propage dans un climat d'impunité. Aucune enquête digne de ce nom n'a encore été menée concernant les tragédies survenues sur la place Maïdan, à Odessa et à Marioupol. Le rapport

du Comité consultatif international sur l'Ukraine du Conseil de l'Europe sur les violences de Maïdan a conclu que les investigations ne respectaient pas Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Étant donné le révisionnisme de l'histoire à l'œuvre en Ukraine, comme l'attestent les manuels scolaires, il est difficile pour les jeunes Ukrainiens d'éviter les opinions xénophobes ou nationalistes. Il est désormais fréquent de répandre une rhétorique de haine, comme en atteste la campagne organisée par des étudiants militants de l'Université de Lviv le 25 février pour mettre en place le « couloir de la honte », afin de dénoncer les professeurs dissidents. L'on pourrait également rappeler les clips vidéo diffusés sur Internet l'an dernier, qui montraient une vaste foule d'étudiants ukrainiens réunis dans la cour de leur école en train de scander des chants appelant à des représailles contre les Russes. La liste des preuves de l'intolérance, du radicalisme et de l'extrémisme qui sévissent en Ukraine est interminable. Toutefois, vu l'heure tardive, je terminerai en appelant le représentant de l'Ukraine à s'attacher sérieusement à régler le problème de l'extrémisme et du radicalisme dans ce pays. Les membres du Conseil de sécurité devraient également faire en sorte de comprendre la situation en Ukraine en toute objectivité.

Le Président (*parle en arabe*) : Le représentant de l'Ukraine a demandé la parole pour faire une déclaration supplémentaire. Je la lui donne, en lui rappelant qu'il ne pourra pas prendre la parole une nouvelle fois.

M. Yaremenko (Ukraine) (*parle en russe*) : Je tiens à me baser sur les chiffres pour bien établir l'ampleur du prétendu extrémisme qui sévit en Ukraine, ampleur dont, apparemment, seuls les Russes semblent avoir conscience. L'an dernier, deux campagnes électorales ont été organisées en Ukraine : la première pour élire le Président du pays, et la seconde pour élire les membres du Parlement. La partie russe, si je comprends bien sa position, semble vouloir faire référence à deux partis politiques ukrainiens lorsqu'il utilise le terme d'« extrémiste ». L'un est baptisé Secteur droit et l'autre Liberté. Je tiens à rappeler que, s'agissant de l'élection présidentielle, le candidat du Secteur droit, M. Yarash, n'a recueilli que 1,6% des suffrages, se plaçant au dixième rang, tandis qu'à la onzième place, avec 0,7% des voix, se trouvait M. Tyahnybok, du parti Liberté. Quant aux élections parlementaires, dans lesquelles ces deux partis avaient également présenté des candidats,

aucun d'eux n'y a obtenu de siège. Je tiens à souligner que 29 partis ont participé à la campagne parlementaire.

Alors comment peut-on parler d'extrémisme dans ces conditions? Nous pouvons nous pencher sur l'histoire. C'est quelque chose de très douloureux pour nous malheureusement, mais mon pays, qui reconnaît les pages les plus difficiles de son histoire, a adopté une loi qui prévoit que le 8 mai, nous rendions hommage aux victimes de la Seconde Guerre mondiale. C'est une approche normale et civilisée pour n'importe quel État. Le 9 mai, nous célébrons notre victoire.

Je voudrais également rappeler que, en août 1939, l'Union soviétique a signé avec l'Allemagne nazie un pacte qui établissait la répartition de fait de l'Europe. En outre, le 17 septembre, l'Union soviétique attaquait la Pologne, à la suite de quoi elle a organisé, avec les fascistes, à Brest, une parade de célébration commune. Autre chose – et c'est la mort dans l'âme que je m'apprete à en parler –, mais le 22 mars de cette année, dans la ville de Saint-Petersbourg, une manifestation monumentale a eu lieu, avec le rassemblement de divers partis ultra-radicaux et d'extrême-droite européens, à propos duquel la Fédération des communautés juives de Russie a publié le communiqué suivant : « Nous sommes extrêmement préoccupés et surpris qu'un immense rassemblement des forces nationalistes les plus extrêmes d'Europe ait été autorisé à se tenir à Saint-Petersbourg, ville qui a connu toutes les horreurs du siège fasciste ». Parmi les participants à la manifestation, on comptait les représentants de divers partis ultra-nationalistes d'Europe, comme les mouvements détestables que sont l'Aube dorée grecque, le Parti national démocratique allemand, dont le responsable, Udo Voigt, qui était également présent, avait auparavant déclaré, sans aucune ambiguïté, que son parti était un successeur des nationaux-socialistes d'Hitler. Étaient également représentés, le Parti de la liberté d'Autriche; le Parti des Suédois, qui a succédé au Front national-socialiste en Suède; le Parti national britannique, dont l'ancien dirigeant, Nick Griffin, qui était lui aussi présent, a contesté la réalité de l'Holocauste; et le parti italien Force nouvelle, ainsi que son chef, Roberto Fiore, qui se définit lui-même comme un fasciste. Tout cela a été organisé sous l'égide du parti Rodina (La Patrie), l'Union nationale patriotique de Russie. Alors donc, comment peut-on parler de fascisme en Ukraine?

Le Président (*parle en arabe*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste.

La séance est levée à 18 h 10.